



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 24 JANVIER 2023  
GEMEENTERAAD VAN 24 JANUARI 2023

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

**Présents**  
**Aanwezig**

Séverine De Laveleye, *Présidente/Voorzitster* ;  
Mariam El Hamidine, *La Bourgmestre/De Burgemeester* ;  
Charles Spapens, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Esmeralda Van den Bosch, Alitia Angeli, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Fatima Abbach, Caroline Dupont, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Kris Vanslambrouck, Nicolas Lonfils, Francis Dagrín, David Leclercq, Mostafa Bentaha, Valerie Pauwels, Iris Vlodayer, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verrontschuldigd**

Stéphanie Koplówicz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Monsieur Bentaha est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.**

**Dhr. Bentaha wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.**

**AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat - Secretariaat**

**1 Interpellation du public: Marais Wiels Moeras. (Complémentaire)**

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Interpellatie van het publiek : Wielsmoeras. (Aanvullend)**

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Hacken remercie le public pour cette interpellation, qui constitue un vrai plus pour le débat démocratique. Il estime que le site en question revêt un côté « magique », avec le développement spontané d'une flore et d'une faune diversifiées. S'il s'agissait dans un premier temps de s'opposer à un projet disproportionné, il rappelle que Citydev reste un promoteur**

**immobilier, certes public, mais dont la mission est clairement la construction de nouveaux logements. Il plaide pour la consécration du site, dans son intégralité, comme un site naturel et pour que l'on acte le fait que ce site ne convient pas à la construction de nouveaux logements.**

**Monsieur Pierre-De Permentier salue la dynamique citoyenne et l'engagement des membres du comité Marais Wiels Moeras. Il ajoute que son groupe plaide pour la conservation du site du marais, mais aussi pour que le bâtiment Métropole soit réhabilité en veillant à l'ouverture vers le quartier, formant ainsi un pôle culturel, en complément au Brass et au Wiels.**

**Intervention de Madame Plovie :**

**A Bruxelles, comme dans d'autres villes européennes, les friches sont des lieux autour desquels se cristallisent de nombreuses attentes. Des besoins notamment entre deux fonctions de la ville : d'une part, le bâti, pour la fonction de logement ou la fonction de commerces ou d'équipements collectifs et d'autre part, la préservation de la nature pour sa fonction de biodiversité, d'utilité pour la santé (physique et mentale) des habitant.e.s., apaisement du quartier mais surtout comme un élément-clé pour faire face aux risques liés aux conséquences des dérèglements climatiques que nous observons déjà (atténuation de la chaleur, sol qui peut absorber les précipitations et diminuer les risques d'inondations, etc.)**

**Le Marais Wiels ne fait pas défaut à cette tension qui dure depuis plus d'une décennie. La mobilisation citoyenne démontre l'importance de ce lieu dans un quartier fortement densifié qui a besoin d'un espace naturel ouvert à ses habitant.e.s. Ces mêmes habitant.e.s mettent en exergue le développement de la biodiversité dans ce lieu qui est remarquable. (Le groupe FB lié au Marais Wiels est passionnant d'ailleurs à cet égard pour le recensement de nouvelles espèces animales et végétales qu'il y est possible de découvrir.)**

**Les péripéties du Marais Wiels évoluent cependant positivement, par rapport à d'autres friches de la Région où les tensions perdurent voire s'aggravent au fil du temps. Pour le Marais Wiels, vous l'avez rappelé dans votre intervention et – sans doute que le collègue le fera également dans sa réponse - le gouvernement régional, à la demande de la Commune, a racheté à un promoteur immobilier privé le terrain qui était destiné à accueillir plus de 200 logements qui aurait mis définitivement un terme aux espoirs de préservation du marais.**

**Je ne peux que saluer ce rachat et remercier le collègue pour l'énergie investie pour protéger le site, énergie dont le collègue (sous l'ancienne et actuelle législature) avait déjà fait preuve en s'opposant aux permis d'urbanisme déposés par le promoteur, avec le soutien de la mobilisation citoyenne. Le collègue appuyé par la commission de concertation a refusé les projets de densification intense déposés par deux fois par le concepteur immobilier.**

**Dans l'accord de ce rachat, survenu fin 2020, le gouvernement prévoyait de préserver l'essentiel du marais et sa biodiversité mais aussi d'y construire 70 à 80 logements de Citydev afin de répondre à la demande de logements publics moyens.**

**Cependant, aujourd'hui nous pensons que nous pouvons aller plus loin dans la préservation de l'ensemble du marais Wiels, et ce en conformité à ce que Ecolo-Groen a encore réaffirmé récemment lors des vœux de cette année en mettant comme un de ses axes prioritaires la fin de la bétonnisation à outrance pour préserver nos espaces verts, naturels et agricoles.**

**En effet, depuis 2020 (et accord sur le rachat du marais) le monde et sensiblement la vie en ville ont beaucoup évolué : des changements aussi imprévisibles qu'une pandémie mondiale, qui a mis en évidence les conditions d'existence pathogènes dans les quartiers denses, pauvres et dépourvus d'espaces verts, la confirmation réitérée des rapports du GIEC et de l'IBPS relatifs entre autres aux interdépendances entre enjeux climatiques et effondrement de la biodiversité, les fortes inondations de l'été 2021, les canicules et sécheresse de l'été 2022 (15.000 décès en Europe / et au niveau belge, un élément central de la surmortalité de 5,7 % de l'été 2022) etc. Le dérèglement climatique n'est plus une perspective mais une réalité qui impacte nos vies ici et maintenant, avec les publics fragiles en première ligne. L'appauvrissement de la biodiversité et l'effondrement des écosystèmes génèrent des coûts économiques et sociaux élevés. Le coût de l'inaction en matière de biodiversité est plus haut que les décisions difficiles qu'on doit prendre. Adopter, dès le départ, des mesures préventives constituerait une stratégie optimale et rentable.**

**C'est la notion de « coûts évités ». Nous devons donc dès aujourd'hui faire un choix crucial ! quelle utilisation du sol voulons-nous ? Nous, nous disons, privilégions les sols déjà artificialisés comme le fait déjà la Commune et le Foyer du Sud en rénovant le bâtiment Diamant Boart, qui va accueillir 63 logements sociaux, l'ancien site van roy (une centaine de logements sociaux), Belgrade 74 (12 logements à finalité sociale), Canada 50 (4 logements).**

**Canada 55 : 3 logements + Van Haelen 83 : 2 logements. Il y a aussi tous les projets clé-sur-porte : Bervoets-Libris-Les Sources = 130 logements socialisés en tout...**

**La région est justement occupé à racheter plusieurs bâtiments se trouvant au nord du marais. Rénovons, densifions ces sites pour répondre à la demande de logements sociaux et à finalité sociale. Car la justice sociale et la justice environnementale sont inextricablement liées ; c'est bien ce qui se joue au Marais Wiels.**

**Intervention de Madame El Yousfi :**

**Au nom du groupe PS je souhaite vraiment remercier les interpellants et le comité pour leur important combat et pour l'énergie dépensée afin d'améliorer notre quartier et préserver sa biodiversité.**

**Je commencerai par un bref rappel de l'historique de ce dossier :**

**En 2017, la Région achète le site avenue Van Volxem 364-366 qui se situe entre le Wiels et le Brass. La Commune était au courant que la société immobilière Wilhem&Co prévoyait de construire de nombreux appartements sur 5.592 m<sup>2</sup> et un commerce de 583 m<sup>2</sup>.**

**La commune est convaincue que pour améliorer le cadre de vie des habitants, l'acquisition de cette dernière friche encore disponible est nécessaire et indispensable pour ce quartier. De plus, en termes urbanistiques, nous préservons et mettons en valeur un potentiel patrimonial majeur et offrons une alternative de cheminement pour les usagers faibles et la mobilité douce tout en connectant un ensemble de sites et de quartiers plutôt qu'un ensemble de projets immobiliers disparates.**

**Entre 2016 et 2019, suite à diverses réunions de projet lors desquelles le promoteur privé propriétaire des 7 parcelles dites « Marais Wiels » a présenté à la Région et à la commune son projet de développement du site (203 logements).**

**Par deux fois la commune s'est opposé à ces projets qui condamnaient totalement le site.**

**En 2020 le Gouvernement bruxellois a approuvé l'acquisition dans le cadre du plan de relance et du contrat de rénovation urbaine n°4 des 7 parcelles dites du « Marais Wiels » et du bâtiment adjacent au marais dit « Le Métropole ».**

**Ce rachat permettait à la fois de maintenir le marais et une construction de logement. Dès le départ la commune a souhaité mettre des balises afin de diminuer un maximum l'impact au sol des constructions et créer un grand espace vert en renforçant la protection de la biodiversité au sein de notre commune.**

**Vu la crise actuelle dans notre Région, il est important de pouvoir offrir un logement digne au plus de 50.000 familles qui n'arrive pas à se loger décemment sur le marché privé. Cependant il est aussi fondamental d'offrir un cadre de vie agréable et des espaces verts préservant la biodiversité aux habitants de ce quartier particulièrement dense et qui seront encore plus nombreux notamment avec la transformation de l'usine Diamond Boart en logements sociaux. Nous faisons donc confiance au Gouvernement pour trouver le meilleur équilibre et nous ne manquerons donc pas de relayer vos demandes aux instances régionales.**

**Monsieur De Beer rappelle que la première réaction de son groupe face au projet du promoteur privé consistait à imposer un taux de logements sociaux. Il admet que les arguments avancés par le comité ont fait évoluer la position de son groupe, notamment sur le caractère indispensable de la sauvegarde du site dans son entièreté (position adoptée tant au niveau local forestois, qu'au niveau régional bruxellois).**

**Monsieur Loewenstein salue la qualité du dossier défendu par les citoyens. Il dit espérer que la Région instruisse le dossier de manière indépendante de cet autre dossier qu'est le dossier du nouveau stade de l'Union sur le site du Bempt. Il appelle les différents groupes politiques à faire**

preuve de cohérence par rapport à certaines prises de position, qu'ils siègent dans la majorité ou dans l'opposition au niveau régional. Il estime peu probable que la Région renonce à toute création de logement sur le site, au vu de son investissement financier.

**Intervention de Monsieur Loewenstein :**

Je voudrais d'abord saluer l'importante mobilisation citoyenne autour du Marais du Wiels. Nous y sommes sensibles et il est essentiel, dans ce dossier, de protéger au mieux la biodiversité et les atouts de ce site, atouts qui ont été exposés dans votre interpellation.

Votre dossier est solide et bien argumenté. Il est important de l'analyser avec toute l'attention qu'il mérite et que la Région en prenne toute la mesure.

Il est par ailleurs important pour nous que le Gouvernement instruisse ce dossier de manière indépendante des autres dossiers. Qu'on ne troque pas la préservation du Marais du Wiels au bon aboutissement du projet de stade de l'Union au Bempt.

En entendant les réactions de mes collègues, j'ai tout de même souhaité pointer l'un ou l'autre élément :

Les interpellants l'ont rappelé, le souhait du Conseil Citoyen Forestois est de conserver les espaces verts existants et les gérer correctement, et en disant cela, il vise notamment le Marais. La commune a alors répondu de son côté, je cite « Concernant la spécificité du site "Marais Wiels", la Commune va se faire le relais de la proposition du CCF auprès du Gouvernement régional, propriétaire du terrain. », comme s'il était totalement étranger au dossier.

Pour rappel, lorsque la Région a acquis le terrain avec l'intention d'y construire du logement sur une partie, le Collège Ecolo-PS a, je cite l'article publié sur le site de la RTBF, (29/10/2020 <https://www.rtbf.be/article/la-region-capitale-acquiert-le-marais-wiels-et-offre-une-nouvelle-perspective-pour-le-site-10620572> « (...) accueilli très positivement, (...), la nouvelle de l'acquisition régionale », acquisition qui signifie donc construction de logements.

Par ailleurs, quand j'entends les positions des partis qui sont dans l'opposition à Forest et à la Région, elles sont séduisantes et faciles à défendre dans leur position. Je serais curieux de savoir ce que ces partis défendraient comme position s'ils étaient représentés au sein du Gouvernement bruxellois.

Dans la situation actuelle, dans l'état actuel du dossier, je n'imagine pas que la Région renonce à construire du logement sur le site. Reste à savoir bien évidemment dans quelles conditions.

J'espère en tous les cas que l'investissement des habitants sera bien pris en compte par le Collège ; et que, de son côté, le Collège qui détient tous les leviers politiques dans ce dossier puisque les partis qui composent cette majorité détiennent les compétences de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement. A vous donc, PS et Ecolo de prouver que vos engagements ici à Forest ne seront pas vains et seront bien relayés auprès de vos ministres.

**Réponse de Monsieur Mugabo, au nom du Collège :**

C'est toujours vivifiant de recevoir les interpellations citoyennes qui permettent de nourrir la démocratie locale et de mettre sur la table du conseil communal des débats nécessaires – même si la question du devenir du marais n'a jamais quitté la table du collège. Bien au contraire. C'est un sujet qui nous occupe beaucoup même si cela n'est pas nécessairement de manière très visible.

J'en profite également pour vous remercier pour votre engagement sur ce dossier.

Cela a déjà été dit mais en effet, il nous faut rappeler que le collège précédent et celui-ci n'ont jamais ménagé leurs efforts pour tenter de préserver face aux demandes du promoteur privé qui souhaitait y construire près de 230 logements.

Cela dit, comme cela a été exprimé par plusieurs membres du conseil communal. Les choses évoluent. Les pluies diluviennes de l'été 2021, les canicules de l'été 2022, les deux faces de la même pièce : Les conséquences du dérèglement climatiques sont de plus en plus prégnantes.

Nous devons en tenir compte. Tout le monde doit en tenir en compte.

Nous ne sommes pas de ceux qui opposent la nécessité de construire des logements accessibles aux trop nombreux ménages qui en ont besoin et la nécessité de protéger les sols non-bâties pour préserver les conditions d'une ville viable pour tous et en premier les plus fragilisés d'entre

nous.

La Commune de Forest et la Région démontre lorsqu'elles en ont la possibilité que cette équation est possible en rachetant, rénovant les sites déjà construits et évitant ainsi d'artificialiser d'autres sols.

Et en l'occurrence, il semblerait que La région étant en train de racheter les bâtiments déjà construits à proximité, il y a sans aucun doute une opportunité à saisir qui n'existait pas en 2020.

Concernant votre première demande, nous la relayerons auprès des autorités régionales car la modification du PRAS ou l'atlas de BE dépendent d'eux.

Quant à la demande de classement des anciennes brasseries. J'avoue moins comprendre votre demande. En effet, les 3 vestiges des anciennes brasseries que sont le wiels, le brass et le métropole sont déjà classés (depuis l'arrêté de classement du 20 juillet 1993). C'est la mesure la plus protectionniste qui est actuellement prévue dans le CoBat. Et si votre demande porte sur les alentours de ces bâtiments, je crains que la demande ne desserve votre cause plus qu'elle ne la sert car historiquement tout ce site était bâti. L'esprit de la protection patrimonial irait donc dans le sens dans la construction sur le site et non, sans doute, l'inverse.

Cela dit, nous sommes à votre disposition pour poursuivre le dialogue et nous vous tiendrons au courant des démarches menées.

Les interpellants accueillent favorablement la main tendue par le Collège pour poursuivre le dialogue ; estiment que la réponse n'aborde pas la question de l'extension du Métropole, qui n'est selon le comité Marais Wiels Moeras pas indispensable.

Monsieur Spapens précise que la commune fait partie du comité d'accompagnement mis en place par la Région concernant l'avenir du Métropole ; ajoute que la commune y a plaidé pour un usage ludique du site.

De heer Hacken bedankt het publiek voor deze interpellatie, die een echte meerwaarde is voor het democratisch debat. Volgens hem heeft het betrokken gebied iets "magisch", met het spontaan ontstaan van een diverse flora en fauna. Hoewel het oorspronkelijk de bedoeling was zich te verzetten tegen een buitenproportioneel project, herinnert hij eraan dat Citydev een projectontwikkelaar blijft, zij het een openbare, maar met duidelijk de bouw van nieuwe woningen als missie. Hij pleit ervoor het gebied in zijn geheel als natuurgebied te bestemmen en te erkennen dat dit gebied niet geschikt is voor de bouw van nieuwe woningen.

De heer Pierre-De Permentier prijst de burgerdynamiek en de inzet van de leden van het comité Marais Wiels Moeras. Hij voegt eraan toe dat zijn fractie pleit voor het behoud van het moerasgebied, maar ook voor de renovatie van het gebouw "Métropole", waarbij het wordt opengesteld voor de buurt en zo een cultureel centrum vormt, als aanvulling op Brass en Wiels.

Tussenkost van mevrouw Plovie:

In Brussel, net als in andere Europese steden, zijn braakliggende terreinen plaatsen waarrond zich veel verwachtingen uitkristalliseren. Meer bepaald behoeften tussen twee functies van de stad: enerzijds de gebouwen, voor de woonfunctie of de functie van handelszaken of collectieve voorzieningen, en anderzijds het behoud van de natuur voor haar functie van biodiversiteit, nut voor de (fysieke en mentale) gezondheid van de inwoners, rust in de wijk, maar vooral als sleutelement om het hoofd te bieden aan de risico's in verband met de gevolgen van de klimaatverandering die we nu al waarnemen (vermindering van de warmte, grond die neerslag kan absorberen en de overstromingsrisico's kan verminderen, ...)

Het Wielsmoeras vormt geen uitzondering op dit spanningsveld, dat al meer dan tien jaar duurt. De mobilisatie van de burgers toont het belang aan van deze plek in een dichtbevolkte wijk die behoefte heeft aan een natuurlijke ruimte die openstaat voor haar bewoners. Diezelfde bewoners benadrukken de ontwikkeling van de biodiversiteit op deze opmerkelijke plek. (De FB-groep verbonden aan het Wielsmoeras is trouwens fascinerend voor de telling van nieuwe dier- en

plantensoorten die er te ontdekken zijn.)

De gebeurtenissen aan het moeras van Wiels evolueren echter in positieve zin, in vergelijking met andere braakliggende terreinen in het Gewest waar de spanningen blijven bestaan of zelfs mettertijd verergeren. Wat het moeras van Wiels betreft - u heeft er in uw tussenkomst aan herinnerd en ongetwijfeld zal ook het College het in zijn antwoord vermelden - heeft de gewestregering op verzoek van de gemeente het terrein dat bestemd was voor meer dan 200 woningen, teruggekocht van een particuliere projectontwikkelaar, die definitief een einde zou hebben gemaakt aan de hoop op behoud van het moeras.

Ik kan deze aankoop alleen maar toejuichen en het College bedanken voor de energie die het heeft geïnvesteerd in de bescherming van de site, energie waarvan het College (tijdens de vorige en huidige bestuursperiode) al blijk had gegeven door zich met de steun van de mobilisatie van de burgers te verzetten tegen de door de projectontwikkelaar ingediende bouwvergunningen. Het College heeft, gesteund door de overlegcommissie, de door de projectontwikkelaar tweemaal ingediende projecten van intense verdichting geweigerd.

In de overeenkomst van deze aankoop, die eind 2020 plaatsvond, plande de regering het behoud van de essentie van het moeras en zijn biodiversiteit, maar ook de bouw van 70 tot 80 Citydev-woningen om te voldoen aan de vraag naar middelgrote openbare woningen.

Vandaag geloven we echter dat we verder kunnen gaan met het behoud van het hele Wielsmoeras, en dit in overeenstemming met wat Ecolo-Groen onlangs tijdens de wens voor dit jaar opnieuw heeft bevestigd door te stellen dat een van zijn prioriteiten het einde van de overmatige betonning is om onze groene, natuurlijke en landbouwgebieden te behouden. Sinds 2020 (en het akkoord over de aankoop van het moeras) zijn de wereld en het leven in de stad sterk veranderd: veranderingen zo onvoorspelbaar als een wereldwijde pandemie, die de aandacht vestigde op de pathogene leefomstandigheden in dichtbevolkte, arme en van groene ruimten verstoken wijken, opnieuw de bevestiging van de verslagen van het IPCC en het IBPS over onder meer de onderlinge afhankelijkheid tussen klimaatproblemen en de ineenstorting van de biodiversiteit, de zware overstromingen in de zomer van 2021, de hittegolven en droogte in de zomer van 2022 (15.000 doden in Europa / in België een belangrijk element van de 5,7% oversterfte in de zomer van 2022), ... Klimaatverandering is niet langer een vooruitzicht, maar een realiteit die ons leven hier en nu beïnvloedt, met kwetsbare groepen in de frontlinie. De verarming van de biodiversiteit en de ineenstorting van de ecosystemen brengen hoge economische en sociale kosten met zich mee. De kosten van nietsdoen op het gebied van biodiversiteit zijn hoger dan de moeilijke beslissingen die moeten worden genomen. Preventieve maatregelen nemen vanaf het begin zou een optimale en kosteneffectieve strategie zijn. Dit is het begrip "vermeden kosten". We moeten nu dus een cruciale keuze maken! Welk grondgebruik willen we? Wij zeggen, laten we de voorkeur geven aan terreinen die al bebouwd zijn, zoals de gemeente en de Zuiderhaard reeds doen door de renovatie van het Diamant Boart-gebouw, dat 63 sociale woningen zal herbergen, de voormalige Van Roy-site (ongeveer 100 sociale woningen), Belgrado 74 (12 sociale woningen), Canada 50 (4 woningen). Canada 55: 3 woningen + Van Haelen 83: 2 woningen Er zijn ook alle sleutel-op-de-deurprojecten: Bervoets-Libris-Les Sources = 130 sociale woningen in totaal ... Het Gewest is bezig met het opkopen van verschillende gebouwen ten noorden van het moeras. Laten we deze sites renoveren en verdichten om aan de vraag naar sociale woningen te voldoen. Want sociale rechtvaardigheid en milieurechtvaardigheid zijn onlosmakelijk met elkaar verbonden; dat is wat er aan het Wielsmoeras speelt.

**Tussenkomst van mevrouw El Yousfi:**

Namens de PS-fractie wil ik de mensen die de vraag gesteld hebben en het comité bedanken voor hun belangrijke strijd en voor de energie die is besteed aan de verbetering van onze wijk en het behoud van de biodiversiteit.

Ik begin met een korte herinnering aan de geschiedenis van dit dossier:

In 2017 kocht het Gewest de site aan de Van Volxemlaan 364-366 die tussen Wiels en Brass ligt. De gemeente wist dat de vastgoedmaatschappij Wilhem&Co van plan was een groot aantal appartementen te bouwen op 5.592 m<sup>2</sup> en een handelszaak van 583 m<sup>2</sup>.

De gemeente is ervan overtuigd dat om de leefomgeving van de bewoners te verbeteren, de aankoop van dit laatste overgebleven braakliggend terrein noodzakelijk en onmisbaar is voor deze wijk. Bovendien behouden en waarderen we op stedenbouwkundig vlak een belangrijk erfgoedpotentieel en bieden we een alternatieve route voor zwakke gebruikers en zachte mobiliteit, terwijl we een geheel van sites en wijken met elkaar verbinden in plaats van een reeks uiteenlopende vastgoedprojecten.

Tussen 2016 en 2019, na verschillende projectvergaderingen waarop de privéontwikkelaar die eigenaar is van de 7 percelen bekend als “Wielsmoeras” zijn project voor de uitbouw van de site (203 woningen) aan het Gewest en de gemeente heeft voorgesteld.

Tweemaal heeft de gemeente zich verzet tegen deze projecten, waardoor de site volledig werd afgekeurd.

In 2020 keurde de Brusselse regering de aankoop goed van de 7 percelen bekend als het “Wielsmoeras” en het gebouw naast het moeras, “Le Métropole”, in het kader van het herstelplan en het stadsvernieuwingscontract nr. 4.

Deze aankoop maakte het mogelijk het moeras te behouden en woningen te bouwen. Vanaf het begin heeft de gemeente richtlijnen willen opstellen om de impact van de bebouwing op de grond zoveel mogelijk te beperken en een grote groene ruimte te creëren door de bescherming van de biodiversiteit binnen onze gemeente te versterken.

In het licht van de huidige crisis in ons Gewest is het belangrijk om de meer dan 50.000 gezinnen die op de privémarkt geen fatsoenlijke huisvesting kunnen vinden, waardige huisvesting te kunnen aanbieden. Het is echter ook essentieel om een aangename leefomgeving en groene ruimten met behoud van de biodiversiteit aan te bieden aan de bewoners van deze bijzonder dichtbevolkte wijk, die nog talrijker zullen worden door de omvorming van de Diamant Boort-fabriek tot sociale woningen.

Wij vertrouwen dus op de regering om het beste evenwicht te vinden en zullen uw verzoeken zeker aan de gewestelijke instanties doorgeven.

De heer de Beer herinnert eraan de eerste reactie van zijn fractie op het project van de privéontwikkelaar erin bestond een percentage sociale woningen op te leggen. Hij geeft toe dat de argumenten van het comité het standpunt van zijn fractie hebben doen evolueren, met name wat betreft het onontbeerlijke karakter van het behoud van het terrein in zijn geheel (een standpunt dat zowel op lokaal niveau in Vorst als op het niveau van het Brussels Gewest wordt ingenomen).

De heer Loewenstein prijst de kwaliteit van het door de burgers verdedigde dossier. Hij zegt te hopen dat het Gewest het dossier los van het andere dossier, namelijk het nieuwe stadion van Union op de Bemptsite, zal onderzoeken. Hij roept de verschillende fracties op zich consequent te tonen met betrekking tot bepaalde standpunten, of ze nu in de meerderheid zetelen of in de oppositie op gewestelijk niveau. Hij acht het onwaarschijnlijk dat het Gewest, gezien zijn financiële investering, afziet van woningen op de site.

Tussenkoms van de heer Loewenstein:

Allereerst wil ik mijn waardering uitspreken voor de grote mobilisatie van burgers rond het Wielsmoeras. Wij zijn hier gevoelig voor en het is van essentieel belang om in dit dossier de biodiversiteit en de troeven van dit terrein zo goed mogelijk te beschermen, troeven die in uw interpellatie zijn uiteengezet.

Uw dossier is solide en goed onderbouwd. Het is belangrijk dat het met alle aandacht die het verdient wordt geanalyseerd en dat het Gewest er ten volle rekening mee houdt.

Voor ons is het ook belangrijk dat de regering dit dossier onafhankelijk van andere dossiers onderzoekt. Het behoud van het Wielsmoeras mag niet worden geruild tegen de succesvolle voltooiing van het stadionproject van Union in de Bempt.

Luisterend naar de reacties van mijn collega's wilde ik toch op bepaalde elementen wijzen:

De vragenstellers hebben eraan herinnerd dat het de wens van de Vorstse Burgerraad is om de bestaande groene ruimten te behouden en ze correct te beheren, en daarmee doelen ze met name

op het Moeras.

De gemeente antwoordde daarop, en ik citeer: “Wat het specifieke karakter van de site van het ‘Wielsmoeras’ betreft, zal de gemeente het voorstel van de VBR doorgeven aan de gewestregering, die eigenaar is van het terrein.”, alsof die volledig vreemd was aan het dossier. Ter herinnering: toen het Gewest de grond heeft gekocht met de bedoeling om op een deel ervan woningen te bouwen, heeft het College Ecolo/Groen-PS, zo staat in het artikel dat op de website van de RTBF (29/10/2020 <https://www.rtb.be/article/la-region-capitale-acquierte-le-marais-wiels-et-offre-une-nouvelle-perspective-pour-le-site-10620572>) is gepubliceerd, (...) het nieuws van de aankoop door het Gewest zeer positief onthaald, (...), een aankoop die dus de bouw van woningen inhoudt.

Als ik de standpunten van de oppositiepartijen in Vorst en in het Gewest hoor, zijn ze bovendien aantrekkelijk en gemakkelijk te verdedigen. Ik ben benieuwd welk standpunt deze partijen zouden verdedigen als ze in de Brusselse regering vertegenwoordigd zouden zijn. In de huidige situatie, op basis van de huidige stand van het dossier, kan ik mij niet voorstellen dat het Gewest afziet van de bouw van woningen op het terrein. Het valt natuurlijk nog te bezien onder welke voorwaarden.

Ik hoop in elk geval dat het College rekening zal houden met de investering van de bewoners; en dat het College van zijn kant alle politieke hefboomen in dit dossier in handen heeft, aangezien de partijen die deze meerderheid vormen, de bevoegdheden voor ruimtelijke ordening, stedenbouw en milieu hebben. Het is aan u, PS en Ecolo/Groen, om te bewijzen dat uw verbintenissen hier in Vorst niet vruchteloos zullen zijn en worden doorgegeven aan uw ministers.

Antwoord van de heer Mugabo, in naam van het College:

Het is altijd verfrissend om burgerinterpellaties te ontvangen die de lokale democratie helpen voeden en noodzakelijke debatten op de tafel van de gemeenteraad leggen - ook al is de kwestie van de toekomst van het moeras nooit van de tafel van het College verdwenen. Integendeel. Het is een onderwerp dat ons veel bezighoudt, ook al is dat niet noodzakelijkerwijs op een heel zichtbare manier.

Ik wil ook van deze gelegenheid gebruik maken om u te bedanken voor uw betrokkenheid bij dit dossier.

Het is al gezegd, maar we mogen niet vergeten dat het vorige College en dit College kosten noch moeite hebben gespaard om te proberen het terrein te behouden tegenover de eisen van de privéontwikkelaar die er bijna 230 woningen wilde bouwen.

Zoals overigens door verschillende gemeenteraadsleden is gezegd. Dingen veranderen. De stortregens in de zomer van 2021, de hittegolven in de zomer van 2022, twee zijden van dezelfde medaille: De gevolgen van de klimaatverandering worden steeds duidelijker. We moeten er rekening mee houden. Iedereen moet er rekening mee houden.

Wij behoren niet tot degenen die zich verzetten tegen de noodzaak om toegankelijke woningen te bouwen voor het te grote aantal gezinnen dat er behoefte aan heeft en tegen de noodzaak om onbebouwde gronden te beschermen om de voorwaarden van een leefbare stad te behouden voor iedereen, en in de eerste plaats voor de meest kwetsbaren onder ons.

Wanneer zij over de mogelijkheid beschikken, tonen de gemeente Vorst en het Gewest aan dat deze formule mogelijk is door reeds bebouwde terreinen terug te kopen en te renoveren en zo te vermijden dat andere gronden worden bebouwd.

En in dit geval lijkt het erop dat, nu het Gewest bezig is met de terugkoop van de reeds opgetrokken gebouwen in de omgeving, er ongetwijfeld een kans is die in 2020 niet bestond.

Wat uw eerste verzoek betreft, zullen wij dit doorgeven aan de gewestelijke overheden, aangezien de wijziging van het GBP of de atlas van LB van hen afhangt.

Wat betreft het verzoek om de oude brouwerijen te beschermen, moet ik toegeven dat ik dit minder goed begrijp. De 3 overblijfselen van de oude brouwerijen, namelijk Wiels, Brass en Le Métropole, zijn al beschermd (sinds het beschermingsbesluit van 20 juli 1993). Dit is de meest beschermende maatregel die momenteel in het BWRO voorzien is. En als uw verzoek betrekking heeft op de omgeving van deze gebouwen, vrees ik dat het verzoek uw belangen niet



verder zou dienen, omdat historisch gezien dit hele terrein bebouwd was. De geest van de bescherming van het erfgoed zou dan ook in de richting gaan van bebouwing op de site en wellicht niet het omgekeerde.

Dit gezegd zijnde, staan wij tot uw beschikking om de dialoog voort te zetten en wij zullen u op de hoogte houden van de stappen die worden ondernomen.

De vragenstellers zijn blij met de uitgestoken hand van het College om de dialoog voort te zetten; zij vinden dat in het antwoord niet wordt ingegaan op de kwestie van de uitbreiding van Le Métropole, die het comité Marais Wiels Moeras niet noodzakelijk acht.

De heer Spapens preciseert dat de gemeente deel uitmaakt van het door het Gewest opgerichte begeleidingscomité inzake de toekomst van Le Métropole; hij voegt eraan toe dat de gemeente heeft gepleit voor een recreatief gebruik van het terrein.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## 2 Affaires générales - Présidence du Conseil communal - Élections.

LE CONSEIL,

Vu les articles 8bis, 18bis et 100 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la lettre de démission remise par Mme Fatima ABBACH le **15 janvier 2023** ;

Vu les actes de présentation reçus par Mme la Secrétaire communale et transmis au moins trois jours avant la séance :

- Présidence du Conseil communal : Séverine DE LAVELEYE ;
- Suppléance : Mme Fatima ABBACH ;

Considérant que ces actes ont bien recueilli la double majorité nécessaire (la majorité des élus de la même liste que la candidate présidente et la candidate suppléante et la majorité des élus du Conseil) ; qu'ils sont dès lors recevables ;

Considérant que M. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER et Mme Caroline DUPONT, les deux plus jeunes membres du Conseil, assistent aux opérations du scrutin et du dépouillement ;

Procède successivement au scrutin secret à l'élection relative à la présidence, puis à l'élection relative à la suppléance ;

Considérant que tous les membres présents prennent part aux votes ;

Considérant que le dépouillement des votes donne les résultats suivants :

- Mme Séverine DE LAVELEYE obtient 25 voix pour et 9 voix contre (0 abstention) ; qu'elle est en conséquence élue ;
- Mme Fatima ABBACH obtient 26 voix pour et 8 voix contre (0 abstention) ; qu'elle est en conséquence élue ;

PREND ACTE

De la démission de Mme Mme Fatima ABBACH en tant que Présidente du Conseil communal ;

De l'élection de Mme Séverine DE LAVELEYE en qualité de présidente du Conseil communal et de Mme Fatima ABBACH en qualité de suppléante.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Algemene zaken - Voorzitting van de Gemeenteraad - Verkiezingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 8bis, 18bis en 100 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ontslagbrief overhandigd door mevr. Fatima ABBACH op **15 januari 2023**;

Gelet op de akten van voordracht ontvangen door mevr. de Gemeentesecretaris en ten minste drie dagen vóór de zitting overgemaakt:

- Voorzitterschap: mevr. Séverine DE LAVELEYE;
- Plaatsvervanger: mevr. Fatima ABBACH;

Overwegende dat deze akten inderdaad een dubbele meerderheid hebben ontvangen (de meerderheid van de verkozenen van dezelfde lijst als de kandidaat-voorzitster en de kandidaat-plaatsvervangster en de meerderheid van de verkozenen van de Raad); dat deze akten ontvankelijk zijn;

Overwegende dat dhr. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER en mevr. Caroline DUPONT, de twee jongste verkozenen van de Raad, bijstaan voor de stem- en telverrichtingen;

Gaat achtereenvolgens over tot de geheime stemming voor de verkiezing van de voorzitter en van de plaatsvervanger;

Overwegende dat alle aanwezige leden aan de stemmingen deelnemen;

Overwegende dat de resultaten van de telling de volgende zijn:

- Mevr. Séverine DE LAVELEYE ontvangt 25 stemmen voor en 9 tegen (0 onthouding); dat ze bijgevolg verkozen is;
- Mevr. Fatima ABBACH ontvangt 26 stemmen voor en 8 tegen (0 onthouding); dat ze bijgevolg verkozen is;

NEEMT AKTE

Van het ontslag van mevr. Fatima ABBACH als voorzitster van de Gemeenteraad;

Van de verkiezing van mevr. Séverine DE LAVELEYE in de hoedanigheid van voorzitster van de Gemeenteraad en van mevr. Fatima ABBACH in de hoedanigheid van plaatsvervangster.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

## **prestation de serment et installation du successeur.**

LE CONSEIL,

Considérant que par mail du 11 janvier 2023, Madame Christiane DEFAYS a présenté sa démission en qualité de conseillère communale ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Considérant que Madame Delphine CASTELAIN, suppléante en ordre utile de la liste n°12 des membres élus le 14 octobre 2018, s'est désistée ;

Considérant que Madame Iris VLODAVER, suppléante en ordre utile de la liste n°12 des membres élus le 14 octobre 2018, est appelée à la remplacer ; qu'elle ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité, d'incapacité ou de parenté prévus par la loi ; qu'elle continue par conséquent à réunir les conditions d'éligibilité ;

ARRETE :

Les pouvoirs de Madame Iris VLODAVER en qualité de conseillère communale sont validés.

Elle achèvera le mandat de Madame Christiane DEFAYS et la remplacera au sein des commissions dont celle-ci était membre.

Madame Iris VLODAVER prête le serment en français.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

## **Algemene zaken - Gemeenteraad - Ontslag van een lid - Nazicht van de bevoegdheden, eedaflegging en installatie van de opvolger.**

DE RAAD,

Overwegende dat bij mail van 11 januari 2023 Mevrouw Christiane DEFAYS haar ontslag heeft aangeboden als gemeenteraadslid;

Overwegende dat er in haar vervanging voorzien moet worden;

Overwegende dat Mevrouw Delphine CASTELAIN, plaatsvervanger in nuttige rangorde van de lijst nr. 12 van de op 14 oktober 2018 verkozen leden, zich heeft teruggetrokken;

Overwegende dat Mevrouw Iris VLODAVER, plaatsvervanger in nuttige rangorde van de lijst nr. 12 van de op 14 oktober 2018 verkozen leden, opgeroepen wordt om haar te vervangen; dat ze zich in geen enkel van de door de wet voorziene gevallen van onverenigbaarheid, onbekwaamheid of aanverwantschap bevindt; dat ze bijgevolg nog steeds aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoet;

BESLUIT :

De bevoegdheden van Mevrouw Iris VLODAVER in de hoedanigheid van gemeenteraadslid worden geldig verklaard;

Zij zal het mandaat van Mevrouw Christiane DEFAYS voltooien en haar vervangen in de commissies waar ze lid van was;

Mevrouw Iris VLODAVER legt de eed af in het Frans.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

4 **Affaires générales - Conseil communal - Démission d'un membre - Vérification des pouvoirs, prestation de serment et installation du successeur.**

LE CONSEIL,

Considérant que par mail du 10 janvier 2023, Madame Valérie MICHAUX a présenté sa démission en qualité de conseillère communale ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Considérant que Madame Valérie PAUWELS, suppléante en ordre utile de la liste n°12 des membres élus le 14 octobre 2018, est appelée à la remplacer ; qu'elle ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité, d'incapacité ou de parenté prévus par la loi ; qu'elle continue par conséquent à réunir les conditions d'éligibilité ;

ARRETE :

Les pouvoirs de Madame Valérie PAUWELS en qualité de conseiller communal sont validés.

Elle achèvera le mandat de Madame Valérie MICHAUX et la remplacera au sein des commissions dont celle-ci était membre.

Madame Valérie PAUWELS prête le serment en néerlandais.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Algemene zaken - Gemeenteraad - Ontslag van een lid - Nazicht van de bevoegdheden, eedaflegging en installatie van de opvolger.**

DE RAAD,

Overwegende dat bij mail van 10 januari 2023 Mevrouw Valérie MICHAUX haar ontslag heeft aangeboden als gemeenteraadslid;

Overwegende dat er in haar vervanging voorzien moet worden;

Overwegende dat Mevrouw Valérie PAUWELS, plaatsvervanger in nuttige rangorde van de lijst nr. 12 van de op 14 oktober 2018 verkozen leden, opgeroepen wordt om haar te vervangen; dat ze zich in geen enkel van de door de wet voorziene gevallen van onverenigbaarheid, onbekwaamheid of aanverwantschap bevindt; dat ze bijgevolg nog steeds aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoet;

BESLUIT :

De bevoegdheden van Mevrouw Valérie PAUWELS in de hoedanigheid van gemeenteraadslid worden geldig verklaard;

Zij zal het mandaat van Mevrouw Valérie MICHAUX voltooien en haar vervangen in de commissies waar ze lid van was;

Mevrouw Valérie PAUWELS legt de eed af in het Nederlands.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## 5 **Affaires générales - Mandats (Ecole Régionale et Intercommunale de Police) - Remplacement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2, de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Ecole Régionale et Intercommunale de Police, notamment les articles 15, A, et 25, B ;

Considérant que la commune dispose d'un représentant à l'AG à désigner parmi les membres du Conseil et que les bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale sont membres de droit du CA ;

Considérant que M. Stéphane ROBERTI ne fait plus partie du Conseil communal et qu'il doit être remplacé en tant que représentant à l'AG ;

DECIDE,

De désigner Mme Mariam EL HAMIDINE, Bourgmestre, en qualité de représentante à l'AG de l'asbl Ecole Régionale et Intercommunale de Police.

De prendre acte de la qualité de membre de droit du CA de l'asbl Ecole Régionale et Intercommunale de Police de Mme Mariam EL HAMIDINE, Bourgmestre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

## **Algemene zaken - Mandaten (Gewestelijke en Intercommunale Politieschool) - Vervanging.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, § 2, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Gewestelijke en Intercommunale Politieschool, inzonderheid artikelen 15, A en 25, B;

Overwegende dat de gemeente beschikt over één vertegenwoordiger bij de AV die onder de leden van de Raad wordt aangewezen en dat de burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van rechtswege leden van de RvB zijn;

Overwegende dat de heer Stéphane ROBERTI geen lid meer is van de Gemeenteraad en dat hij moet worden vervangen als vertegenwoordiger bij de AV;

BESLIST

Mevr. Mariam EL HAMIDINE, Burgemeester, aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger bij de AV van de vzw Gewestelijke en Intercommunale Politie-school.

Akte te nemen van de hoedanigheid van mevrouw Mariam EL HAMIDINE, Burgemeester, als lid van rechtswege van de RvB van de vzw Regionale en Intercommunale Politie-school.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

#### 6 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable 2 Cités – Programme FEDER 2021/2027 – Objectif 5.1 – Remise d’une candidature – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu sa décision du 20 septembre 2022 :

*De prendre acte des avis exprimés lors de la Commission de quartier #4 du CQD 2 Cités du 27 avril 2022, du Comité d’Accompagnement du CQD 2 Cités du 28 avril 2022 et de la Commission de Concertation du 12 juillet 2022 ;*

*D’approuver l’ensemble des documents relatifs au Programme du Contrat de Quartier Durable « Deux Cités », y compris les porteurs et montants des actions socio-économiques :*

- *Le diagnostic*
- *La vision*
- *Le catalogue de projets candidats*
- *Le programme contenant les fiches-actions*
- *Le tableau financier*
- *Le Rapport d’Incidences Environnementales (phases 1 et 2) et son Résumé Non-Technique*

*De soumettre l’ensemble du dossier à l’approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin de solliciter les subventions de la Région de Bruxelles-Capitale pour la mise en œuvre du programme du Contrat de Quartier Durable « Deux Cités ».*

Vu l’appel à projets émis par Brussels International SPRB : FEDER 2021-2027 – Objectif spécifique 5.1 – Équipements collectifs des Contrats de quartier durables ;

Considérant que sont éligibles à l’appel à projets les équipements collectifs de quartier repris dans la liste des opérations prioritaires d’un Contrat de quartier durable des séries 10, 11 ou 12, et ceux qui le

seraient au terme d'une adaptation du programme (le conventionnement de l'équipement est alors conditionné à l'intégration effective de l'équipement au programme du CQD concerné) ;

Considérant que le CQD 2 Cités fait partie de la 12<sup>ème</sup> série des Contrats de quartiers durables ;

Considérant que seuls les coûts d'investissement pour l'équipement sont éligibles dans le cadre de cet appel, il s'agit des frais de l'acquisition d'immeubles et de terrains, la réalisation de travaux de construction et de rénovation d'immeubles, les frais d'études, d'aménagement et d'équipement de ces immeubles ;

Considérant que sur la base du coût total de l'investissement soumis, une somme forfaitaire de 7% est calculée pour couvrir les coûts indirects ;

Considérant que le financement minimum (hors autres apports de cofinancement) d'un projet est fixé à 500.000 € de subventions FEDER+RBC par équipement (somme forfaitaire de 7% comprise) et que le financement maximal d'un projet est fixé à 1.500.000 euros de subventions FEDER+RBC (somme forfaitaire de 7% comprise) par équipement ;

Considérant qu'un porteur de projets ne peut être candidat au financement de plus de deux équipements par CQD et le montant total des équipements d'un même contrat est plafonné à 1.500.000 euros (somme forfaitaire de 7% comprise) ;

Considérant que minimum 5% des dépenses éligibles sont à apporter par le porteur de projet, soit sous la forme d'une valorisation immobilière, soit sous fonds propres, soit sous la forme d'un cofinancement ;

Considérant que le service Revitalisation des quartiers travaille sur une candidature pour cet appel à projet ;

Considérant que cette candidature porte sur l'opération B.1 *La Fermette du Bempt, un équipement de quartier dans un espace vert* du programme du CQD 2 Cités ;

Considérant que la date limite pour répondre à l'appel à projet est fixé au 28 février 2023 ;

DECIDE :

D'approuver la remise d'une candidature par le service Revitalisation des quartiers dans le cadre de l'appel à projets émis par Brussels International SPRB : FEDER 2021-2027 – Objectif spécifique 5.1 – Équipements collectifs des Contrats de quartier durables, cette candidature portera sur l'opération B.1 *La Fermette du Bempt, un équipement de quartier dans un espace vert* du programme du CQD 2 Cités ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Échevins, représenté par la Bourgmestre ou l'échevin délégué et la Secrétaire communale l'approbation de la candidature et les signatures inhérentes au dépôt de celle-ci.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – EFRO-programma 2021/2027 – Doelstelling 5.1 – Indiening van een kandidatuur – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van 20 september 2022 om:

*Akte te nemen van de adviezen die zijn uitgebracht tijdens Wijkcommissie #4 van het DWC 2 Cités van 27 april 2022, het Begeleidingscomité van DWC 2 Cités van 28 april 2022 en de Overlegcommissie van 12 juli 2022;*

*Goedkeuring te verlenen aan alle documenten betreffende het programma van het Duurzaam Wijkcontract “2 Cités”, met inbegrip van de dragers en bedragen van de sociaal-economische acties:*

- *De diagnose*
- *De visie*
- *De catalogus van kandidaat-projecten*
- *Het programma met de actiefiches*
- *de financiële tabel*
- *Het milieueffectenrapport (fasen 1 en 2) en de niet-technische samenvatting daarvan*

*Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met het oog op de aanvraag van subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de uitvoering van het programma van het Duurzaam Wijkcontract “2 Cités”.*

Gelet op de projectoproep van Brussels International GOB: EFRO 2021-2027 – Specifieke doelstelling 5.1 – Collectieve voorzieningen van de duurzame wijkcontracten;

Overwegende dat collectieve voorzieningen die zijn opgenomen in de lijst met prioritaire operaties van een duurzaam wijkcontract van reeks 10, 11 of 12, en voorzieningen die zouden worden opgenomen na een aanpassing van het programma (de goedkeuring van de voorziening is dan afhankelijk van de effectieve integratie van de voorziening in het programma van het betrokken DWC), in aanmerking komen voor de projectoproep;

Overwegende dat het DWC 2 Cités deel uitmaakt van de 12<sup>e</sup> reeks duurzame wijkcontracten;

Overwegende dat in het kader van deze oproep enkel de investeringskosten voor de voorziening in aanmerking komen; het gaat om de kosten voor de aankoop van gebouwen en grond, de uitvoering van bouw- en renovatiewerkzaamheden aan gebouwen, de kosten voor studies, de inrichting en de uitrusting van deze gebouwen;

Overwegende dat op basis van de totale kosten van de ingediende investering een forfaitair bedrag van 7% wordt berekend om de indirecte kosten te dekken;

Overwegende dat de minimale financiering (exclusief andere cofinancieringsbijdragen) voor een project is vastgesteld op 500.000 € aan EFRO+BHG-subsidies per voorziening (inclusief het forfaitaire bedrag van 7%) en dat de maximale financiering voor een project is vastgesteld op 1.500.000 euro aan EFRO+BHG-subsidies (inclusief het forfaitaire bedrag van 7%) per voorziening;

Overwegende dat een projectdrager niet om de financiering van meer dan twee voorzieningen per DWC mag verzoeken en het totale bedrag van de voorzieningen voor eenzelfde contract beperkt is tot 1.500.000 euro (inclusief het forfaitaire bedrag van 7%);

Overwegende dat de projectdrager minimaal 5% van de subsidiale uitgaven moet bijdragen, hetzij in de vorm van een vastgoedvalorisatie, hetzij met eigen middelen, hetzij in de vorm van cofinanciering.

Overwegende dat de dienst Heropleving van de wijken aan een kandidatuur voor deze projectoproep



werkt;

Overwegende dat deze kandidatuur betrekking heeft op operatie B.1 *Boerderij van de Bempt, een wijkvoorziening in de groene ruimte* van het programma van het DWC 2 Cités;

Overwegende dat de uiterste datum om te reageren op de projectoproep 28 februari 2023 is;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de indiening van een kandidatuur door de dienst Heropleving van de wijken in het kader van de projectoproep van Brussels International GOB: EFRO 2021-2027 – Specifieke doelstelling 5.1 – Collectieve voorzieningen van de duurzame wijkcontracten, deze kandidatuur heeft betrekking op operatie B.1 *Boerderij van de Bempt, een wijkvoorziening in de groene ruimte* van het programma van het DWC 2 Cités;

De goedkeuring van de kandidatuur en de handtekeningen in verband met de indiening ervan over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of de afgevaardigde schepenen en de Gemeentesecretaris.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

7 **Revitalisation des quartiers – Marché de fournitures « CENTR’AL – Acquisition de matériel de tennis de table » – Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l’attribution – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatif aux compétences du collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 22 décembre 2022 :

D’approuver l’acquisition de matériel de tennis de table pour le complexe CENTR’AL ;

D’approuver l’appel d’offre pour le marché de fournitures « CENTR’AL – Acquisition de matériel de tennis de table » ;

De choisir la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché de fournitures pour l’acquisition de matériel de tennis de table pour le complexe CENTR’AL, conformément à l’article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

D’approuver la consultation des trois fournisseurs suivants:

- ADEC Sport SA - Chaussée de Nivelles, 81 à 1420 BRAINE L’ALLEUD ;
- ALLARD Sport Équipement - Zone artisanale de Weyler, 28 à 6700 ARLON ;
- COOLENS Phil - Route de Lennik, 960 Bte 4 à 1070 ANDERLECHT ;

D’approuver le rapport d’analyse des offres rédigé par la cellule Revitalisation des quartiers ;

D'attribuer le marché au fournisseur ayant remis l'offre la plus avantageuse en termes de prix et de qualité, soit M. COOLENS Phil, pour le montant d'offre contrôlé de 484,69 EUR hors TVA ou 586,48 EUR TVA comprise ;

De financer la dépense de 586,48 EUR TVAC pour l'acquisition de matériel de tennis de table par les crédits inscrits à l'article budgétaire 9304/744-51/94 du service extraordinaire du budget 2022 ;

De financer la dépense précitée par emprunt ;

D'informer le Conseil communal de sa décision lors sa prochaine séance.

DECIDE :

En application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 décembre 2022 décidant d'approuver les conditions, le mode de passation et la désignation du prestataire pour le marché de fournitures « CENTR'AL - Acquisition de matériel de tennis de table ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de Wijken – Opdracht voor leveringen “CENTR'AL – Aankoop van tafeltennismateriaal” – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze, de te raadplegen firma en de toewijzing – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisname.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om:

Goedkeuring te verlenen aan de aankoop van tafeltennismateriaal voor het complex CENTR'AL;

Goedkeuring te verlenen aan de offerteaanvraag voor de opdracht voor leveringen “CENTR'AL – Aankoop van tafeltennismateriaal”;

Te kiezen voor de aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht voor leveringen voor de aankoop van tafeltennismateriaal voor het complex CENTR'AL, overeenkomstig artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

De raadpleging van de volgende drie leveranciers goed te keuren:

- ADEC Sport sa - Chaussée de Nivelles 81 - 1420 Braine l'Alleud;
- ALLARD Sport Equipment - Zone artisanale de Weyler 28 - 6700 Arlon;
- COOLENS Phil - Lenniksebaan 960 bus 4 - 1070 Anderlecht;

Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes dat werd opgesteld door de cel Heropleving van de Wijken;

De opdracht te gunnen aan de leverancier die de voordeligste offerte heeft ingediend op het vlak van de prijs en kwaliteit, zijnde dhr. Phil COOLENS, voor het gecontroleerde offertebedrag van 484,69 €

excl. btw of 586,48 € btw inbegrepen;

De uitgave van 586,48 €, btw inbegrepen, voor de aankoop van tafeltennismateriaal te financieren met de kredieten ingeschreven op begrotingsartikel 9304/744-51/94 van de buitengewone dienst van de begroting 2022;

De voornoemde uitgave te financieren met een lening;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van zijn beslissing tijdens diens eerstvolgende vergadering.

BESLIST,

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de aanstelling van de dienstverlener voor de opdracht voor leveringen “CENTR’AL - Aankoop van tafeltennismateriaal”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

8 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine n°4 Avenue du Roi et Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Opération 1.E.4 Excavation talus Infrabel (CRU4) et opération B.1.1 Nouvelle centralité (CQDW) – Marché de service — Jonction cyclo-pietonne sous les voies de chemin de fer de la L124 – Mission Géomètre – Approbation de l’attribution et des conditions – Application des articles 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 2022-S-47 – Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 décembre 2022 – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 § 3, 6, 7 et 124 ;

Considérant qu’afin de lancer l’opération du CQDW : B.1.1 Nouvelle centralité en design and build, une assistance par un bureau d’étude spécialisé pour la rédaction des clauses techniques du Cahier Spécial des charges est nécessaire ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 22 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour la « Mission Géomètre - Jonction cyclo-pietonne sous les voies de chemin de fer de la L124 » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 22 décembre 2022 prenant acte de la dépense total (marché + imprévus) s'élevant à 1.100,00 € HTVA, soit 1.331,00 € TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 9308/721-60/88 « Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, la dépense étant financé à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capital inscrit à l'article 9308/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022 ;

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour la « Mission Géomètre - Jonction cyclo-pietonne sous les voies de chemin de fer de la L124 », le montant de ce marché s'élevant à 1.100,00 € HTVA, soit 1.331,00 € TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 9308/721-60/88 « Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, la dépense étant financé à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capital inscrit à l'article 9308/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract nr. 4 Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie 1.E.4 Afgraving van het Infrabel-talud (SVC4) en operatie B.1.1 Nieuwe centraliteit (DWCW) – Opdracht voor diensten – Doorsteek voor voetgangers en fietsers onder de spoorweg L124 – Opdracht landmeter – Goedkeuring van de gunning en de voorwaarden – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – 2022-S-47 – College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 - Kennisname.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw van de opdracht is lager dan de drempel van 30.000 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4 §3, 6, 7 en 124;

Overwegende dat om operatie “B.1.1 Nieuwe centraliteit en Design&Build” van het DWCW van start te laten gaan, bijstand door een gespecialiseerd studie bureau noodzakelijk is voor de opstelling van de technische clausules van het bijzonder bestek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 22 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de “Opdracht landmeter - Doorsteek voor voetgangers en fietsers onder de spoorweg L124”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 22 december 2022, waarin akte werd genomen van de totale uitgave (opdracht + onvoorziene kosten),

ten bedrage van 1.100,00 € excl. btw, zijnde 1.331,00 € btw inbegrepen; het krediet van deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 9308/721-60/88 “Aanpassingswerken aan gronden in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022; de uitgave wordt voor 100% gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 9308/995-52/88 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds” van de begroting 2022;

BESLIST:

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de “Opdracht landmeter - Doorsteek voor voetgangers en fietsers onder de spoorweg L124” ten bedrage van 1.100,00 € excl. btw, zijnde 1.331,00 € btw inbegrepen; het krediet van deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 9308/721-60/88 “Aanpassingswerken aan gronden in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022; de uitgave wordt voor 100% gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 9308/995-52/88 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds” van de begroting 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

9 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine n° 4 Avenue du Roi et Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Opération 1.E.4 Excavation talus Infrabel (CRU4) et opération B.1.1 Nouvelle centralité (CQDW) – Marché de service – Essais Géotechniques – Jonction cyclo-piétonne sous les voies de chemin de fer de la L124 – Approbation de l’attribution et des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – 2022-S-48 – Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 décembre 2022 – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 §3, 6, 7 et 124 ;

Considérant qu’afin de lancer l’opération du CQDW : B.1.1 Nouvelle centralité en design and build, une assistance par un bureau d’étude spécialisé pour la rédaction des clauses techniques du Cahier Spécial des charges est nécessaire;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 22 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour la

« Essais Géotechniques - Jonction cyclo-pietonne sous les voies de chemin de fer de la L124 » » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins en sa séance du 22 décembre 2022 prenant acte de la dépense totale (marché + imprévus) s'élevant 7.464,00€ HTVA, soit 9.031,44€ TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 9308/721-60/88 « Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, la dépense étant financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capital inscrit à l'article 9308/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022 ;

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 22 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour les « *Essais géotechniques - Jonction cyclo-pietonne sous les voies de chemin de fer de la L124* », le montant de ce marché s'élevant à 7.464,00€ HTVA, soit 9.031,44€ TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 9308/721-60/88 « Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, la dépense étant financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capital inscrit à l'article 9308/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Stadsvernieuwingscontract nr. 4 Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie 1.E.4 Afgraving van de Infrabel-talud (SVC4) en operatie B.1.1 Nieuwe centraliteit (DWCW) – Opdracht voor diensten – Geotechnische testen – Doorsteek voor voetgangers en fietsers onder de spoorweg L124 – Goedkeuring van de gunning en de voorwaarden – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – 2022-S-48 – College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 – Kennisname.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw van de opdracht is lager dan de drempel van 30.000 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4 §3, 6, 7 en 124;

Overwegende dat om operatie “B.1.1 Nieuwe centraliteit en Design&Build” van het DWCW van start te laten gaan, bijstand door een gespecialiseerd studie bureau noodzakelijk is voor de opstelling van de technische clausules van het bijzonder bestek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 22 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de “Geotechnische testen - Doorsteek voor voetgangers en fietsers onder de spoorweg L124”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 22 december 2022, waarin akte werd genomen van de totale uitgave (opdracht + onvoorziene kosten), ten bedrage van 7.464,00 € excl. btw, zijnde 9.031,44 € btw inbegrepen; het krediet van deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 9308/721-60/88 “Aanpassingswerken aan gronden in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022; de uitgave wordt voor 100% gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 9308/995-52/88 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds” van de begroting 2022;

BESLIST,

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de “Geotechnische testen - Doorsteek voor voetgangers en fietsers onder de spoorweg L124” ten bedrage van 7.464,00 € excl. btw, zijnde 9.031,44 € btw inbegrepen; het krediet van deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 9308/721-60/88 “Aanpassingswerken aan gronden in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022; de uitgave wordt voor 100% gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 9308/995-52/88 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds” van de begroting 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Hacken demande où en est le projet d’excavation du talus du chemin de fer.**

**Monsieur Spapens répond que cela concerne le projet de percée entre le terrain situé entre le Brass et le Wiels et le site Divercity ; souligne que la question est compliquée en terme de génie civil et devrait trouver une issue dans les prochains mois.**

**De heer Hacken vraagt hoe het staat met het project inzake de afgraving van het spoorwegtalud.**

**De heer Spapens antwoordt dat dit het project betreft van de doorgang tussen het terrein tussen Brass en Wiels en de Divercity-site; hij benadrukt dat de kwestie civieltechnisch ingewikkeld is en in de komende maanden moet worden opgelost.**

---

10 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable 2 Cités – Actions socio-économiques – Approbation de la convention type.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’Ordonnance organique de la Revitalisation Urbaine de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016, en particulier l’article 22, §2 :

*Le bénéficiaire principal peut déléguer à un bénéficiaire délégué l’exécution ou la mise en oeuvre d’une ou plusieurs opérations et actions du programme du contrat de quartier durable au moyen d’une convention.*

*La convention peut prévoir la cession au bénéficiaire délégué de tout ou partie des*

*subventions octroyées dans le cadre du contrat de quartier durable au bénéficiaire principal. Le bénéficiaire délégué est tenu de respecter les obligations qui s'imposent au bénéficiaire principal en application de la présente ordonnance et de ses arrêtés. ;*

et l'article 29, §2 :

*Le Gouvernement conclut une convention avec les bénéficiaires du contrat de quartier durable, lorsqu'il profite à des bénéficiaires délégués.*

*Cette convention détaille, en application de la présente ordonnance et ses arrêtés d'exécution, les droits et obligations de chacun des bénéficiaires principaux et délégués du contrat de quartier durable, ainsi que le mécanisme de contrôle de la subvention, de sa révision et de remboursement de l'éventuelle surcompensation.*

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de Quartier Durable ;

Vu sa décision du 20 septembre 2022 :

*De prendre acte des avis exprimés lors de la Commission de quartier #4 du CQD 2 Cités du 27 avril 2022, du Comité d'Accompagnement du CQD 2 Cités du 28 avril 2022 et de la Commission de Concertation du 12 juillet 2022 ;*

*D'approuver l'ensemble des documents relatifs au Programme du Contrat de Quartier Durable « Deux Cités », y compris les porteurs et montants des actions socio-économiques :*

- *Le diagnostic*
- *La vision*
- *Le catalogue de projets candidats*
- *Le programme contenant les fiches-actions*
- *Le tableau financier*
- *Le Rapport d'Incidences Environnementales (phases 1 et 2) et son Résumé Non-Technique*

*De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin de solliciter les subventions de la Région de Bruxelles-Capitale pour la mise en œuvre du programme du Contrat de Quartier Durable « Deux Cités ».*

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2022 octroyant un subside de 12.500.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations et actions inscrites dans le programme du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Considérant la proposition de convention type ci-jointe, convenue entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune de Forest et le bénéficiaire délégué, détaillant les droits et obligations de chacun des bénéficiaires principaux et délégués du contrat de quartier durable, ainsi que le mécanisme de contrôle de la subvention, de sa révision et de remboursement de l'éventuelle surcompensation ;

Considérant les bénéficiaires délégués repris dans le programme du CQD 2 Cités :

- *Maison des jeunes de Forest asbl* – sise rue de Mérode 441 à 1190 Forest – pour un montant de 100.000,00 euros, afin de mener à bien l'action C.2.2 *La Fabryk de culture aux 2 Cités par MJF* ;
- *E.V.E.I.L. asbl* – sise avenue du Pont de Luttre 163 à 1190 Forest – pour un montant de 111.500,00 euros, afin de mener à bien l'action C.2.3 *Trait-d'union* ;
- *Casablanca asbl* – sise avenue François Malherbe 42 à 1070 Anderlecht – pour un montant de 100.000,00 euros, afin de mener à bien l'action D.2 *Antenne de quartier : chantier participatif et circulaire* ;
- *NoJavel! asbl* – sise chaussée de Neerstalle 150 à 1190 Forest – pour un montant de



150.000,00 euros, afin de mener à bien l'action E.1.2 *FOodREST – Opérations NoJavel !* ;

- *Mission Locale pour l'Emploi de Forest asbl* – sise boulevard de la Deuxième Armée Britannique 29 à 1190 Forest – pour un montant de 264.500,00 euros, afin de mener à bien l'action E.4.1 *Formations professionnalisantes* ;
- *Le CAIRN asbl* – sise chaussée de Neerstalle 323A à 1190 Forest – pour un montant de 130.000,00 euros, afin de mener à bien l'action F.2.1 *Soutien à la scolarité des jeunes du Bempt* ;
- *Maison des jeunes de Forest asbl* – sise rue de Mérode 441 à 1190 Forest – pour un montant de 113.000,00 euros, afin de mener à bien l'action F.2.3 *Ma Cité va créer* ;
- *Médina Forest asbl* – sise boulevard de la Deuxième Armée Britannique 27 à 1190 Forest – pour un montant de 110.000,00 euros, afin de mener à bien l'action F.2.4 *Sport au féminin* ;
- *Foyer du Sud scrl* – sise rue de la Source 18 à 1060 Saint-Gilles – pour un montant de 287.000,00 euros, afin de mener à bien l'action F.3 *Accompagnement à la création d'équipements* ;
- *Habitat et rénovation asbl* – sise chaussée d'Ixelles 29/9 à 1050 Ixelles – pour un montant de 320.000,00 euros, afin de mener à bien l'action G.1.1 *DECIBEL – budget citoyen* ;
- *Le CAIRN asbl* – sise chaussée de Neerstalle 323A à 1190 Forest – pour un montant de 130.000,00 euros, afin de mener à bien l'action G.1.2 *Communauté(s) d'entraide du Bempt* ;
- *Bras dessus bras dessous asbl* – sise rue des Glands 27 à 1190 Forest – pour un montant de 108.000,00 euros, afin de mener à bien l'action G.1.3 *Réseau de voisin.e.s solidaires* ;

Considérant que les éventuelles modifications de programme du CQD2C sont soumises à l'approbation du Conseil communal avant envoi à la Région ;

Considérant que la mise en œuvre de chaque action socio-économique susmentionnée peut impliquer des adaptations méthodologiques sans que celles-ci ne constituent un changement de programme par rapport aux fiches actions approuvées par le Conseil communal ;

Considérant que la mise en œuvre de chaque action socio-économique susmentionnée peut impliquer des adaptations budgétaires (objet de la dépense ou modification des montants alloués annuellement) sans que celles-ci ne constituent un changement de programme par rapport aux fiches actions, et en particulier le budget global de l'action approuvé par le Conseil communal ;

Considérant qu'il est proposé, afin d'assurer le bon déroulement des actions susmentionnées, de déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins, l'approbation des adaptations méthodologiques et budgétaires susmentionnées, ainsi que le contrôle annuel du suivi des projets (rapports d'activité...) ;

DECIDE :

D'approuver la proposition de convention type ci-jointe, convenue entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune de Forest et le bénéficiaire délégué, détaillant les droits et obligations de chacun des bénéficiaires principaux et délégués du contrat de quartier durable, ainsi que le mécanisme de contrôle de la subvention, de sa révision et de remboursement de l'éventuelle surcompensation ;

De reconnaître comme bénéficiaire délégué repris dans le programme du CQD 2 *Cités* et dès lors concerné par la convention susmentionnée :

- *Maison des jeunes de Forest asbl* – sise rue de Mérode 441 à 1190 Forest – pour un montant de 100.000,00 euros, afin de mener à bien l'action C.2.2 *La Fabryk de culture aux 2 Cités par MJF* ;

- *E.V.E.I.L. asbl* – sise avenue du Pont de Luttre 163 à 1190 Forest – pour un montant de 111.500,00 euros, afin de mener à bien l’action C.2.3 *Trait-d’union* ;
- *Casablanca asbl* – sise avenue François Malherbe 42 à 1070 Anderlecht – pour un montant de 100.000,00 euros, afin de mener à bien l’action D.2 *Antenne de quartier : chantier participatif et circulaire* ;
- *NoJavel! asbl* – sise chaussée de Neerstalle 150 à 1190 Forest – pour un montant de 150.000,00 euros, afin de mener à bien l’action E.1.2 *FOodREST – Opérations NoJavel!* ;
- *Mission Locale pour l’Emploi de Forest asbl* – sise boulevard de la Deuxième Armée Britannique 29 à 1190 Forest – pour un montant de 264.500,00 euros, afin de mener à bien l’action E.4.1 *Formations professionnalisantes* ;
- *Le CAIRN asbl* – sise chaussée de Neerstalle 323A à 1190 Forest – pour un montant de 130.000,00 euros, afin de mener à bien l’action F.2.1 *Soutien à la scolarité des jeunes du Bempt* ;
- *Maison des jeunes de Forest asbl* – sise rue de Mérode 441 à 1190 Forest – pour un montant de 113.000,00 euros, afin de mener à bien l’action F.2.3 *Ma Cité va créer* ;
- *Médina Forest asbl* – sise boulevard de la Deuxième Armée Britannique 27 à 1190 Forest – pour un montant de 110.000,00 euros, afin de mener à bien l’action F.2.4 *Sport au féminin* ;
- *Foyer du Sud scrl* – sise rue de la Source 18 à 1060 Saint-Gilles – pour un montant de 287.000,00 euros, afin de mener à bien l’action F.3 *Accompagnement à la création d’équipements* ;
- *Habitat et rénovation asbl* – sise chaussée d’Ixelles 29/9 à 1050 Ixelles – pour un montant de 320.000,00 euros, afin de mener à bien l’action G.1.1 *DECIBEL – budget citoyen* ;
- *Le CAIRN asbl* – sise chaussée de Neerstalle 323A à 1190 Forest – pour un montant de 130.000,00 euros, afin de mener à bien l’action G.1.2 *Communauté(s) d’entraide du Bempt* ;
- *Bras dessus bras dessous asbl* – sise rue des Glands 27 à 1190 Forest – pour un montant de 108.000,00 euros, afin de mener à bien l’action G.1.3 *Réseau de voisin.e.s solidaires* ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Échevins l’approbation des conventions particulières avec chaque bénéficiaire délégué susmentionné ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Échevins, représenté par la Bourgmestre ou l’échevin délégué et la Secrétaire communale, la signature desdites conventions particulières ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Échevins l’approbation des adaptations méthodologiques et budgétaires des actions susmentionnées (objet, affectation ou montant de certaines dépenses et/ou modification des montants alloués annuellement) sans que celles-ci ne constituent un changement de programme par rapport aux fiches actions, et en particulier le budget global de l’action approuvé par le Conseil communal, ainsi que le contrôle annuel du suivi des projets (rapports d’activité...).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

## **Heropleving van de Wijken – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – Socio-economische acties – Goedkeuring van de modelovereenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016, inzonderheid artikel 22, §2;

*De hoofdbegunstigde kan de uitvoering van een of meer operaties of acties van het programma van het duurzame wijkcontract middels een overeenkomst delegeren aan een gemachtigde begunstigde.*

*Deze overeenkomst kan voorzien in de overdracht aan de gemachtigde begunstigde van alle of een deel van de subsidies die de hoofdbegunstigde heeft ontvangen in het kader van het duurzame wijkcontract.*

*De gemachtigde begunstigde is gehouden tot naleving van de verplichtingen van de hoofdbegunstigde krachtens deze ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten ervan.;*

en artikel 29, §2:

*De regering sluit een overeenkomst met de begunstigten van het duurzame wijkcontract als deze overeenkomst ten goede komt aan gemachtigde begunstigten.*

*Overeenkomstig deze ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten ervan, bepaalt deze overeenkomst de rechten en plichten van alle hoofdbegunstigten en gemachtigde begunstigten van het duurzame wijkcontract alsook de controlemechanismen voor de subsidie, de herziening ervan en de terugbetaling van de eventuele overcompensatie.*

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op de beslissing van 20 september 2022 om:

*Akte te nemen van de adviezen die zijn uitgebracht tijdens Wijkcommissie #4 van het DWC 2 Cités van 27 april 2022, het Begeleidingscomité van DWC 2 Cités van 28 april 2022 en de Overlegcommissie van 12 juli 2022;*

*Goedkeuring te verlenen aan alle documenten betreffende het programma van het Duurzaam Wijkcontract “2 Cités”, met inbegrip van de dragers en bedragen van de sociaal-economische acties:*

- *de diagnose*
- *de visie*
- *de catalogus van kandidaat-projecten*
- *het programma met de actiefiches*
- *de financiële tabel*
- *het milieueffectenrapport (fase 1 en 2) en de niet-technische samenvatting ervan*

*Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met het oog op de aanvraag van subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de uitvoering van het programma van het Duurzaam Wijkcontract “2 Cités”.*

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een subsidie van 12.500.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties en acties opgenomen in het programma van het Duurzaam Wijkcontract 2 Cités;

Overwegende het bijgevoegde voorstel voor een modelovereenkomst, overeengekomen tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente Vorst en de gemachtigde begunstigde, waarin de rechten en plichten van elk van de hoofdbegunstigten en gemachtigde begunstigten van het duurzaam wijkcontract, alsmede het mechanisme voor de controle van de subsidie, de herziening ervan en de terugbetaling van eventuele overcompensatie, worden vastgelegd;

Overwegende de gemachtigde begunstigten opgenomen in het programma van DWC 2 Cités:

- *Maison des Jeunes de Forest vzw - gevestigd aan de Merodestraat 441 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 100.000,00 euro, voor de uitvoering van actie C.2.2 Cultuur-Fabriek bij 2 Cités*

door MJF;

- *E.V.E.I.L.* vzw - gevestigd aan de Luttrebruglaan 163 te 1190 Forest - voor een bedrag van 111.500,00 euro, voor de uitvoering van actie C.2.3 *Trait-d'union*;
- *Casablanca* vzw - gevestigd aan de François Malherbelaan 42 te 1070 Anderlecht - voor een bedrag van 100.000,00 euro, voor de uitvoering van actie D.2 *Wijkantenne: participatieve en circulaire activiteiten*;
- *NoJavel!* vzw - gevestigd aan de Neerstalsesteenweg 150 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 150.000,00 euro, voor de uitvoering van actie E.1.2 *FOodREST - Operaties NoJavel!*;
- *Mission Locale pour l'Emploi de Forest* vzw - gevestigd aan de Britse Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 264.500,00 euro, voor de uitvoering van actie E.4.1 *Beroepsopleiding*;
- *LE CAIRN* vzw - gevestigd aan de Neerstalsesteenweg 323A te 1190 Vorst - voor een bedrag van 130.000,00 euro, voor de uitvoering van actie F.2.1 *Schoolbegeleiding voor de jongeren van de Bempt*;
- *Maison des Jeunes de Forest* vzw - gevestigd aan de Merodestraat 441 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 113.000,00 euro, voor de uitvoering van actie F.2.3 *Creaties in mijn wijk*;
- *Médina Forest* vzw - gevestigd aan de Britse Tweedelegerlaan 27 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 110.000,00 euro, voor de uitvoering van de actie F.2.4 *Sport voor vrouwen*;
- *Zuiderhaard cvba* - gevestigd aan de Bronstraat 18 te 1060 Sint-Gillis - voor een bedrag van 287.000,00 euro, voor de uitvoering van actie F.3 *Begeleiding bij de creatie van voorzieningen*;
- *Habitat & Rénovation* vzw - gevestigd aan de Elsensesteenweg 29/9 te 1050 Elsene - voor een bedrag van 320.000,00 euro, voor de uitvoering van actie G.1.1 *DECIBEL - burgerbudget*;
- *LE CAIRN* vzw - gevestigd aan de Neerstalsesteenweg 323A te 1190 Vorst - voor een bedrag van 130.000,00 euro, voor de uitvoering van actie G.1.2 *Gemeenschap(pen) voor wederzijdse hulp van de Bempt*;
- *Bras Dessus Bras Dessous* vzw - gevestigd aan de Eikelstraat 27 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 108.000,00 euro, voor de uitvoering van actie G.1.3 *Netwerk van solidaire burens*;

Overwegende dat alle wijzigingen in het programma *DWC 2 Cités* moeten worden goedgekeurd door de gemeenteraad voordat ze aan het Gewest worden voorgelegd;

Overwegende dat de uitvoering van elk van de bovengenoemde socio-economische acties methodologische aanpassingen kan inhouden zonder dat die een wijziging van het programma inhouden ten opzichte van de door de gemeenteraad goedgekeurde actiefiches;

Overwegende dat de uitvoering van elk van de bovengenoemde socio-economische acties budgettaire aanpassingen kan meebrengen (voorwerp van de uitgave of wijziging van de jaarlijks toegewezen bedragen) zonder dat dit een wijziging van het programma inhoudt ten opzichte van de actiefiches, en met name het totale budget van de actie zoals goedgekeurd door de gemeenteraad;

Overwegende dat, met het oog op het goede verloop van de bovengenoemde acties, wordt voorgesteld de goedkeuring van de bovengenoemde methodologische en budgettaire aanpassingen, alsmede de jaarlijkse controle van de follow-up van de projecten (activiteitenverslagen, ...) over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde modelovereenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente Vorst en de gemachtigde begunstigde, waarin de rechten en plichten van elk van

de hoofdbegunstigden en gemachtigde begunstigden van het duurzaam wijkcontract, alsook het mechanisme voor de controle van de subsidie, de herziening ervan en de terugbetaling van eventuele overcompensatie, zijn vastgelegd;

Te erkennen als gemachtigde begunstigde opgenomen in het programma van DWC 2 *Cités* en derhalve betrokken bij bovengenoemde overeenkomst:

- *Maison des Jeunes de Forest vzw* - gevestigd aan de Merodestraat 441 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 100.000,00 euro, voor de uitvoering van actie C.2.2 *Cultuur-Fabriek bij 2 Cités door MJF*;
- *E.V.E.I.L. vzw* - gevestigd aan de Luttrebruglaan 163 te 1190 Forest - voor een bedrag van 111.500,00 euro, voor de uitvoering van actie C.2.3 *Trait-d'union*;
- *Casablanca vzw* - gevestigd aan de François Malherbelaan 42 te 1070 Anderlecht - voor een bedrag van 100.000,00 euro, voor de uitvoering van actie D.2 *Wijkantenne: participatieve en circulaire activiteiten*;
- *NoJavel! vzw* - gevestigd aan de Neerstalsesteenweg 150 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 150.000,00 euro, voor de uitvoering van actie E.1.2 *FOodREST - Operaties NoJavel!*;
- *Mission Locale pour l'Emploi de Forest vzw* - gevestigd aan de Britse Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 264.500,00 euro, voor de uitvoering van actie E.4.1 *Beroepsopleiding*;
- *LE CAIRN vzw* - gevestigd aan de Neerstalsesteenweg 323A te 1190 Vorst - voor een bedrag van 130.000,00 euro, voor de uitvoering van actie F.2.1 *Schoolbegeleiding voor de jongeren van de Bempt*;
- *Maison des Jeunes de Forest vzw* - gevestigd aan de Merodestraat 441 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 113.000,00 euro, voor de uitvoering van actie F.2.3 *Creaties in mijn wijk*;
- *Médina Forest vzw* - gevestigd aan de Britse Tweedelegerlaan 27 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 110.000,00 euro, voor de uitvoering van de actie F.2.4 *Sport voor vrouwen*;
- *Zuiderhaard cvba* - gevestigd aan de Bronstraat 18 te 1060 Sint-Gillis - voor een bedrag van 287.000,00 euro, voor de uitvoering van actie F.3 *Begeleiding bij de creatie van voorzieningen*;
- *Habitat & Rénovation vzw* - gevestigd aan de Elsensesteenweg 29/9 te 1050 Elsene - voor een bedrag van 320.000,00 euro, voor de uitvoering van actie G.1.1 *DECIBEL - burgerbudget*;
- *LE CAIRN vzw* - gevestigd aan de Neerstalsesteenweg 323A te 1190 Vorst - voor een bedrag van 130.000,00 euro, voor de uitvoering van actie G.1.2 *Gemeenschap(pen) voor wederzijdse hulp van de Bempt*;
- *Bras Dessus Bras Dessous vzw* - gevestigd aan de Eikelstraat 27 te 1190 Vorst - voor een bedrag van 108.000,00 euro, voor de uitvoering van actie G.1.3 *Netwerk van solidaire burens*;

De goedkeuring van de bijzondere overeenkomsten met elke bovenvermelde gemachtigde begunstigde over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen;

De ondertekening van de genoemde bijzondere overeenkomsten over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of de bevoegde Schepen en de Gemeentesecretaris;

De goedkeuring van de methodologische en budgettaire aanpassingen van de bovengenoemde acties (voorwerp, toewijzing of bedrag van bepaalde uitgaven en/of wijziging van de jaarlijks toegewezen bedragen) zonder dat deze een wijziging van het programma inhouden ten opzichte van de actiefiches, met name de totale begroting van de door de gemeenteraad goedgekeurde actie, alsmede de jaarlijkse controle van de follow-up van de projecten (activiteitenverslagen, ...) over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

---

11 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-Sur-Senne – Opération B.2.2 « équipement d'intérêt collectif » – Marché de travaux – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Cahier spécial des charges.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 avril 2018 d'approuver le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne dont le programme comprend l'opération B.2 Centre emploi-formation & Accueil Petite Enfance, avenue Wielemans Ceuppens et son mode de financement ;

Vu sa décision du 24 avril 2018 :

[...]

*D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;*

[...];

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW ;

Vu la décision du Conseil communal du 08 octobre 2019 :

*D'approuver la suppression de l'équipement petite enfance prévu initialement au programme de l'opération B.2.2 et de le localiser dans un autre bâtiment ;*

*D'approuver le lancement du marché « Mission d'auteur de projet relative à la « Réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif » dans le cadre de opération B.2.2 du programme du Contrat Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;*

*De choisir la procédure concurrentielle avec négociation comme mode de passation du marché;*

*D'approuver l'avis de marché ayant pour objet la : Appel à demande de participation - Mission d'auteur de projet relative à la « Réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif » et de le soumettre au bulletin des adjudications du Moniteur belge et au Journal officiel de l'Union européenne par le billet de la plateforme E-procurement;*

*D'approuver le Cahier Spécial des Charges régissant les conditions de la deuxième phase de la procédure et les conditions d'exécution du marché ayant pour objet la : Mission d'auteur de projet relative à la « Réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif »;*

(...)

Vu la décision du Conseil communal du 22 octobre 2019 d'approuver la modification de programme n° 1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne dont le programme comprend l'opération B.2 Maison des Initiatives, avenue Wielemans Ceuppens ;

Vu le courrier du 11 mars 2020 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-

Capitale, approuvant la modification programme n° 1 du CQDW ;

Vu sa décision du 16 mars 2021 :

*D'approuver la proposition de modification de programme n° 2 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;  
[...]* ;

Vu le courrier du 30 juillet 2021 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n° 2 du CQDW ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 août 2020 décidant d'attribuer le marché d'auteur de projet à Mamout architectes, rue Adolphe LaVallée 39, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, pour un montant total des honoraires de 215.979,66 € HTVA soit 261.335,39 €, 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 25 février 2021 relative à l'approbation de l'avant-projet pour la « réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif », proposé par Mamout architectes, rue Adolphe LaVallée 39, 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 03 juin 2021 relative à l'approbation du dossier de permis d'urbanisme pour la « réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif », proposé par Mamout architectes, rue Adolphe LaVallée 39, 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que le permis d'urbanisme a été déposé en date du 16 juin 2021 à la région de Bruxelles-Capitale, que l'accusé de réception de dossier complet a été reçu le 26 octobre 2021, que l'enquête publique a eu lieu du 9 novembre au 8 décembre 2021 et que la commission de concertation a eu lieu le 21 décembre 2021 ;

Vu le courrier de demande d'article 191 : modifications mineures de la demande initiale par le fonctionnaire délégué ;

Considérant que le dossier modifié selon l'article 191 a été déposé en date du 08 juin 2022, que l'accusé de réception de dossier complet a été reçu le 29 juin 2022 ;

Vu le courrier d'avis favorable du permis d'urbanisme par le fonctionnaire délégué en date du 23 septembre 2021 ;

Considérant que le dossier d'adjudication a été finalisé ;

Considérant que le dossier de marché de travaux sera présenté aux membres de la Commission de

Quartier lors de la COQ du 16 février 2023 ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges réf. 2022-CQDW-B.2.2-Travaux, relatifs au marché de travaux « Réalisation du projet « Réhabilitation et rénovation lourde de deux bâtiments contigus en équipement d'intérêt collectif inscrit dans une démarche d'économie circulaire » ci-annexés ;

Considérant que le marché sera publié sur la plateforme E-tendering ;

Considérant qu'il est proposé de choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché ;

Considérant que l'estimation du marché s'élève à 2.278.466,43 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.506.313,07 € HTVA soit 3.032.638,82 € TVAC (21%) ;

Considérant qu'il est proposé de mettre des éléments en option pour un montant de 132.076,94 € HTVA +10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, à savoir 145.284,63 € HTVA soit 175.794,41 € TVAC (21%) :

- Auvent, enseigne ainsi que les mock up
- Porte accordéon acoustique
- Mobilier fixe
- Peintures intérieures
- Plantations
- Travaux liés à la présence d'asbeste

Considérant que le montant du marché hors options s'élève à 2.146.389,49 € HTVA soit un montant total estimé de 2.361.028,44 € HTVA et 2.856.844,41 € TVAC (21%) +10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capital ;

Considérant que cette dépense sera inscrite à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2023 ;

DECIDE :

De choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver Cahier Spécial des Charges réf. 2022-CQDW-B.2.2-Travaux, relatifs au marché de travaux « Réalisation du projet « Réhabilitation et rénovation lourde de deux bâtiments contigus en équipement d'intérêt collectif inscrit dans une démarche d'économie circulaire » ;

De publier le marché sur la plateforme E-tendering ;

D'approuver le montant de l'estimation à 2.278.466,43 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.506.313,07 € HTVA soit 3.032.638,82 € TVAC (21%) ;

D'approuver les éléments mis en option pour un montant de de 132.076,94 € HTVA +10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, à savoir 145.284,63 € HTVA soit 175.794,41 € TVAC (21%) ;



De prévoir la financement nécessaire à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2023 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capitale ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie B.2.2 “voorziening van collectief belang” – Opdracht voor werken – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht – Bijzonder bestek.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 euro voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 april 2018 om goedkeuring te verlenen aan het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne, waarvan het programma de operatie B.2 omvat “Werk- en Opleidingscentrum en Kinderopvang” Wielemans Ceuppenslaan en de financieringswijze;

Gelet op de beslissing van 24 april 2018 om:

[...]

*Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne aan te nemen;*

[...];

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 8 oktober 2019 om:

*Goedkeuring te verlenen aan de schrapping van de voorziening voor kinderopvang die oorspronkelijk voorzien was in het programma van operatie B.2.2, en deze in een ander gebouw onder te brengen;*

*Goedkeuring te verlenen aan de lancering van de opdracht “Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de “Renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang” in het kader van operatie B.2.2 van het programma van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne;*

*Te kiezen voor de mededingingsprocedure met onderhandeling als gunningswijze van de opdracht;*

*Goedkeuring te verlenen aan de opdrachtaankondiging met als voorwerp: Oproep tot deelnemingsaanvraag - Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de: “Renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang” en ze te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad en in het Publicatieblad van de Europese Unie via het e-Procurement platform;*

*Goedkeuring te verlenen aan het Bijzonder Bestek van toepassing op voorwaarden van de tweede fase van de procedure en de uitvoeringsvoorwaarden van de opdracht met als voorwerp: Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de “Renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang”;*

(...)

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 22 oktober 2019 om programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren, waarvan het programma Operatie B.2 “Huis van de Initiatieven”, Wielemans Ceuppenslaan omvat;

Gelet op de brief van 11 maart 2020 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCW;

Gelet op zijn beslissing van 16 maart 2021 om:

*Het wijzigingsvoorstel voor programma nr. 2 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;*  
*[...];*

Gelet op de brief van 30 juli 2021 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het DWCW;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 augustus 2020, waarin beslist werd de opdracht van projectontwerper te gunnen aan Mamout Architectes, Adolphe Lavalléestraat 39, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, voor een totaalbedrag aan erelonen van 215.979,66 € excl. btw of 261.335,39 € incl. 21% btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 februari 2021 betreffende de goedkeuring van het voorontwerp voor de “renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang”, voorgesteld door Mamout Architectes, Adolphe Lavalléestraat 39, 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 juni 2021 tot goedkeuring van het dossier betreffende de stedenbouwkundige vergunning voor de “renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang”, voorgesteld door Mamout Architectes, Adolphe Lavalléestraat 39, 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning op 16 juni 2021 ingediend werd bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat het ontvangstbewijs van het volledige dossier ontvangen werd op 26 oktober 2021, dat het openbaar onderzoek van 9 november t.e.m. 8 december 2021 liep en dat de overlegcommissie op 21 december 2021 gehouden werd;

Gelet op de brief met een verzoek inzake artikel 191: kleine wijzigingen van de oorspronkelijke aanvraag door de gemachtigde ambtenaar;

Overwegende dat het gewijzigde dossier overeenkomstig artikel 191 werd ingediend op 08/06/2022, dat het ontvangstbewijs van het volledige dossier ontvangen werd op 29 juni 2022;

Gelet op de brief van de gemachtigde ambtenaar van 23 september 2021 waarin hij een gunstig advies over de stedenbouwkundige vergunning uitbracht;

Overwegende dat het aanbestedingsdossier voltooid werd;

Overwegende dat het dossier van de opdracht voor werken tijdens de WCo van 16 februari 2023 aan de leden van de Wijkcommissie zal worden voorgelegd;

Gelet op het bijzonder bestek met kenmerk 2022-DWCW-B.2.2-werken met betrekking tot de opdracht voor werken “Uitvoering van het project ‘Rehabilitatie en grondige renovatie van twee aangrenzende gebouwen tot een gemeenschapsvoorziening in een geest van circulaire economie’”, als bijlage;

Overwegende dat de opdracht zal worden gepubliceerd op het e-Tendering-platform;

Overwegende dat wordt voorgesteld te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht;

Overwegende dat de raming van de opdracht 2.278.466,43 € excl. btw + 10% bedraagt voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.506.313,07 € excl. btw of 3.032.638,82 € incl. btw (21%);

Overwegende dat wordt voorgesteld om elementen in optie te plaatsen voor een bedrag van 132.076,94€ € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. 145.284,63€ € excl. btw of 175.794,41 € incl. btw (21%):

- luifel, uithangbord en mock-up
- akoestische accordeondeur
- vast meubilair
- binnenschilderwerk
- aanplantingen
- werken in verband met de aanwezigheid van asbest

Overwegende dat het bedrag van de opdracht exclusief opties neerkomt op 2.146.389,49 € excl. btw, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.361.028,44 € excl. btw en 2.856.844,41 € incl. btw (21%) + 10 % voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze uitgave zal worden ingeschreven op artikel 9308/722-60/88 “Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

BESLIST:

Te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht voor werken;

Goedkeuring te verlenen aan het bijzonder bestek met kenmerk: 2022-DWCW-B.2.2-werken met betrekking tot de opdracht voor werken “Uitvoering van het project ‘Rehabilitatie en grondige

renovatie van twee aangrenzende gebouwen tot een gemeenschapsvoorziening in een geest van circulaire economie”;

De opdracht te publiceren op het e-Tendering-platform;

In te stemmen met het geraamde bedrag van 2.278.466,43 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.506.313,07 € excl. btw of 3.032.638,82 € incl. btw (21%);

Goedkeuring te verlenen aan de elementen die in optie werden geplaatst voor een bedrag van 132.076,94 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. 145.284,63 € excl. btw of 175.794,41 € incl. btw (21%);

De nodige financiering te voorzien op artikel 9308/722-60/88 “Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*96 annexes / 96 bijlagen*

---

**12 Revitalisation des quartiers – Politique de la Ville – Programmation 2021-2026 – Salle des sports « Les Primeurs » – Marché Equipements – Acquisition de matériel multisport – Procédure négociée sans publication préalable – Info Conseil.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l’article 234 § 3 relatif aux compétences du collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la

Politique de la Ville portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la décision du collège du 26 novembre 2020 :

*D'approuver le projet de programme de la Politique de la Ville par le développement des quartiers (2021-2025) comprenant un diagnostic, les conclusions de ce diagnostic, les fiches projets et les tableaux de synthèse budgétaire, joint au dossier ;*

*D'informer le conseil communal de la présente décision lors de sa prochaine séance.*

Vu l'arrêté de subsidiation du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 25 février 2021 octroyant 2.447.179,84 € pour la mise en œuvre du programme pluriannuel « Politique de la Ville 2021-2025 » ;

Considérant que le projet a pour objectif :

- Emancipation des jeunes et des femmes par des activités ludiques et sportives, des animations et propositions d'activités renforçant le vivre-ensemble ;
- Ouverture de l'infrastructure aux associations actives dans le quartier ;
- Amélioration du maillage récréatif et sportif communal ;
- Appropriation par les habitants du quartier de l'infrastructure globale et offre d'activités proposée plus diversifiée pour tous les genres et tous les âges de la population ;
- Utilisation optimale de l'infrastructure – meilleure accessibilité ;
- Une offre sportive plus riche et innovante grâce au nouveau matériel ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 22 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour l'« Acquisition d'Équipements et de matériel sportif et ludique pour le Hall Des Primeurs » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 22 décembre 2022 prenant acte de la dépense totale estimée à 40.000,00€ TVAC, du crédit permettant la dépense inscrit à l'article 93012/744-51/95 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, et de la dépense financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capital inscrit à l'article 93012/995-52/95 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022 ;

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 décembre 2022 faisant le choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour l'« Acquisition d'Équipements et de matériel sportif et ludique pour le Hall Des Primeurs », le montant de ce marché étant estimé à 40.000,00€ TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 93012/744-51/95 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, la dépense étant financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capital inscrit à l'article 93012/995-52/95 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de Wijken – Stadsbeleid – Programmatie 2021-2026 – Sporthal Vroege Groenten – Opdracht voor uitrustingen – Aankoop van multisportmateriaal –**

## Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a (de goed te keuren uitgave zonder btw ligt onder de drempel van € 140.000,00);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 januari 2017 betreffende het stadsbeleid houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op de beslissing van het College van 26 november 2020 om:

*Het programmaontwerp van het Stadsbeleid door de ontwikkeling van de wijken (2021-2025) goed te keuren, dat een diagnose, de conclusies van deze diagnose, de projectfiches en de samenvattende begrotingstabellen, bij het dossier gevoegd, bevat;*

*De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting.*

Gelet op het subsidiëringsbesluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 25 februari 2021 tot toekenning van 2.447.179,84 € voor de uitvoering van het meerjarenprogramma “Stadsbeleid 2021-2025”;

Overwegende dat het project tot doel heeft:

- Emancipatie van jongeren en vrouwen door sport en spel, animaties en activiteiten ter bevordering van het samenleven;
- Openstelling van de infrastructuur voor verenigingen die actief zijn in de wijk;
- Verbetering van het gemeentelijk recreatie- en sportnetwerk;
- De wijkbewoners vertrouwd maken met alle infrastructuren en een ruimere waaier aan activiteiten aanbieden voor alle leeftijden en bevolkingsgroepen;
- Optimaal gebruik van de infrastructuur – betere toegankelijkheid;
- Een rijker en innovatiever sportaanbod dankzij nieuw materiaal;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 december 2022 waarbij de procedure via gewone aanvaarde factuur werd gekozen als gunningsmethode voor de opdracht “Aankoop van uitrustingen en sport- en spelmateriaal voor sporthal Vroege Groenten”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 22

december 2022, waarin akte werd genomen van de totale uitgave geraamd op 40.000,00 € btw inbegrepen, waarbij het krediet dat de uitgaven mogelijk maakt, wordt opgenomen in artikel 93012/744-51/95 “Aankoop van machines, exploitatiemateriaal en uitrusting” van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2022, en waarbij de uitgave voor 100% wordt gefinancierd met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgenomen in artikel 93012/995-52/95 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds” van de begroting 2022 ;

BESLIST :

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht ”Aankoop van uitrustingen en sport- en spelmateriaal voor sporthal Vroege Groenten” ten bedrage van 40.000,00 € btw inbegrepen; het krediet van deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 93012/744-51/95 “Aankoop van machines, exploitatiemateriaal en uitrusting” van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022; de uitgave wordt voor 100% gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 93012/995-52/95 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds” van de begroting 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

13 **Revitalisation des quartiers – Politique de la Ville – Programmation 2021-2026 – Salle des sports Les Primeurs – Marché Equipements – « Acquisition d’un tapis d’escalade pour Le Hall Des Primeurs » – Procédure négociée sans publication préalable – Info Conseil.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 § 3, 6, 7 et 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville portant exécution de l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Considérant que le projet 1.1 Acquisition d'Équipements et de matériel sportif et ludique pour le Hall Des Primeurs prévoit l'acquisition de matériel suite à une analyse de besoins, un travail participatif, un subside permettant l'acquisition de matériel sportif et ludique est prévu ;

Considérant que le Hall est équipé d'un mur d'escalade et qu'il est nécessaire d'avoir un tapis d'escalade pour la sécurité ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 12 janvier 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour l'« Acquisition d'un tapis d'escalade pour le Hall Des Primeurs » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 12 janvier 2023 prenant acte de la dépense totale estimée à 6.000,00€ TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 93012/744-51/95 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, et la dépense étant financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article 93012//995-52/95 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022 ;

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 janvier 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour l'« Acquisition d'un tapis d'escalade pour le Hall Des Primeurs » le montant de ce marché étant estimé à 6.000,00€ TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 93012/744-51/95 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 ; la dépense étant financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article 93012/995-52/95 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de Wijken – Stadsbeleid – Programmatie 2021-2026 – Sporthal Vroege Groenten – Opdracht voor uitrustingen – “Aankoop van een klimmat voor sporthal Vroege Groenten” – Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw van de opdracht is lager dan de drempel van 30.000 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4 §3, 6, 7 en 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;



Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 januari 2017 betreffende het stadsbeleid houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Overwegende dat project 1.1 *Aankoop van sport- en spelmaterial voor sporthal Vroege Groenten* voorziet in de aankoop van materiaal op basis van een behoefteanalyse, participatief werk, is er een subsidie voorzien die de aankoop van sport- en spelmaterial mogelijk maakt;

Overwegende dat de hal uitgerust is met een klimwand en dat een klimmat noodzakelijk is voor de veiligheid;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12 januari 2023 waarbij de procedure via gewone aanvaarde factuur werd gekozen als gunningsmethode voor de opdracht "Aankoop van een klimmat voor sporthal Vroege Groenten";

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 12 januari 2023, waarbij de totale uitgaven worden geraamd op 6.000,00 € btw inbegrepen, waarbij het krediet dat de uitgaven mogelijk maakt, wordt opgenomen in artikel 93012/744-51/95 "Aankoop van machines, exploitatiematerieel en uitrusting" van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2022, en waarbij de uitgaven voor 100% worden gefinancierd met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgenomen in artikel 93012/995-52/95 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds" van de begroting 2022;

BESLIST,

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 januari 2023 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een klimmat voor sporthal Vroege Groenten" ten bedrage van 6.000,00 € btw inbegrepen; het krediet van deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 93012/744-51/95 "Aankoop van machines, exploitatiematerieel en uitrusting" van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022; de uitgave wordt voor 100% gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 93012/995-52/95 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds" van de begroting 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

14 **Revitalisation des quartiers – Politique de la Ville – Programmation 2021-2026 – Salle des sports « Les Primeurs » – Marché Equipements – « Equipement de la cafétéria : achat de tables et de chaises » – Procédure négociée sans publication préalable – Info Conseil.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 §3, 6, 7 et 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Considérant que le projet 1.1 Acquisition d'Équipements et de matériel sportif et ludique pour Le Hall Des Primeurs prévoit l'acquisition de matériel suite à une analyse de besoins, un travail participatif, un subside permettant l'acquisition de matériel sportif et ludique est prévu ;

Considérant que le Hall est équipé d'une cafétéria et qu'il est nécessaire de l'équiper de tables et de chaises ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 19 janvier 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour l'« Equipement de la cafétéria : achat de tables et de chaises » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 19 janvier 2023 prenant acte de la dépense totale estimée à 2.500,00 € TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 93012/744-51/95 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, la dépense étant financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article 93012/995-52/95 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022 ;

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 janvier 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour l'« Equipement de la cafétéria : achat de tables et de chaises » le montant de ce marché est estimé à 2.500,00 € TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 93012/744-51/95 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, la dépense étant financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article 93012/995-52/95 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de Wijken – Stadsbeleid – Programmatie 2021-2026 – Sporthal Vroege Groenten – Opdracht voor uitrustingen – “Uitrusting van de cafetaria: aankoop van tafels en stoelen” – Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw van de opdracht is lager dan de drempel van 30.000 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4 §3, 6, 7 en 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 januari 2017 betreffende het stadsbeleid houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Overwegende dat project 1.1 *Aankoop van sport- en spelmateriaal voor sporthal Vroege Groenten* voorziet in de aankoop van materiaal op basis van een behoeftanalyse, participatief werk, is er een subsidie voorzien die de aankoop van sport- en spelmateriaal mogelijk maakt;

Overwegende dat de hal voorzien is van een cafetaria en dat het noodzakelijk is deze in te richten met tafels en stoelen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 19 januari 2023 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningwijze van de opdracht "Uitrusting van de cafetaria: aankoop van tafels en stoelen";

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 19 januari 2023, waarin akte werd genomen van de totale uitgave geraamd op 2.500,00 € btw inbegrepen, waarbij het krediet dat de uitgaven mogelijk maakt, wordt opgenomen in artikel 93012/744-51/95 "Aankoop van machines, exploitatiemateriaal en uitrusting" van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2022, en waarbij de uitgave voor 100% wordt gefinancierd met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgenomen in artikel 93012/995-52/95 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds" van de begroting 2022;

BESLIST,

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 januari 2023 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Uitrusting van de cafetaria: aankoop van tafels en stoelen" ten bedrage van 2.500,00 € btw inbegrepen; het krediet van deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 93012/744-51/95 "Aankoop van machines, exploitatiemateriaal en uitrusting" van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022; de uitgave wordt voor 100% gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 93012/995-52/95 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds" van de begroting 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

15 **Revitalisation des quartiers – Politique de la Ville – Programmation 2021-2026 – Salle des sports « Les Primeurs » – Marché Equipements – « Equipement des vestiaires du Hall des Primeurs » – Procédure négociée sans publication préalable – Info Conseil.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 §3, 6, 7 et 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Considérant que le projet 1.1 Acquisition d'Equipements et de matériel sportif et ludique pour Le Hall Des Primeurs prévoit l'acquisition de matériel suite à une analyse de besoins, un travail participatif, un subside permettant l'acquisition de matériel sportif et ludique est prévu ;

Considérant que le Hall est équipé de vestiaires et qu'il est nécessaire de les équiper pour le confort des usagers ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 19 janvier 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour « Equipement des vestiaires du Hall des Primeurs » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 19 janvier 2023 prenant acte de la dépense totale estimée à 5.800,00 € TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 93012/744-51/95 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, la dépense étant financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article 93012/995-52/95 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022 ;

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 19 janvier 2023 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour l'« Equipement des vestiaires du Hall des Primeurs » le montant de ce marché est estimé à 5.800,00 € TVAC, le crédit permettant la dépense étant inscrit à l'article 93012/744-51/95 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, la dépense étant financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article 93012/995-52/95 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » du budget 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de Wijken – Stadsbeleid – Programmatie 2021-2026 – Sporthal Vroege Groenten – Opdracht voor uitrustingen – “Uitrusting van de kleedkamers van sporthal Vroege Groenten” – Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw van de opdracht is lager dan de drempel van 30.000 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4 §3, 6, 7 en 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 januari 2017 betreffende het stadsbeleid houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Overwegende dat project 1.1 *Aankoop van sport- en spelmateriaal voor sporthal Vroege Groenten* voorziet in de aankoop van materiaal op basis van een behoeftanalyse, participatief werk, is er een subsidie voorzien die de aankoop van sport- en spelmateriaal mogelijk maakt;

Overwegende dat de hal voorzien is van kleedkamers en dat het noodzakelijk is deze in te richten voor het comfort van de gebruikers;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 19 januari 2023 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningwijze van de opdracht “Uitrusting van de kleedkamers van sporthal Vroege Groenten”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 19 januari 2023, waarin akte werd genomen van de totale uitgave geraamd op 5.800,00 € btw inbegrepen,

waarbij het krediet dat de uitgaven mogelijk maakt, wordt opgenomen in artikel 93012/744-51/95 “Aankoop van machines, exploitatiemateriaal en uitrusting” van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2022, en waarbij de uitgave voor 100% wordt gefinancierd met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgenomen in artikel 93012/995-52/95 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds” van de begroting 2022;

BESLIST,

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 januari 2023 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht ”Uitrusting van de kleedkamers van sporthal Vroege Groenten” ten bedrage van 5.800,00 € btw inbegrepen; het krediet van deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 93012/744-51/95 “Aankoop van machines, exploitatiemateriaal en uitrusting” van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022; de uitgave wordt voor 100% gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 93012/995-52/95 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds” van de begroting 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

16 **Revitalisation des quartiers – Marchés publics – Fourniture et pose de malles à jeux en bois avec couvercle pour l'extérieur dans la rue de Padoue et sur le Site Divercity sis avenue du Pont de Luttre 132 à 1190 Forest – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) – Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution – Application de l'article 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 4 §3, 6, 7 et 124 ;

Considérant qu'il est proposé d'implanter des malles à jeux à disposition des habitants afin d'activer la ludicité sur l'espace public par l'opération A3 : rue jeux du contrat de quartier Wiles sur Senne ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.000 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour la « Fourniture et pose de malles à jeux en bois avec couvercle pour l'extérieur dans la rue de Padoue et sur le Site

Diversity sis avenue du Pont de Luttre 132 à 1190 Forest », le montant de ce marché s'élevant à 2.400,00 € hors TVA ou 2.904,00 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9308/744-98/88 du service extraordinaire au budget 2022 ;

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché pour la « Fourniture et pose de malles à jeux en bois avec couvercle pour l'extérieur dans la rue de Padoue et sur le Site Diversity sis avenue du Pont de Luttre 132 à 1190 Forest », le montant de ce marché s'élevant à 2.904,00 € TVAC, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9308/744-98/88 du service extraordinaire au budget 2022 et financé à 100% par un subside prévu à l'article 9308/995-52/88.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Cel heropleving van de wijken – Overheidsopdracht – Levering en plaatsing van houten speelkoffers met deksel voor buitengebruik in de Paduastraat en op de Diversitysite aan de Luttrebrugstraat 132 in 1190 Vorst – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur (artikel 92 van de wet van 17 juni 2016) – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning – Toepassing artikel 234 §3 en 236 Nieuwe Gemeentewet – Kennisneming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw van de opdracht is lager dan de drempel van € 30.000,00);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 4 §3, 6, 7 en 124;

Overwegende dat wordt voorgesteld speelkoffers ter beschikking van de bewoners te stellen om de speelsheid in de openbare ruimte te activeren door de operatie A.3 "speelstraat" van het wijkcontract van Wiels aan de Zenne;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 3.000 €, incl. 21 % btw, bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Levering en plaatsing van houten speelkoffers met deksel voor buitengebruik in de Paduastraat en op de Diversitysite aan de Luttrebruglaan 132 in 1190 Vorst", waarbij het bedrag van deze opdracht 2.400 € excl. btw of 2.904,00 € incl. btw bedraagt en waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven wordt op artikel 9308/744-98/88 van de buitengewone dienst van de begroting 2022;

BESLIST

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “Levering en plaatsing van houten speelkoffers met deksel voor buitengebruik in de Paduastraat en op de Divercitysite aan de Luttrebruglaan 132 in 1190 Vorst”, waarbij het bedrag van deze opdracht 2.400 € excl. btw of 2.904,00 € incl. btw bedraagt en waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven wordt op artikel 9308/744-98/88 van de buitengewone dienst van de begroting 2022 en voor 100% gefinancierd wordt door een subsidie voorzien op artikel 9308/995-52/88.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Hacken demande des précisions sur les jeux en bois.**

**Monsieur Spapens répond qu’il s’agit de malles qui seront gérées par la maison de quartier ; les modalités restent à discuter avec les utilisateurs finaux. Il cite un exemple similaire où on a eu recours à un cadenas à combinaison, qui peut être partagée avec les usagers.**

**De heer Hacken vraagt om verduidelijk over de houten spelletjes.**

**De heer Spapens antwoordt dat dit koffers zijn die door het buurthuis worden beheerd; de modaliteiten moeten nog met de eindgebruikers worden besproken. Hij noemt een soortgelijk voorbeeld waarbij een combinatieslot wordt gebruikt, dat met de gebruikers kan worden gedeeld.**

---

## VIE URBAINE - STADSLEVEN

### Evènements, festivités - Evenementen, feestelijkheden

- 17 **Evènements – Marché public – Achat de matériel de cuisine, ustensiles divers et matériel d’équipement apparenté pour événements – Approbation des conditions, du mode de passation et de l’attribution – Application de l’article 234 §3 et 236 de la nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l’article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 15 décembre 2022 ;

*D’approuver l’achat de matériel de cuisine, ustensiles divers et matériel d’équipement apparenté pour l’organisation des événements communaux ;*

*D’approuver la liste des articles complémentaires souhaités et la description des exigences techniques (en annexe) établies par la cellule Evènements. Le montant estimé de ce marché s’élève à 919,83 € hors TVA, soit à 1113,00 € TVA comprise ;*

*De choisir les marchés publics de faible montant comme procédure de passation ;*

*D’informer le Conseil communal de la présente décision conformément à l’article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale ;*



*De consulter les opérateurs économiques suivants :*

- *Chomette Benelux SA, Avenue du Château 124 Bte 2 à 1081 Bruxelles ;*
- *Demuyck-Verrax NV, Oudstrijdersstraat 56 à 1600 Sint-Pieters-Leeuw ;*
- *Verre & Couvert SPRL, Chaussée de Louvain, 696 à 1030 Bruxelles ;*

*D'approuver le rapport d'examen des offres du 7 décembre 2022 établi par la cellule Événements et de considérer ce rapport (en annexe) comme faisant partie intégrante de la présente délibération ;*

*D'attribuer le marché pour l'achat de matériel de cuisine, ustensiles divers et matériel d'équipement apparenté pour l'organisation des événements communaux à l'opérateur ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir Verre & Couvert SPRL, Chaussée de Louvain, 696 à 1030 Bruxelles, pour un montant d'offre contrôlé s'élevant à 649,34 € hors TVA, soit 785,70 €, 21% TVA comprise ;*

*D'inscrire la dépense précitée à l'article 763/744-98/67 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation divers » du service extraordinaire du budget 2022 ;*

*De prendre pour information que la Tutelle régionale des Pouvoirs locaux a entre autres rendu exécutoire par anticipation le montant de 5.000,00 € inscrit à l'article 763/744-98/67 du service extraordinaire du budget 2022 (en annexe) ;*

*De financer cette dépense par un emprunt ;*

DECIDE:

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 15 décembre 2022 décidant d'approuver les conditions, le mode de passation et l'attribution du marché lancé par la cellule Événements pour l'acquisition de matériel de cuisine, ustensiles divers et matériel d'équipement apparenté pour événements.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Evenementen – Overheidsopdracht – Aankoop van keukenapparatuur, divers keukengerei en bijhorende uitrustingen voor evenementen – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en gunning – Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisneming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 15 december 2022 om:

*Goedkeuring te verlenen aan de aankoop van keukenapparatuur, divers keukengerei en bijhorende uitrustingen voor de organisatie van gemeentelijke evenementen;*

*Goedkeuring te verlenen aan de lijst van de gewenste artikelen en de beschrijving van de technische vereisten (in bijlage) opgesteld door de cel Evenementen. Deze opdracht wordt geraamd op 919,83 € excl. btw of 1.113,00 € btw inbegrepen;*

*Te kiezen voor de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde als gunningsprocedure;*

*De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing, overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet;*

*De volgende economische operatoren te raadplegen:*

- *Chomette Benelux nv, Kasteellaan 124 bus 2 - 1081 Brussel;*
- *Demuyck-Verrax nv, Oudstrijdersstraat 56 - 1600 Sint-Pieters-Leeuw;*
- *Verre & Couvert bvba, Leuvensesteenweg 696 - 1030 Brussel;*

*Goedkeuring te verlenen aan het onderzoeksverslag van de offerten van 7 december 2022 dat werd opgesteld door de cel Evenementen en het verslag als bijlage te beschouwen als integraal deel uitmakend van onderhavige beraadslaging;*

*De opdracht voor de aankoop van keukenapparatuur, divers keukengerei en bijhorende uitrustingen voor de organisatie van gemeentelijke evenementen te gunnen aan de onderneming die de economisch meest voordelige offerte heeft ingediend, nl. Verre & Couvert bvba, Leuvensesteenweg 696 - 1030 Brussel, voor een gecontroleerd offertebedrag van 649,34 € excl. btw of 785,70 € 21% btw inbegrepen;*

*De uitgave in te schrijven op artikel 763/744-98/67 "Aankoop van machines en divers uitrustings- en exploitatiemateriaal" van de buitengewone dienst van de begroting 2022;*

*Kennis ervan te nemen dat de gewestelijke toezichthoudende overheid van de plaatselijke besturen onder meer het bedrag van 5.000,00 €, ingeschreven op artikel 763/744-98/67 van de buitengewone dienst van de begroting 2022, op voorhand uitvoerbaar heeft verklaard (in bijlage);*

*Deze uitgave te financieren door een lening;*

BESLIST,

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 15 december 2022 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de gunning van de opdracht gelanceerd door de cel Evenementen voor de aankoop van keukenapparatuur, divers keukengerei en bijhorende uitrustingen voor evenementen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

---

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### IT - IT

#### 18 Informatique – Acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal – Revu – Information.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 6 octobre 2022 pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 128.751,65 € HTVA (155.789,50 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 139/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2022 (financement par emprunt):

Considérant qu'il y a lieu de revoir la quantité, les prix et produits à commander comme suit:

Quantité	Produits	Prix unitaire	Prix total	Adjudicataires
24	Netgear wax 610	167,52 €	4.020,48 €	Econocom
2	Netgear wax 620	241,11 €	482,22 €	Econocom
15	ACT Cable management	9,51 €	142,65 €	Econocom
1	Devis 22001384 UpFront	38.256,20 €	38.256,20 €	UpFront
1	Firewall	27.331,48 €	33.071,09 €	Irisnet
1	Netgear Insight Pro 50 pack	2.987,26 €	2.987,26 €	UpFront

1	Netgear Insight Pro 25 pack	1.527,66 €	1.527,66 €	UpFront
7	Bizhub C550i + meuble	2.581,95 €	18.073,63 €	Konica
9	Mfp Konica C335i + meuble	1.059,75 €	9.537,72 €	Konica
8	Mfp Konica C3350i	884,80 €	7.078,37 €	Konica
1	Mfp Konica C750i	7.127,41 €	7.127,41 €	Konica
25	Licences SafeQ	643,76 €	16.094,00 €	Konica
48	Installation et paramétrage	756,98 €	36.335,04 €	NSI
1	Devis Play Av PS2203975	43.057,82 €	43.057,82 €	Play Av
		<b>Total htva</b>	<b>217.791,55 €</b>	
		<b>Total tvac</b>	<b>263.528,00 €</b>	

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour l'installation de l'administration au sein de l'hôtel communal ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2022 ;

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2022, soit 263.528,00 €;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 décembre 2022 de désigner, sur base de la convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 217.791,55 € HTVA (263.528,00 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 139/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2022 (financement par emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Informatica – Aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark – Herziening – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Zijn beslissing van 6 oktober 2022 herziend voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 128.751,65 € excl. btw (155.789,50 €, incl. 21% btw) en inschrijving van de uitgave op begrotingsartikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2022

(financiering door lening):

Overwegende dat de hoeveelheid, de prijzen en de producten die moeten worden besteld, als volgt dienen te worden herzien:

Hoeveelheid	Producten	Eenheidsprijs	Totaalprijs	Oprichtnemers
24	Netgear wax 610	€ 167,52	€ 4.020,48	Econocom
2	Netgear wax 620	€ 241,11	€ 482,22	Econocom
15	ACT Cable management	€ 9,51	€ 142,65	Econocom
1	Offerte 22001384 UpFront	€ 38.256,20	€ 38.256,20	UpFront
1	Firewall	€ 27.331,48	€ 33.071,09	Irisnet
1	Netgear Insight Pro 50 pack	€ 2.987,26	€ 2.987,26	UpFront
1	Netgear Insight Pro 25 pack	€ 1.527,66	€ 1.527,66	UpFront
7	Bizhub C550i + meubel	€ 2.581,95	€ 18.073,63	Konica
9	Mfp Konica C335i + meubel	€ 1.059,75	€ 9.537,72	Konica
8	Mfp Konica C3350i	€ 884,80	€ 7.078,37	Konica
1	Mfp Konica C750i	€ 7.127,41	€ 7.127,41	Konica
25	Licenties SafeQ	€ 643,76	€ 16.094,00	Konica
48	Installatie en parametring	€ 756,98	€ 36.335,04	NSI
1	Offerte Play Av PS2203975	€ 43.057,82	€ 43.057,82	Play AV
		<b>Totaal excl. btw</b>	<b>€ 217.791,55</b>	
		<b>Totaal incl. btw</b>	<b>€ 263.528,00</b>	

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden”);

Gelet op artikel 1 van de mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt: “Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software”;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de installatie van de administratie in het gemeentehuis;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2022;

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2022, namelijk 263.528,00 €;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 217.791,55 € excl. btw (263.528,00 € incl. 21% btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2022 (financiering door lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## 19 Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2022 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service de l'ENSEIGNEMENT FRANCOPHONE 7201/742-53/15

Quantité		Prix X Qtité	Adjudicataire
11	Tableau digital	32.175,00 €	KOESIO
4	Support mural TBI	2.700,00 €	KOESIO

7	Pied TBI	5.425,00 €	KOESIO
5	Styler TBI	350,00 €	REDCORP
15	Housse LT	164,00 €	ECONOCOM
9	IPAD 9 10.2 2019 128 Gb + Jamf (Zuludesk)	3.102,03 € + 180,00 €	ECONOCOM
20	Protection écran verre	529,60 €	REDCORP
20	IPAD 9 Cover (NutKase Bambino)	431,40 €	ECONOCOM
3	Webcam PC (Sandberg)	90,36 €	REDCORP
5	Matériel WIFI (Switch - Netgear Smart GS724TPP)	1.963,15 €	UPFRONT
17	Antennes (Netgear Insight WAX610)	2.847,84 €	ECONOCOM
8	HP EliteBook AMD 6 série 9	4.945,68 €	ECONOCOM
TOTAL		54.904,06 €	
TOTAL +TVA		66.434,00 €	

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2022, soit 66.434,00 € ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 22 décembre 2022, de désigner, sur base de la convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique pour un montant estimé à 54.904,06 € hors TVA (66.434,00 €, TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 7201/742-53/15 du service extraordinaire de l'exercice 2022 (financement de la dépense par un emprunt).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2022;

Overwegende dat er informaticamateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst FRANSTALIG ONDERWIJS 7201/742-53/15

Hoeveelheid		Prijs x hoeveelheid	Opdrachtnemer
11	Digibord	€ 32.175,00	KOESIO
4	Muurbeugel IWB	€ 2.700,00	KOESIO
7	Voet IWB	€ 5.425,00	KOESIO
5	Pen IWB	€ 350,00	REDCORP
15	Laptophoes	€ 164,00	ECONOCOM
9	IPAD 9 10.2 2019 128 Gb + Jamf (Zuludesk)	€ 3.102,03 + € 180,00	ECONOCOM
20	Bescherming glazen scherm	€ 529,60	REDCORP
20	IPAD 9 Cover (NutKase Bambino)	€ 431,40	ECONOCOM
3	Webcam PC (Sandberg)	€ 90,36	REDCORP
5	WiFi-materiaal (Switch - Netgear Smart GS724TPP)	€ 1.963,15	UPFRONT
17	Antennes (Netgear Insight WAX610)	€ 2.847,84	ECONOCOM
8	HP EliteBook AMD 6 serie 9	€ 4.945,68	ECONOCOM
TOTAAL		€ 54.904,06	
TOTAAL incl. btw		€ 66.434,00	

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2022, namelijk 66.434,00 €;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van telefonie- en informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 54.904,06 € excl. btw (66.434,00 €, incl. btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2022 (financiering van de uitgave door een lening).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## RECEVEUR - ONTVANGER

### Recette - Ontvangsten

20 **Finances – Receveur – Procès-verbal de vérification de caisse – 2e trimestre 2022.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la Nouvelle loi communale ;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le 30 juin 2022.

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit :

Compte courant (Belfius)	+	1.103.091,93
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	+	46.349.544,85
Carnet de compte (Belfius)	+	1.000.000,00
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	+	0,00
Compte à vue (BNP Paribas Fortis)	+	1.621.353,47
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Compte 32D + Account (BNP Paribas Fortis)	+	964,37
Emprunts ING	+	0,00
Compte à vue ( ING )	-	1.017.543,54
Compte d'épargne (ING)	+	250.000,00
Compte postchèque	+	1,44
Caisse centrale communale	+	35.262,12
Module de caisse	+	230,00
Compte en agence (passeport-permis)	+	150.781,52
Compte en agence (population)	+	40.421,82
Compte en agence (Etat-civil)	+	83.715,41
Compte en agence (Irisbox)	+	125.616,90
		-----
		<b>49.743.440,29</b>

L'avoir positif de 49.743.440,29 € a été justifié.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Financiën – Ontvanger – Proces-verbaal van kasnazicht – 2de kwartaal 2022.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van onderzoek der gemeentekas opgemaakt op **30 juni 2022**.

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit:

Rekening-courant (Belfius)	+	1.103.091,93
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	+	46.349.544,85
Rekeningboekje (Belfius)	+	1.000.000,00
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	+	0,00
Zichtrekening (BNP Paribas Fortis)	+	1.621.353,47



Spaarrekening plus (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	+	0,00
Rekening 32D + Account (BNP Paribas Fortis)	+	964,37
Leningen ING	+	0,00
Zichtrekening (ING)	-	1.017.543,54
Groen boekje (ING)	+	250.000,00
Postchequerekening	+	1,44
Centrale Gemeentekassa	+	35.262,12
Kassa Module	+	230,00
Rekening in agentschap (paspoort/rijbewijs)	+	150.781,52
Rekening in agentschap (bevolking)	+	40.421,82
Rekening in agentschap (burgerlijke staat)	+	83.715,41
Rekening in agentschap (Irisbox)	+	125.616,90
		-----
		<b>49.743.440,29</b>

Het positief vermogen van 49.743.440,29 € werd verantwoord.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

## FINANCES - FINANCIËN

### Taxes - Belastingen

#### 21 Finances - Taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales - Règlement - Renouvellement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales, voté par le conseil communal du 20 décembre 2022 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une

répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales étant en mesure de placer des flèches directionnelles à des fins commerciales sur le territoire de la Commune de Forest disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

*Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir; sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;*

*Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;*

*Considérant le contexte économique défavorable, auquel est également confrontée la commune de Forest ;*

*Considérant dès lors qu'il convient d'adapter le taux de la taxe pour l'année 2023, et de l'augmenter de 2% par an les années suivantes ;*

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales comme suit :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2023 à 2025 une taxe sur les signaux de direction placés à l'initiative d'une entreprise industrielle ou commerciale :

Sont visés :

- les signaux de direction permanents;
- les signaux de direction temporaires.

Article 2.

Le placement de flèches directionnelles à des fins commerciales sur la voie publique est interdit, sauf autorisation préalable de l'autorité compétente.

Article 3.

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée

Article 4

Le taux de la taxe est fixé en 2023 à 1,1 € du décimètre carré sans que celle-ci puisse être inférieure à 121,44 € par flèche. Les années suivantes, le taux annuel minimum, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2024	2025
123,86 €	126,34 €

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière quelle que soit la date d'installation de la flèche.

#### Article 5.

Lorsque l'administration communale constate l'existence de signaux de direction permanents ou temporaires, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, *dans un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la formule de déclaration. Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.*

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

En ce qui concerne les signaux de direction temporaires, le contribuable est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard la veille du jour au cours duquel le placement a lieu, les éléments nécessaires à la taxation.

#### Article 6.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

#### Article 7.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Financiën - Belasting op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden - Reglement - Hernieuwing - Wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd

aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden, gestemd door de gemeenteraad van 20 december 2022;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economische activiteit is, die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de fysieke of rechtspersonen die in staat zijn richtingspijlen voor commerciële doeleinden te plaatsen op het grondgebied van de Gemeente Vorst, beschikken over bijdragemogelijkheden die hen in staat stellen om de hen ten laste gelegde belastingen te betalen;

*Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;*

*Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;*

*Overwegende de ongunstige economische context waarmee ook de gemeente Vorst wordt geconfronteerd;*

*Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is de belastingvoet voor het jaar 2023 aan te passen en de volgende jaren met 2% per jaar te verhogen;*

**BESLIST:**

Het belastingreglement op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden als volgt te wijzigen:

#### Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2023 tot 2025 een belasting gevestigd op de richtingsborden geplaatst op initiatief van een industrie- of handelsbedrijf :

Worden beoogd:

- de permanente richtingsborden;
- de tijdelijke richtingsborden;

## Artikel 2

Het plaatsen van richtingspijlen voor commerciële doeleinden op de openbare weg is verboden, behalve met voorafgaandelijke toestemming van de bevoegde overheid.

## Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste toelating werd uitgereikt.

## Artikel 4

Het belastingtarief is vastgesteld op 1,1 € per vierkante decimeter, zonder dat dit minder mag bedragen dan 121,44 € per pijl voor het jaar 2023. De volgende jaren zal het minimum jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2024	2025
123,86 €	126,34 €

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van plaatsing van de pijl.

## Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van permanente of tijdelijke richtingsborden vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd *binnen 30 kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de verzending van het aangifteformulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot de herroeping ervan door de belastingplichtige, gericht aan de dienst Belastingen.*

In geval van betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar bewijskracht hebben.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Wat de tijdelijke richtingsborden betreft, is de belastingplichtige gehouden, uiterlijk de dag vóór ze geplaatst worden, aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken.

## Artikel 6

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te laten geworden.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

## Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Messieurs Hacken et Loewenstein demandent pour quelle raison le Conseil est appelé à se prononcer à nouveau sur ce point alors qu'il a déjà été approuvé lors de la précédente séance.**

**Monsieur Loewenstein observe que lors de la précédente séance, un règlement-taxe a déjà été adopté sur le même objet ; ajoute que l'on diminue le montant à un minimum de 121,44 € par flèche en 2023, 123,86 € en 2024 et 126,34 € en 2025.**

**Monsieur Spapens explique qu'il y avait une erreur d'indexation de certains montants dans la mouture approuvée par le Conseil lors de la précédente séance.**

**De heren Hacken en Loewenstein vragen waarom de Raad opnieuw wordt verzocht over dit punt te beslissen, terwijl het reeds tijdens de vorige zitting is goedgekeurd.**

**De heer Loewenstein merkt op dat tijdens de vorige zitting reeds een belastingreglement over hetzelfde onderwerp is aangenomen; hij voegt eraan toe dat het bedrag wordt verlaagd tot minimaal 121,44 € per pijl in 2023, 123,86 € in 2024 en 126,34 € in 2025.**

**De heer Spapens legt uit dat er een fout is geslopen in de indexering van bepaalde bedragen in de door de Raad tijdens de vorige zitting goedgekeurde versie.**

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### Centrale d'achats - Aankoopcentrale

- 22 **Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition de mobilier et jeux d'extérieur - Choix de la procédure de passation des marchés publics et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 2022-F-052 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de mobilier et de jeux d'extérieur

(remplacement de biens usagés et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 8 décembre 2022 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition de mobilier et jeux extérieur ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 11.239,70 hors TVA ou € 13.600,04, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/741-51/ - /16 (subsidé à 100% à l’article de recette 7201/661-51/ - /16), 844/741-51/ - /19 (financement par emprunt) et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2022 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 8 décembre 2022 de passer un marché public ayant pour objet “Acquisition de mobilier et jeux extérieur” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 11.239,70 € hors TVA ou 13.600,04 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/741-51/ - /16 (subsidé à 100% à l’article de recette 7201/661-51/ - /16), 844/741-51/ - /19 (financement par emprunt) et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van buitenspeelgoed en -meubilair – Keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – 2022-F-052 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om buitenspeelgoed en -meubilair aan te kopen (vervanging van gebruikte goederen en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van buitenspeelgoed en -meubilair” via de

procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 11.239,70 € excl. btw of 13.600,04 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7201/741-51/ - /16 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 844/741-51/ - /19 (financiering door lening) en 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2022;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van buitenspeelgoed en -meubilair” via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 11.239,70 € excl. btw of 13.600,04 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7201/741-51/ - /16 (voor 100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16), 844/741-51/ - /19 (financiering door lening) en 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**23 Centrale d’achats – Marchés publics - Acquisition de vaisselle et ustensiles de cuisine – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – 2022-F-051 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition de vaisselle et ustensiles de cuisine



(remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 décembre 2022 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition de vaisselle et ustensiles de cuisine ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 973,68 € hors TVA ou 1.178.17 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/124-02/ - /16 du service ordinaire de l’exercice 2022 et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2022 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 décembre 2022 de passer un marché public ayant pour objet “Acquisition de vaisselle et ustensiles de cuisine ” via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 973,68 € hors TVA ou 1.178.17 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 7201/124-02/ - /16 du service ordinaire de l’exercice 2022 et 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l’exercice 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van vaatwerk en keukengerei – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – 2022-F-051 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was vaatwerk en keukengerei aan te kopen (vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van vaatwerk en keukengerei” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 973,68 € excl. btw

of 1.178.17 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op de begrotingsartikelen 7201/124-02/ - /16 van de gewone dienst van dienstjaar 2022 en 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2022;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van vaatwerk en keukengerei” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 973,68 € excl. btw of 1.178.17 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op de begrotingsartikelen 7201/124-02/ - /16 van de gewone dienst van dienstjaar 2022 en 844/744-98/ - /19 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

24 **Centrale d’achats – Marchés publics – Acquisition d’appareils de mesure – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – 2022-F-050 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition d’appareils de mesure (remplacement et nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 01 décembre 2022 de passer un marché public ayant pour objet “ Acquisition d’appareils de mesure ” via la procédure de marché public de

faible montant pour un montant estimé à 1.239,70 € hors TVA ou 1.500,04 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 922/744-98/ - /39 (financement par emprunt),104/744-51/ - /32 (financement par emprunt), et 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) du service extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 01 décembre 2022 de passer un marché public ayant pour objet "Acquisition d'appareils de mesure " via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 1.239,70 € hors TVA ou 1.500,04 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles budgétaires 922/744-98/ - /39 (financement par emprunt),104/744-51/ - /32 (financement par emprunt), et 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) du service extraordinaire de l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van meetapparatuur – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – 2022-F-050 – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om meetapparatuur aan te kopen (vervanging en nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2022 betreffende de gunning van een overheidsopdracht met als voorwerp "Aankoop van meetapparatuur" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.239,70 € excl. btw of 1.500,04 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op de begrotingsartikelen 922/744-98/ - /39 (financiering door lening),104/744-51/ - /32 (financiering door lening), en 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16) van de buitengewone dienst van

dienstjaar 2022;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2022 betreffende de gunning van een overheidsopdracht met als voorwerp “Aankoop van meetapparatuur” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 1.239,70 € excl. btw of 1.500,04 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op de begrotingsartikelen 922/744-98/ - /39 (financiering door lening), 104/744-51/ - /32 (financiering door lening), en 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies

#### 25 Développement Durable - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant le projet subsidié « les potagers de la chaussée de Neerstalle » ;

Considérant qu'il convient de créer un espace ombragé et de rangement pour les jardiniers du potager des Huileries ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 08 décembre 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «construction d'une structure en bois (type pergola) pour amener de l'ombre et un espace de rangement aux jardiniers du potager des Huileries», pour un montant s'élevant à 8.919,15 € TVAC et inscrit à l'article de dépense 879/721-60/63 et de recette 879/665-52/63 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 08 décembre 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «construction d'une structure en bois (type pergola) pour amener de l'ombre et un espace de rangement aux jardiniers du potager des Huileries», pour un montant s'élevant à 8.919,15 € TVAC et inscrit à l'article de dépense 879/721-60/63 et de recette 879/665-52/63 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Duurzame Ontwikkeling – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het gesubsidieerde project “de moestuinen van de Neerstalsesteenweg”;

Overwegende dat het noodzakelijk is schaduw en een opslagruimte te creëren voor de tuinders van de

moestuin van Olieslagerij;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “bouw van een houten structuur (type pergola) om schaduw en een opslagruimte te creëren voor de tuinders van de moestuin van de Olieslagerij”, voor een bedrag van 8.919,15 € incl. btw en ingeschreven op artikel van uitgave 879/721-60/63 en artikel van ontvangst 879/665-52/63 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “bouw van een houten structuur (type pergola) om schaduw en een opslagruimte te creëren voor de tuinders van de moestuin van de Olieslagerij”, voor een bedrag van 8.919,15 € incl. btw en ingeschreven op artikel van uitgave 879/721-60/63 en van ontvangst 879/665-52/63 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## Voirie, Eau, Espaces verts - Wegenis, Water, Groene ruimten

### 26 **Eau - Opération Quick Wins en matière de Gestion Intégrée des Eaux Pluviales (GIEP) - Crèche les Marmots - Subvention de Bruxelles Environnement - Convention.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant l’opération Quick Wins en matière de GIEP lancée par Bruxelles Environnement qui vise l’amélioration de la résilience de la région bruxelloise aux changements climatiques ;

Considérant que cette opération comporte deux actions:

- la réalisation d’un audit sur la gestion des eaux pluviales sur un site communal qui identifiera les « Quick-wins » à mettre en œuvre rapidement (1 an max) pour un montant jusqu’à 30.000 euros ;
- la mise en œuvre des « Quick-wins », soit par une centrale d’achat désignée par Bruxelles Environnement, soit par un entrepreneur contracté par la Commune.

Considérant que la commune de Forest a sélectionné comme site communal la crèche les Marmots sise avenue des Sept Bonniers, 155 à 1190 Forest ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2022, d’octroyer à la commune de Forest un subside de 30.000 € pour la mise en œuvre de l’opération « Quick Wins » en matière de GIEP sur le site de la crèche les Marmots ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la convention relative au subside mentionné ci-dessus et jointe au dossier ;

DECIDE,

D'adopter la convention entre la commune et Bruxelles Environnement, jointe en annexe ;

De charger la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la commune lors de la signature de cette convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Water – Operatie QuickWins inzake geïntegreerd regenwaterbeheer (GRWB) – Kinderdagverblijf 'Les Marmots' – Subsidie van Leefmilieu Brussel – Overeenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de QuickWins-operatie op het vlak van GRWB van Leefmilieu Brussel, die tot doel heeft het Brussels Gewest beter bestand te maken tegen klimaatverandering;

Overwegende dat deze operatie twee acties omvat:

- uitvoering van een audit inzake regenwaterbeheer op een gemeentelijke site, waarbij de QuickWins worden geïnventariseerd die snel (max. 1 jaar) kunnen worden uitgevoerd, voor een bedrag van maximaal 30.000 euro;
- de uitvoering van de QuickWins, hetzij door een door Leefmilieu Brussel aangewezen aankoopcentrale, hetzij door een door de gemeente gecontracteerde aannemer;

Overwegende dat de gemeente Vorst het kinderdagverblijf Les Marmots, gelegen aan de Zevenbunderslaan 155 te 1190 Vorst, als gemeentelijke site heeft geselecteerd;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2022 om de gemeente Vorst een subsidie van 30.000 € toe te kennen voor de uitvoering van de operatie QuickWins op het vlak van GRWB op de site van het kinderdagverblijf Les Marmots;

Overwegende dat de bij het dossier gevoegde overeenkomst betreffende de bovenvermelde subsidie moet worden goedgekeurd;

BESLIST,

De overeenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel, toegevoegd als bijlage, goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van deze overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Hacken demande des précisions quant aux « quick wins » évoqués par la convention.**

**Monsieur Mugabo fournit des précisions sur le projet : il s'agit pour l'essentiel d'un audit de bâtiments publics dans l'optique d'une gestion plus durable des eaux pluviales (noues, citernes, etc.).**

**Madame Père ajoute que cet audit est un préalable à la rénovation de la crèche.**

**De heer Hacken vraagt om verduidelijking over de "QuickWins" die in de overeenkomst worden genoemd.**

**De heer Mugabo geeft toelichting over het project: het gaat hoofdzakelijk om een audit van openbare gebouwen met het oog op een duurzamer beheer van het regenwater (greppels, tanks, ...).**

**Mevrouw Père voegt eraan toe dat deze audit een vereiste is voor de renovatie van het kinderdagverblijf.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR**

### **Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen**

#### **27 Personnel - Règlement des congés du personnel contractuel - Congés dus à des services exceptionnels et congés compensatoires - Modification.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'art. 145 §1 ;

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment les articles 20ter, §4 et 29, §1 ;

Vu le règlement des congés applicables au personnel contractuel, adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre II « *Congés dus à des services exceptionnels et congés compensatoires* », A. Généralités (CC 27/4/04 - MRBC 22/06/04) - Article 1 ;

Considérant que suite à la modification des rythmes scolaires de la communauté française, il y a lieu d'adapter les règlements des congés votés en date du 26 juin 2001 en prolongeant le délai autorisé pour solder les congés compensatoires du 30 avril au 31 mai ;

Vu le protocole d'accord n° 479 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 12 décembre 2022 ;

DECIDE,

De modifier le chapitre II « *Congés dus à des services exceptionnels et congés compensatoires* », A) Généralités - Article 1er du règlement des congés du personnel contractuel comme suit :

**Ancien texte :**

#### **ARTICLE 1**



Les congés pour services exceptionnels obtenus à partir du 01/01/2004 doivent être liquidés au plus tard le 31 décembre de l'année suivante. (cc 01/02/05 – MRBC 31/03/05).

**Les congés compensatoires obtenus à partir du 01/01/2002 doivent être liquidés au plus tard le 30 avril de l'année suivante.**

A l'avenir, les heures et jours non utilisés ne seront plus cumulés.

**Nouveau texte :**

### **ARTICLE 1**

Les congés pour services exceptionnels obtenus à partir du 01/01/2004 doivent être liquidés au plus tard le 31 décembre de l'année suivante. (cc 01/02/05 – MRBC 31/03/05).

**Les congés compensatoires octroyés à partir de l'année 2022 devront être liquidés au plus tard le 31 mai de l'année suivante.**

Les heures et jours non utilisés ne sont plus cumulés.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Personeel - Reglement betreffende de verloven van de contractuele personeelsleden - Verlof voor uitzonderlijke diensten en compensatieverlof - Wijziging.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 145 §1;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid artikelen 20ter, §4 en 29, §1;

Gelet op het verlofreglement dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid hoofdstuk II 'Verlof voor uitzonderlijke diensten en compensatieverlof', A. Algemeenheden (GR 27/4/04 - MBHG 22/06/04) - Artikel 1;

Overwegende dat het, ten gevolge van de wijziging van de schoolvakantieregeling van de Franse Gemeenschap, aangewezen is de verlofreglementen, aangenomen op 26 juni 2001, aan te passen door de termijn voor het opnemen van compensatieverloven te verlengen van 30 april naar 31 mei;

Gelet op protocolakkoord nr. 479, gesloten tussen de overheden en de representatieve vakorganisaties op 12 december 2022;

BESLIST

Hoofdstuk II 'Verlof voor uitzonderlijke diensten en compensatieverlof', A) Algemeenheden - Artikel 1 van het reglement betreffende de verloven van het contractuele personeel als volgt te wijzigen:

**Oude tekst:**

#### **ARTIKEL 1**

De verloven voor uitzonderlijke diensten bekomen vanaf 1 januari 2004 moeten opgenomen worden ten laatste op 31 december van het volgend jaar. (gr 01/02/05 – MBHG 31/03/05).

**De compensatieverloven bekomen vanaf 1 januari 2002 moeten opgenomen worden ten laatste op 30 april van het volgend jaar.**

De niet opgenomen dagen en uren zullen niet meer kunnen worden gecumuleerd.

**Nieuwe tekst:**

#### **ARTIKEL 1**

De verloven voor uitzonderlijke diensten bekomen vanaf 1 januari 2004 moeten opgenomen

worden ten laatste op 31 december van het volgend jaar. (gr 01/02/05 – MBHG 31/03/05).

**De compensatieverloven bekomen vanaf het jaar 2022 moeten ten laatste op 31 mei van het volgende jaar worden opgenomen.**

De niet opgenomen dagen en uren kunnen niet meer gecumuleerd worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

28 **Personnel - Règlement des congés du personnel statutaire - Modification - Prolongation du délai pour solder les congés compensatoires.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'art. 145 §1 ;

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment les articles 20ter, §4 et 29, §1 ;

Vu le règlement des congés applicables au personnel statutaire et en stage, adopté en séance du 26 juin 2001 et ses modifications ultérieures, en particulier son chapitre II « *Congés dus à des services exceptionnels et congés compensatoires* », A. Généralités (CC 27/4/04 - MRBC 22/06/04) - Article 1 ;

Considérant que suite à la modification des rythmes scolaires de la communauté française, il y a lieu d'adapter les règlements des congés votés en date du 26 juin 2001 en prolongeant le délai autorisé pour solder les congés compensatoires du 30 avril au 31 mai ;

Vu le protocole d'accord n° 479 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 12 décembre 2022 ;

DECIDE,

De modifier le chapitre II « *Congés dus à des services exceptionnels et congés compensatoires* », A) Généralités - Article 1er du règlement des congés du personnel statutaire et en stage comme suit :

**Ancien texte :**

**ARTICLE 1**

Les congés pour services exceptionnels obtenus à partir du 01/01/2004 doivent être liquidés au plus tard le 31 décembre de l'année suivante. (cc 01/02/05 – MRBC 31/03/05).

**Les congés compensatoires obtenus à partir du 01/01/2002 doivent être liquidés au plus tard le 30 avril de l'année suivante.**

A l'avenir, les heures et jours non utilisés ne seront plus cumulés.

**Nouveau texte :**

**ARTICLE 1**

Les congés pour services exceptionnels obtenus à partir du 01/01/2004 doivent être liquidés au plus tard le 31 décembre de l'année suivante. (cc 01/02/05 – MRBC 31/03/05).

**Les congés compensatoires octroyés à partir de l'année 2022 devront être liquidés au plus tard le 31 mai de l'année suivante.**

Les heures et jours non utilisés ne sont plus cumulés.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

## **Personeel - Reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel - Wijziging - Verlenging van de termijn om compensatieverlof op te nemen.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 145 §1;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid artikelen 20ter, §4 en 29, §1;

Gelet op het verlofreglement dat van toepassing is op het vastbenoemde personeel en op de agenten in stage, aangenomen in zitting van 26 juni 2001, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid hoofdstuk II 'Verlof voor uitzonderlijke diensten en compensatieverlof', A. Algemeenheden (GR 27/4/04 - MBHG 22/06/04) - Artikel 1;

Overwegende dat het, ten gevolge van de wijziging van de schoolvakantieregeling van de Franse Gemeenschap, aangewezen is de verlofreglementen, aangenomen op 26 juni 2001, aan te passen door de termijn voor het opnemen van compensatieverloven te verlengen van 30 april naar 31 mei;

Gelet op protocolakkoord nr. 479, gesloten tussen de overheden en de representatieve vakorganisaties op 12 december 2022;

BESLIST:

Hoofdstuk II 'Verlof voor uitzonderlijke diensten en compensatieverlof', A) Algemeenheden - Artikel 1 van het reglement betreffende de verloven van het vastbenoemde personeel en de agenten in stage als volgt te wijzigen:

### **Oude tekst:**

#### ARTIKEL 1

De verloven voor uitzonderlijke diensten bekomen vanaf 1 januari 2004 moeten opgenomen worden ten laatste op 31 december van het volgend jaar. (gr 01/02/05 – MBHG 31/03/05).

**De compensatieverloven bekomen vanaf 1 januari 2002 moeten opgenomen worden ten laatste op 30 april van het volgend jaar.**

De niet opgenomen dagen en uren zullen niet meer kunnen worden gecumuleerd.

### **Nieuwe tekst:**

#### ARTIKEL 1

De verloven voor uitzonderlijke diensten bekomen vanaf 1 januari 2004 moeten opgenomen worden ten laatste op 31 december van het volgend jaar. (gr 01/02/05 – MBHG 31/03/05).

**De compensatieverloven bekomen vanaf het jaar 2022 moeten ten laatste op 31 mei van het volgende jaar worden opgenomen.**

De niet opgenomen dagen en uren kunnen niet meer gecumuleerd worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

## Traitements et pensions - Wedden en pensioenen

### 29 Personnel – Statut pécuniaire – Indemnité de lessivage.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 119 et 145 §1 ;

Vu le statut pécuniaire de l'administration communale adopté en séance du 20 décembre 2002, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les agents affectés en qualité de gardien de la paix disposent d'un vêtement de travail ;

Vu le règlement de travail de l'administration communale, adopté en séance du 3 mars 2009, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, qui impose aux agents concernés de porter leur vêtement de travail ;

Considérant que ce vêtement de travail est un outil de travail indispensable qui permet aux citoyens forestois de clairement identifier les gardiens de la paix et, dès lors, de les interpeller si nécessaire ;

Considérant que le port de ce vêtement nécessite un lessivage régulier, qui actuellement n'est pas assumé par l'administration communale et incombe, dès lors, aux agents concernés ;

Considérant qu'il est équitable que l'administration communale intervienne dans les frais de lessivage du vêtement de travail qu'elle impose à ses agents, en absence de l'octroi de cette tâche à un prestataire externe par le biais d'un marché public ou d'une éventuelle prise en charge par ses propres services ;

Considérant que cela ne porte aucune préjudice à l'obligation des agents, prévue par le même article du règlement de travail de l'administration communale, de « *prendre soin des vêtements et équipements divers mis à leur disposition et de rendre ceux-ci lors de leur départ de l'administration* » ;

Vu le protocole d'accord n° 478 intervenu en date du 12 décembre 2022 entre les organisations syndicales représentatives et l'autorité communale ;

DECIDE,

D'ajouter un nouveau chapitre S « Indemnité de lessivage » du titre III « Allocations et suppléments » du statut pécuniaire de l'administration communale comme suit :

#### **S. INDEMNITÉ DE LESSIVAGE**

##### Article 1<sup>er</sup>

Les gardiens de la paix jouissent d'une indemnité de lessivage mensuelle afin de couvrir tous les frais de lavage et de nettoyage de leurs vêtements de travail.

Néanmoins, cette indemnité n'est pas octroyée si ces tâches sont confiées à un prestataire externe par le biais d'un marché public ou assumées par tout autre biais par l'administration communale.

##### Article 2

§1 Le montant de cette indemnité est fixé à 8 € pour un agents travaillant à temps plein et rattaché à l'indice pivot 138.01.

§2 Le montant mentionné au §1 est proratisé au régime horaire de l'agent.

§3 Aucune indemnité de lessivage est octroyée pour les périodes continuées d'au minimum 30

jours calendrier sans prestations de travail.

### Article 3

Les dispositions reprises dans le présent chapitre sont d'application à partir du 1<sup>er</sup> février 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

## **Personeel – Geldelijk statuut – Reinigingsvergoeding.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119 en 145 §1;

Gelet op het geldelijk statuut van het gemeentebestuur, aangenomen in zitting van 20 december 2002, en zijn latere wijzigingen;

Overwegende dat de personeelsleden die tewerkgesteld zijn als gemeenschapswachten over werkkledij beschikken;

Gelet op het arbeidsreglement van het gemeentebestuur, aangenomen in zitting van 3 maart 2009, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, dat de betrokken personeelsleden oplegt hun werkkledij te dragen;

Overwegende dat deze werkkledij een onmisbaar werkinstrument is, dat de Vorstenaren in staat stelt de gemeenschapswachten duidelijk te identificeren en zodoende, wanneer nodig, aan te spreken;

Overwegende dat het dragen van deze werkkledij een regelmatige reiniging met zich meebrengt en dat deze reiniging op dit ogenblik niet door het gemeentebestuur ten laste wordt genomen en bijgevolg ten laste is van de betrokken personeelsleden;

Overwegende dat het onontbeerlijk is dat het gemeentebestuur tussenkomt in de kosten van de reiniging van de werkkledij die het aan zijn personeelsleden oplegt, bij ontstentenis van de toewijzing van deze taak aan een externe dienstverlener door middel van een overheidsopdracht of een eventuele tenlasteneming door de eigen diensten;

Overwegende dat dit geen afbreuk doet aan de verplichting van de personeelsleden, voorzien door datzelfde artikel van het arbeidsreglement van het gemeentebestuur, om "*zorg te dragen voor de ter hun beschikking gestelde kleding en uitrusting en deze terug te bezorgen bij hun vertrek uit de gemeente*";

Gelet op protocolakkoord nr. 478, gesloten op 12 december 2022 tussen de representatieve vakbonden en de gemeentelijke overheid;

BESLIST,

Aan titel III 'Toelagen en supplementen' van het geldelijk statuut van het gemeentebestuur een nieuw hoofdstuk S 'Reinigingsvergoeding' als volgt toe te voegen:

## **S. REINIGINGSVERGOEDING**

### Artikel 1

De gemeenschapswachten genieten van een maandelijkse reinigingsvergoeding teneinde alle kosten voor het wassen en schoonmaken van hun werkkledij te dekken.

Niettemin wordt deze vergoeding niet toegekend indien deze taken toevertrouwd worden aan een externe dienstverlener door middel van een overheidsopdracht of op een andere wijze door het gemeentebestuur ten laste worden genomen.

#### Artikel 2

§1 Het bedrag van deze vergoeding wordt vastgelegd op € 8 voor personeelsleden die voltijds werken en wordt verbonden aan spilindex 138.01.

§2 Het in §1 vermelde bedrag wordt geprorateerd aan de werktijd van het personeelslid.

§3 Voor ononderbroken perioden van minstens 30 kalenderdagen zonder arbeidsprestaties wordt er geen reinigingspremie toegekend.

#### Artikel 3

De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking op 1 februari 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

### 30 **Personnel – Echelles barémiques – Révision de la décision du conseil communal du 23/11/2021.**

LE CONSEIL,

Vu l'art 145 §1 de la Nouvelle Loi communale, qui stipule que « *Le conseil communal fixe [le] statut pécuniaire et les échelles de traitement des agents de la commune, à l'exception de ceux dont le traitement est fixé par la présente loi ou par la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement [...]* » ;

Vu sa décision du 23 novembre 2021 relative à la fixation des échelles barémiques applicables au personnel communal en exécution du protocole d'accord 2021/1 du 20 septembre 2021, conclu au sein du Comité de négociation C – Comité des services publics locaux – sous-section Région de Bruxelles Capitale, pour les années 2021 à 2025 introduisant des nouvelles mesures en faveur du personnel des administrations locales ;

Considérant que ces échelles barémiques ont été transférées au service fédéral des pensions par le biais du portail informatique ATLAS, mis à disposition par le service public fédéral dans le cadre du dossier individuel CAPELO (« carrière publique électronique ») de chaque agent ;

Considérant qu'afin d'adapter les salaires du personnel communal en application de la décision du conseil communal du 23 novembre 2021, les nouvelles échelles barémiques ont été encodées dans le logiciel informatique de gestion des salaires de l'administration; que lors de cet encodage, chaque nouveau barème a été généré automatiquement par le logiciel en fonction du nombre d'augmentations annales et biennales ;

Considérant qu'il s'est avéré que le logiciel informatique de gestion de la paie a généré des montants *différents* des barèmes votés ; que la différence s'élève à quelques unités, voire dixièmes d'euro - sur base annuelle et ce en raison d'arrondis mathématiques ;

Considérant que les échelles barémiques générées par le logiciel de gestion de paie servent de base de calcul de pension dans le cadre du dossier individuel CAPELO ; que les montants de ces échelles

barémiques doivent impérativement correspondre, au cent près, à ceux fixés par le conseil communal, la décision du conseil servant de référence légale au ministère fédéral, dans le cadre du dossier CAPELO ;

Considérant que la différence constatée, entre les montants des barèmes salariaux générés par le système de gestion de la paie et ceux utilisés pour le calcul des pensions dans le cadre du dossier de pension CAPELO a dû être corrigée pour chaque échelle barémique concernée, votée par le conseil ;

Considérant qu'il y a lieu de faire acter par le conseil les montants barémiques corrigés afin de faire correspondre les barèmes votés par le conseil (l'acte du conseil servant de « base légale »), à ceux utilisés dans le cadre du dossier CAPELO ; qu'il est par conséquent nécessaire de revoir la décision du conseil communal du 23 novembre 2021 en apportant les corrections nécessaires relatives aux arrondis mathématiques ;

Considérant que cette correction a été effectuée pour ce qui concerne les barèmes et échelons entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021 (cf. sa décision du 24 mai 2022) ;

Considérant qu'il y a lieu d'effectuer cette même correction séparément pour les barèmes entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

Considérant qu'il s'agit de *correction* – et non d'une modification – des échelles barémiques fixées par le conseil communal ;

DECIDE,

- De revoir sa décision du 23 novembre 2021 relative à la fixation des échelles barémiques communales et ce afin de faire correspondre les barèmes utilisés pour le calcul du salaire des agents communaux (=barèmes générés automatiquement par le logiciel informatique de paie) à ceux utilisés dans le cadre du projet CAPELO relatif à la pension des agents ;

La révision de sa décision du 23 novembre 2021 vise à corriger les arrondis mathématiques, causant une incompatibilité ;

- De fixer les échelles barémiques *corrigées* en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023, applicables au personnel communal, comme reprises dans les tableaux annexés à la présente décision ; et de formaliser les corrections apportées auprès du ministère fédéral des pensions via le portail informatique Atlas.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

## **Personeel - Weddeschalen - Herziening van de beraadslaging van de gemeenteraad van 23/11/2021.**

DE RAAD

Gezien art. 145 §1 van de Nieuwe Gemeentewet, "... de gemeenteraad bepaalt : de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeentepersoneel, met uitzondering van de personeelsleden wier bezoldigingsregeling wordt vastgesteld door deze wet of door de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving [...]";

Gelet op zijn beslissing van 23 november 2021 betreffende de vaststelling van de baremieke weddeschalen van toepassing op het gemeentepersoneel in uitvoering van het protocol van akkoord nr. 2021/1 van 20 september 2021, afgesloten binnen het onderhandelingscomité C – Comité van de lokale publieke overheden – onderafdeling Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor de jaren 2021 tot 2025 inzake nieuwe maatregelen ten voordele van het personeel van de lokale besturen;

Overwegende dat deze baremieke weddeschalen verstuurd werden naar de Federale Overheidsdienst voor Pensioenen via het informaticaportaal ATLAS, ter beschikking gesteld door de federale overheidsdienst in het kader van het individueel CAPELO-dossier ("carrière publique électronique") van elke agent;

Overwegende dat teneinde de weddes van het gemeentepersoneel aan te passen in toepassing van de gemeenteraadsbeslissing van 23 november 2021, de nieuwe baremieke loonschalen ingebracht werden in het informaticaprogramma voor het beheer van de weddes van het bestuur; dat tijdens de verwerking elk nieuw barema automatisch gegenereerd werd door het programma, in functie van het aantal jaarlijkse en tweejaarlijkse verhogingen;

Overwegende dat het informaticaprogramma voor het beheer van de weddes jaarbedragen gegenereerd heeft die *afwijken* van deze gestemd door de gemeenteraad; dat deze afwijking enkele eenheden of eurocenten bedraagt op jaarbasis, ingevolgt rekenkundige afrondingen;

Overwegende dat de baremieke weddeschalen gegenereerd door het informaticaprogramma voor het beheer van de weddes als berekeningsbasis dienen voor het pensioen in het kader van het individueel CAPELO-dossier; dat de bedragen van deze weddes nauwkeurig, op de cent na, moeten overeenstemmen met deze gestemd door de gemeenteraad, waarbij de gemeenteraadsbeslissing geldt als wettelijke basis voor de federale overheidsdienst in het kader van het CAPELO-dossier;

Overwegende dat het vastgestelde verschil tussen de bedragen van de baremieke weddes gegenereerd door het programma voor het beheer van de weddes en deze gebruikt voor de berekening van de pensioenen in het kader van het CAPELO-dossier, verbeterd dient te worden voor elke betroffen baremieke weddeschaal, gestemd door de gemeenteraad;

Overwegende dat de gemeenteraad de verbeterde baremieke loonschalen dient te akteren teneinde de gestemde loonschalen (de gemeenteraadsbeslissing geldt als "wettelijke basis") in overeenstemming te brengen met deze gebruikt in het kader van het CAPELO-dossier; dat het bijgevolg noodzakelijk is de gemeenteraadsbeslissing van 23 november 2021 te herzien en de nodige verbeteringen aan te brengen betreffende de rekenkundige afrondingen;

Overwegende dat deze verbetering uitgevoerd werd voor de baremieke weddeschalen en weddetrappen, van toepassing vanaf 1 januari 2021 (cf. beslissing van 24 mei 2022);

Overwegende dat het noodzakelijk is dezelfde verbetering - afzonderlijk - door te voeren voor de baremieke weddeschalen, van toepassing vanaf 1 januari 2023;

Overwegende dat het een verbetering betreft – en geen wijziging – van de baremieke weddeschalen vastgesteld door de gemeenteraad;

## BESLIST

- Zijn beslissing van 23 november 2021 betreffende de vaststelling van de baremieke weddeschalen te herzien, teneinde de weddeschalen gebruikt voor de berekening van de wedde van de gemeentelijke agenten (= barema's automatisch gegenereerd door het informaticaprogramma voor het beheer van de weddes) in overeenstemming te brengen met deze gebruikt in het kader van het CAPELO-project betreffende het pensioen van de agenten;

De herziening van zijn beslissing van 23 november 2021 betreft de verbetering van de rekenkundige afrondingen die een incompatibiliteit teweegbrengen.

- De *verbeterde* baremieke weddeschalen die in voege getreden vanaf 1/1/2023, van toepassing op het gemeentepersoneel vast te stellen, zoals vermeld in de tabellen als bijlage bij de huidige beslissing; en de aangebrachte verbeteringen te formaliseren bij de FOD Pensioenen via het informaticaportaal Atlas.



De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

---

31 **Personnel – Plateforme eRH – Application itsme® – Convention.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'art. 117 ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 21 novembre 2000 de désigner la firme: Ciger SA (actuellement Civadis SA) Rue de Neverlée 12, Parc industriel de Rhisnes à 5020 Namur pour l'achat de logiciels informatiques communaux (notamment pour la gestion de la comptabilité, les taxes, ainsi que la gestion des dossiers salariaux du personnel via le logiciel "PERSEE") ;

Considérant que la plateforme « eRH », intégrée dans le logiciel « PERSEE », est actuellement est utilisée pour la gestion électronique des congés, mais également, pour les agents qui en ont fait le choix, la réception de fiches de paies électroniques accessibles via internet ;

Considérant que Civadis SA propose la mise en place gratuite du système d'identification itsme® afin de permettre aux agents de l'administration communale de se connecter en toute sécurité à la plateforme « eRH » ;

Considérant, dès lors, que la mise en place du système d'identification itsme® engendre aucun frais supplémentaire pour l'administration communale ;

Considérant néanmoins que la mise en place de ce système d'identification nécessite la conclusion d'une convention d'utilisation avec le Directorate général Transformation digitale du Service public fédéral Stratégie et Appui, qui offre le système itsme® ;

DECIDE,

D'approuver la convention d'utilisation avec le Directorate général Transformation digitale du Service public fédéral Stratégie et Appui régissant l'utilisation du système d'identification itsme®, jointe en anexe ;

De donner pouvoir au collège des bourgmestre et echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, pour signer ladite convention.

Le point est reporté.

---

**Personeel – Platform eRH – Toepassing itsme® - Overeenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 117;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2000 tot aanduiding van de firma Ciger SA (tegenwoordig Civadis SA), Rue de Neverlée 12, Parc industriel de Rhisnes te 5020 Namen, voor de aankoop van gemeentelijke informaticasoftware (inzonderheid voor

het beheer van de boekhouding, de belastingen, alsook de weddedossiers van de personeelsleden via het softwareprogramma 'PERSEE');

Overwegende dat het platform 'eRH', dat geïntegreerd is in het softwareprogramma 'PERSEE', op dit ogenblik gebruikt wordt voor het elektronische beheer van de verloven, maar tevens, voor de personeelsleden die dat wensen, voor de ontvangst van elektronische weddefiches via het internet;

Overwegende dat Civadis SA de gratis installatie van het identificatiesysteem itsme® aanbiedt teneinde de personeelsleden van het gemeentebestuur in staat te stellen in alle veiligheid in te loggen op het platform 'eRH';

Overwegende, bijgevolg, dat de installatie van het identificatiesysteem itsme® geen bijkomende kosten voor het gemeentebestuur teweeg zal brengen;

Overwegende echter dat de installatie van dit identificatiesysteem de sluiting van een gebruiksovereenkomst met het Directoraat-Generaal Digitale Transformatie van de Federale overheidssdienst Beleid en Ondersteuning, dat het systeem itsme® aanbiedt, vereist;

BESLIST,

De gebruiksovereenkomst met het Directoraat-Generaal Digitale Transformatie van de Federale Overheidssdienst Beleid en Ondersteuning met betrekking tot het gebruik van het identificatiesysteem itsme®, opgenomen in bijlage, goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te machtigen voornoemde overeenkomst te tekenen.

Het punt wordt verdaagd.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

### Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

#### 32 **Marchés publics – Approbation de l'avenant 4 du marché « 2003-S-XXX – Hôtel communal : Mission de coordination de sécurité et de santé » – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 236§3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 mai 2013 relative à l'attribution du marché « 2012-T-005 – Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase 1 : enveloppe extérieure – Lot 1 (Façades, toitures, menuiseries) » à la société Momentanée Bam Galère – Ferronnerie d'Art Dejeond-Delarge, rue Joseph Dupont 73 à 4053 Chaudfontaine pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de 5.784.312,38 € HTVA ou de 7.506.840,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 26 septembre 2013 relative à l'attribution du marché « 2012-T-005 – Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase 1 : enveloppe extérieure – Lot 2 (Vitreaux) » à la société Vitreaux d'Art, Avenue de Jette 3 à 1081 Koekelberg, pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de 90.942,28 € hors TVA ou 110.040,16 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 2 juillet 2015 approuvant l'avenant 1 à la mission de coordination sécurité santé pour la rénovation de l'Hôtel Communal de Forest pour un montant de 49.586,77 € HTVA ou 59.999,99 € TVAC, portant les honoraires du coordinateur à 89.999,98 € 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 décembre 2016 relative à l'approbation du décompte final du marché « 2012-T-005 – Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase 1 : enveloppe extérieure – Lot 1 (Façades, toitures, menuiseries) » portant le montant de cette partie des travaux à 6.559.317,89 € HTVA ou 7.936.774,65 € 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 17 décembre 2020 approuvant l'avenant 2 à la mission de coordination sécurité santé pour la rénovation de l'Hôtel Communal de Forest pour un montant de 12.396,69 € HTVA ou 15.000,00 € TVAC, portant les honoraires du coordinateur à 104.999,97 € 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 17 décembre 2020 approuvant l'**avenant 3** à la mission de coordination sécurité santé pour la rénovation de l'Hôtel Communal de Forest pour un montant de 12.396,69 € HTVA ou 15.000,00 € TVAC, portant les honoraires du coordinateur à **119.999,96 € 21% TVAC** ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 14 juillet 2016 relative à l'attribution du marché "Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase II: enveloppe intérieure" à la société Bam Galère, Rue Joseph Dupont 73 à 4000 Chaudfontaine, pour le montant d'offre contrôlé de 11.492.417,01 € hors TVA ou 13.905.824,58 €, 21% TVA comprise ou 13.920.000,00 €, 21% TVA et révision des prix comprises ;

Considérant qu'actuellement le montant des travaux de deux premières phases de rénovation et restauration de l'hôtel communal de Forest s'élève à 23.410.366,09 € HTVA, soit à 28.326.542,97 € TVAC (Phases 1 et 2) ;

Considérant que les phases suivantes des travaux doivent encore être exécutés : l'aménagement des combles, l'installation du paratonnerre, la mise en lumière intérieure et extérieure et l'aménagement des abords sont estimés à 5.366.000,00€ HTVA, soit à 6.492.860,00 € TVAC ce qui porte l'estimation

totale des travaux à 28.776.366,09 € HTVA ou 34.819.402,97 €, 21% TVA inclus (Phases 1 à 7) ;

Considérant qu'il convient dès lors de procéder à l'adaptation des honoraires du coordinateur sécurité-santé liée à l'évolution du montant global des travaux de rénovation et d'aménagement sur base du point 5 du chapitre 1 du cahier spécial des charges du marché de services 2003-S-XXX relatif au mode de détermination des honoraires dus au coordinateur sécurité-santé sur base d'un pourcentage de 0,38% relatif au montant des travaux ;

Considérant que l'estimation des honoraires du coordinateur sécurité-santé relatif aux travaux (Phases 1 à 7) de 28.776.366,09 € HTVA ou 34.819.402,97 €, 21% TVA inclus s'élève à 109.350,19 € HTVA, soit à 132.313,73 €, 21% TVA inclus ;

Considérant que le coordinateur a effectué des prestations supplémentaires conformément au point 7 du chapitre 2 du cahier des charges 2003-S-XXX au prix indiqué dans son offre pour un montant total de 9.895,00 € HTVA, soit de 11.972,95 € 21% TVA inclus ;

Considérant que l'estimation d'honoraires s'élève pour l'ensemble de la mission à 117.610,19 € HTVA, soit à **142.308,33 € 21% TVA inclus** ;

Considérant que le montant d'honoraires déjà perçus s'élève à 98.461,86 € HTVA, soit à 119.138,85 € TVAC ;

Considérant que le montant estimé d'honoraires à percevoir s'élève actuellement à 19.148,33 € HTVA, soit à **23.169,48 € TVAC** ;

Considérant qu'un montant de 15.000,00 € sera inscrit, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022, montant permettant de couvrir une partie des honoraires dus et liés à l'évolution du montant des travaux (marché basé sur un pourcentage relatif au montant des travaux) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 4 du marché «2003-S-XXX - Hôtel communal : Mission de coordination de sécurité et de santé», d'adapter le montant d'honoraires du coordinateur sécurité-santé WASCOS lié à l'évolution du montant global des travaux de rénovation et d'aménagement de l'Hôtel Communal et d'inscrire la dépense de 15.000,00 €, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 4 du marché «2003-S-XXX - Hôtel communal : Mission de coordination de sécurité et de santé», d'adapter le montant d'honoraires du coordinateur sécurité-santé WASCOS lié à l'évolution du montant global des travaux de rénovation et d'aménagement de l'Hôtel Communal et d'inscrire la dépense de 15.000,00 €, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Goedkeuring van aanhangsel 4 van de opdracht “2003-S-XXX – Gemeentehuis: Opdracht van veiligheids- en gezondheidscoördinatie” – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 mei 2013 betreffende de gunning van de opdracht “2012-T-005 – Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase 1: buitenschil – Perceel 1 (Gevels, daken en schrijnwerk)” aan de tijdelijke vennootschap Bam Galère – Ferronnerie d’Art Dejeond-Delarge, rue Joseph Dupont 73 te 4053 Chaudfontaine voor het gecontroleerde en verbeterde offertebedrag van 5.784.312,38 € excl. btw of van 7.506.840,00 €, 21% btw en prijsherziening inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 september 2013 betreffende de gunning van de opdracht “2012-T-005 – Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase 1: buitenschil – Perceel 2 (Glasramen)” aan de vennootschap Vitraux d’Art, Jetselaan 3 te 1081 Koekelberg voor het gecontroleerde en verbeterde offertebedrag van 90.942,28 € excl. btw of 110.040,16 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 juli 2015 tot goedkeuring van aanhangsel 1 bij de opdracht van veiligheids- en gezondheidscoördinatie voor de renovatie van het Gemeentehuis van Vorst voor een bedrag van 49.586,77 € excl. btw of 59.999,99 € incl. btw, waardoor de erelonen van de coördinator op 89.999,98 €, 21% btw inbegrepen, gebracht worden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2016 tot goedkeuring van de eindafrekening van de opdracht “2012-T-005 – Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase 1: buitenschil – Perceel 1 (Gevels, daken, schrijnwerk)” waardoor het bedrag van dit deel van de werkzaamheden op 6.559.317,89 € excl. btw of 7.936.774,65 €, 21% btw inbegrepen, gebracht wordt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 tot goedkeuring van aanhangsel 2 bij de opdracht van veiligheids- en gezondheidscoördinatie voor de renovatie van het Gemeentehuis van Vorst voor een bedrag van 12.396,69 € excl. btw of 15.000,00 € incl. btw, waardoor de erelonen van de coördinator op 104.999,97 €, 21% btw inbegrepen, gebracht worden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 december 2020 tot goedkeuring van **aanhangsel 3** bij de opdracht van veiligheids- en gezondheidscoördinatie voor de renovatie van het Gemeentehuis van Vorst voor een bedrag van 12.396,69 € excl. btw of 15.000,00 € incl. btw, waardoor de erelonen van de coördinator op **119.999,96 €, 21% btw inbegrepen**, gebracht

worden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 juli 2016 betreffende de gunning van de opdracht “Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase II: binnenschil” aan de vennootschap Bam Galère, rue Joseph Dupont 73 te 4000 Chaudfontaine voor het gecontroleerde offertebedrag van 11.492.417,01 € excl. btw of 13.905.824,58 €, 21% btw inbegrepen, of 13.920.000,00 €, 21% btw en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat het bedrag van de werken van de eerste twee fasen van renovatie en restauratie van het gemeentehuis van Vorst momenteel 23.410.366,09 € excl. btw, of 28.326.542,97 € incl. btw (Fasen 1 en 2) bedraagt;

Overwegende dat de volgende fasen van de werken nog moeten worden uitgevoerd: de inrichting van de zolderverdieping, de installatie van de bliksemafleider, de plaatsing van binnen- en buitenverlichting en de inrichting van de omgeving worden geraamd op 5.366.000,00 € excl. btw, hetzij op 6.492.860,00 € incl. btw wat de totale raming van de werken brengt op 28.776.366,09 € excl. btw of 34.819.402,97 €, 21% btw inbegrepen (Fasen 1 tot 7);

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is over te gaan tot de aanpassing van de erelonen van de veiligheids- en gezondheidscoördinator die gepaard gaat met de evolutie van het globale bedrag van de renovatie- en inrichtingswerken op basis van punt 5 van hoofdstuk 1 van het bijzondere bestek van de opdracht voor diensten 2003-S-XXX betreffende de wijze van vaststelling van de erelonen verschuldigd aan de veiligheids- en gezondheidscoördinator op basis van een percentage van 0,38% met betrekking tot het bedrag van de werkzaamheden;

Overwegende dat de raming van de erelonen van de veiligheids- en gezondheidscoördinator met betrekking tot de werkzaamheden (Fasen 1 tot 7) ten bedrage van 28.776.366,09 € excl. btw of 34.819.402,97 €, 21% btw inbegrepen, 109.350,19 € excl. btw, hetzij 132.313,73 €, 21% btw inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat de coördinator aanvullende prestaties heeft uitgevoerd in overeenstemming met punt 7 van hoofdstuk 2 van het bestek 2003-S-XXX tegen de in zijn offerte vermelde prijs voor een totaalbedrag van 9.895,00 € excl. btw, zijnde 11.972,95 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de raming van de erelonen voor de hele opdracht 117.610,19 € excl. btw bedraagt, zijnde **142.308,33 €, 21% btw inbegrepen**;

Overwegende dat er reeds een bedrag aan erelonen van 98.461,86 € excl. btw, zijnde 119.138,85 € incl. btw geïnd werd;

Overwegende dat het te innen geraamde bedrag aan erelonen momenteel 19.148,33 € excl. btw bedraagt, zijnde **23.169,48 € incl. btw**;

Overwegende dat een bedrag van 15.000,00 € onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid zal worden ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022, een bedrag waarmee een deel van de verschuldigde erelonen kan worden gedekt die gepaard gaan met de evolutie van het bedrag van de werken (opdracht op basis van een percentage met betrekking tot het bedrag van de werken);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 4 van de opdracht “2003-S-XXX - Gemeentehuis: Opdracht van veiligheids- en gezondheidscoördinatie”, het bedrag aan erelonen van de veiligheids- en gezondheidscoördinator WASCOS dat gepaard gaat met de evolutie van het globale bedrag van de renovatie- en inrichtingswerken aan het Gemeentehuis, aan te passen; de uitgave van

15.000,00 € onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid in te schrijven op begrotingsartikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en de uitgave te financieren door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 4 van de opdracht "2003-S-XXX - Gemeentehuis: Opdracht van veiligheids- en gezondheidscoördinatie", het bedrag aan erelonen van de veiligheids- en gezondheidscoördinator WASCOS dat gepaard gaat met de evolutie van het globale bedrag van de renovatie- en inrichtingswerken aan het Gemeentehuis, aan te passen; de uitgave van 15.000,00 € onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid in te schrijven op begrotingsartikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Hacken demande si on peut concevoir que toutes ces réévaluations découlent du contexte inflatoire ; sont dûment justifiées par les fournisseurs ?**

**Madame Père assure que les services examinent avec toute l'attention requise ce type de demandes, qui doivent être dûment justifiées, preuves à l'appui.**

**De heer Hacken vraagt of het denkbaar is dat al deze herzieningen voortvloeien uit de inflatoire context; worden ze naar behoren gemotiveerd door de leveranciers?**

**Mevrouw Père verzekert dat de diensten dit soort verzoeken, die naar behoren moeten worden gemotiveerd, met de nodige aandacht onderzoeken.**

---

33 **Marchés publics - Approbation de l'avenant 11 du marché «2015-T-006 - Restauration et rénovation de l'hôtel communal de Forest, Phase II: enveloppe intérieure» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 236 §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs

classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant que le Cahier des Charges 2015-T-006 exige une réception par le SIAMU (Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente) à charge de l'adjudicataire ;*

*Considérant qu'afin de permettre cette réception l'Hôtel communal doit être équipé en l'éclairage de sécurité ;*

*Considérant que l'éclairage de sécurité ne fait pas partie de la commande actuelle de l'adjudicataire à l'exception de l'éclairage de sécurité directionnel ;*

*Considérant que dès lors il est nécessaire de commander l'éclairage de sécurité à l'adjudicataire ;*

*Considérant qu'il faut augmenter la quantité des éclairages de sécurité directionnels pour répondre aux exigences du SIAMU ;*

*Considérant que la commune de Forest a publié le marché 2022-T-035 pour la restauration des luminaires classés comprenant le placement des nouvelles batteries de secours dans ces luminaires ; que ce marché devrait être attribué en 2022 et exécuté en 2023 ;*

*Considérant que dès lors la solution temporaire la plus économique consiste en placement d'un UPS pour le circuit des salles de prestige en attendant le placement des batteries de secours en 2023 ;*

*Considérant que cette commande supplémentaire s'inscrit dans la perspective de continuité des travaux remise en normes à réaliser à l'Hôtel communal de Forest et respectent la nature et l'objet du marché initial ;*

*Considérant que le changement de contractant est impossible pour des raisons techniques et entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur;*

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 57,13% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 18.057.627,82 hors TVA ou € 21.849.729,66, 21% TVA comprise ;

Considérant que le Ministre des Pouvoirs Locaux a approuvé en date du 27 juillet 2022 l'exécution de l'article 104/723-60/64 ayant pour objet les nouveaux luminaires de l'Hôtel communal ;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 11 du marché «2015-T-006 - RESTAURATION ET RÉNOVATION DE L'HOTEL COMMUNAL DE FOREST, PHASE II: enveloppe intérieure» pour un montant total en plus de € 137.116,90 hors TVA ou € 165.911,45, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 11 du marché «2015-T-006 - RESTAURATION ET RÉNOVATION DE L'HOTEL COMMUNAL DE FOREST, PHASE II: enveloppe intérieure» pour un montant total en plus de € 137.116,90 hors TVA ou € 165.911,45, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense



par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 11 van de opdracht “2015-T-006 - Restauratie en renovatie van het gemeetehuis van Vorst, Fase II: binnenschil” - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 25;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

BTW

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat bestek 2015-T-006 een oplevering door de DBDMH (Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp) vereist op kosten van de inschrijver;*

*Overwegende dat het gemeentehuis, om deze oplevering mogelijk te maken, moet worden uitgerust met veiligheidsverlichting;*

*Overwegende dat de veiligheidsverlichting geen deel uitmaakt van de huidige bestelling van de opdrachtnemer, met uitzondering van de directionele veiligheidsverlichting;*

*Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is de veiligheidsverlichting bij de opdrachtnemer te bestellen;*

*Overwegende dat de hoeveelheid directionele veiligheidsverlichting moet worden verhoogd om aan de eisen van de DBDMH te voldoen;*

*Overwegende dat de gemeente Vorst de opdracht 2022-T-035 heeft gepubliceerd voor de restauratie van de beschermde armaturen, inclusief de plaatsing van nieuwe noodbatterijen in deze armaturen; dat deze opdracht in 2022 moet worden gegund en in 2023 moet worden uitgevoerd;*

*Overwegende dat derhalve de goedkoopste tijdelijke oplossing de installatie van een UPS voor het circuit van de prestigezaal is in afwachting van de installatie van de noodbatterijen in 2023;*

*Overwegende dat deze bijkomende bestelling kadert in het perspectief van de continuïteit van de*

*aanpassingswerken die in het gemeentehuis van Vorst moeten worden uitgevoerd en de aard en het voorwerp van de oorspronkelijke opdracht volgen;*

*Overwegende dat de verandering van contractant om technische redenen onmogelijk is en zou leiden tot een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder;*

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 57,13% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels nu 18.057.627,82 € excl. btw of 21.849.729,66 €, 21% btw inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat de minister van Plaatselijke Besturen op 27 juli 2022 de uitvoering van artikel 104/723-60/64 met als voorwerp de nieuwe armaturen van het gemeentehuis heeft goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 11 van de opdracht “2015-T-006 - RESTAURATIE EN RENOVATIE VAN HET GEMEENTEHUIS VAN VORST, FASE II: binnenschil” voor een totaal bijkomend bedrag van 137.116,90 € excl. btw of 165.911,45 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt met een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 11 van de opdracht “2015-T-006 - RESTAURATIE EN RENOVATIE VAN HET GEMEENTEHUIS VAN VORST, FASE II: binnenschil” voor een totaal bijkomend bedrag van 137.116,90 € excl. btw of 165.911,45 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt met een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

**34 Marchés publics - Approbation de l'avenant 6 du marché «2017-T-001 - Ecole 11 B Fierlant : Rénovation de la toiture haute» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et

ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant que suite à un contrôle d'un organisme agréé du 20/10/2021, l'analyse des risques, le rapport des facteurs d'influences externes et le rapport de l'installation électriques à basse tension et à très basse tension qui concluent des risques réelles et constatent plusieurs infractions sévères dans l'ensemble de l'installation électrique à l'école 11B ;*

*Considérant qu'il est urgent de procéder à ces travaux de mise en conformité de l'installation électrique avant la visite de l'inspection de l'enseignement scolaire et afin d'avoir une attestation de l'installation électrique conforme sans aucune infraction ;*

*Considérant que sans cette attestation de conformité électrique l'école risque d'être fermée par l'inspection de l'enseignement scolaire ;*

*Considérant qu'il est nécessaire de remplacer le tableau divisionnaire général et le tableau divisionnaire au 2ème étage ;*

*Considérant qu'il est nécessaire d'enlever les infractions de l'installation électrique reprises dans le rapport de l'organisme agréé ;*

*Considérant qu'il est nécessaire de faire un contrôle de l'installation électrique par un organisme agréé après l'exécution des travaux, afin de recevoir une attestation de conformité de l'installation électrique ;*

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 40,88% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 307.503,70 hors TVA ou € 325.953,93, 6% TVA comprise ;

Considérant que le Ministre des Pouvoirs Locaux a approuvé en date du 27 juillet 2022 l'exécution de l'article 7202/724-60/64 ayant pour objet l'avenant au marché de rénovation de la toiture haute de l'école 11B Fierlant;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 6 du marché «2017-T-001 - Ecole 11 B Fierlant : Rénovation de la toiture haute» pour un montant total en plus de € 56.272,80 hors TVA ou € 59.649,17, 6% TVA comprise et inscrit à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 6 du marché «2017-T-001 - Ecole 11 B Fierlant : Rénovation de la toiture haute» pour un montant total en plus de € 56.272,80 hors TVA ou € 59.649,17, 6% TVA comprise et inscrit à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

## Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 6 van de opdracht “2017-T-001 - School 11B Fierlant: Renovatie van het hoge dak” - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

Btw

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat na een controle van een erkende instantie op 20/10/2021, de risicoanalyse, het verslag van externe invloedsfactoren en het verslag van de elektrische installaties op laagspanning en op zeer lage spanning, reële risico's en verschillende ernstige inbreuken werden vastgesteld in de volledige elektrische installatie van school 11B;*

*Overwegende dat er dringend dient te worden overgegaan tot deze werken voor het conform maken van de elektrische installatie vóór het bezoek van de onderwijsinspectie, zodat er een conformiteitsattest van de elektrische installatie kan worden afgegeven zonder enige inbreuk;*

*Overwegende dat de school zonder dit elektrisch conformiteitsattest het risico loopt door de onderwijsinspectie te worden gesloten;*

*Overwegende dat het algemene verdeelbord en het verdeelbord op de 2e verdieping moeten worden vervangen;*

*Overwegende dat de in het verslag van de erkende instantie vermelde inbreuken op de elektrische installatie moeten worden weggewerkt;*

*Overwegende dat na de uitvoering van de werkzaamheden een controle van de elektrische installatie door een erkende instantie noodzakelijk is, om een conformiteitsattest van de elektrische installatie te verkrijgen;*

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 40,88% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels nu 307.503,70 € excl. btw of 325.953,93 €, 6% btw inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat de minister van Plaatselijke Besturen op 27 juli 2022 de uitvoering van artikel 7202/724-60/64 betreffende het aanhangsel bij de opdracht voor de renovatie van het hoge dak van

school 11 B Fierlant ” heeft goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 6 van de opdracht “2017-T-001 - School 11B Fierlant: Renovatie van het hoge dak” voor een bijkomend bedrag van 56.272,80 € excl. btw of 59.649,17 €, 6% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 6 van de opdracht “2017-T-001 - School 11B Fierlant: Renovatie van het hoge dak” voor een bijkomend totaalbedrag van 56.272,80 € excl. btw of 59.649,17 €, 6 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

35 **Marchés publics - Approbation de l’avenant 5 du marché «2019-T-009 - Rénovation de toitures à l’école 11A (lot 1) et à l’école 9 (lot 2) - Lot 2 (Ecole 9 - Rénovation de la toiture de la salle de gym et psychomotricité)» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 236 §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 38/2 (Evénements imprévisibles dans le chef de l’adjudicateur) ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu’il est apparu nécessaire, lors de l’exécution du marché, d’apporter les modifications suivantes :

Q en +

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant que lors de la réalisation de la rénovation de la toiture, l'entreprise a fait plusieurs découvertes d'éléments inattendus ;*

*Considérant que ces éléments ne pouvaient pas être anticipés au moment de l'établissement des documents du marché vu leur caractère ;*

*Considérant que lors de la réalisation de la rénovation de la toiture, l'entreprise a découvert que certains complexes de toitures n'étaient pas exécutables comme prévu dans le dossier de base, notamment :*

- de prévoir un raccordement au niveau de la toiture inclinée en zinc de quartz,
- de prévoir un chéneau en EPDM encastré entre brisis et façade,
- de prévoir des raccordements en zinc quartz, des solins et contre-solin en zinc
- et de prévoir l'habillage en zinc d'une corniche, compris le raccordement du balustrade existant.

*Considérant que la révision des prix a atteint un seuil de plus de 12% ;*

*Considérant que la révision des prix des états d'avancement déjà facturés s'élève à € 4.642,20 ;*

*Considérant que la révision des prix sur l'état d'avancement final devra également être facturée et que le montant s'élèvera à € 570,57 ;*

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 63,88% (9,90% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 417.027,23 hors TVA ou € 442.048,85, 6% TVA comprise ;

Considérant que le Ministre des Pouvoirs Locaux a approuvé en date du 27 juillet 2022 l'exécution de l'article 7201/724-60/64 ayant pour objet les travaux de toiture en cours de l'école 9 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 5 du marché «2019-T-009 - Rénovation de toitures à l'école 11A (lot 1) et à l'école 9 (lot 2) - Lot 2 (Ecole 9 - Rénovation de la toiture de la salle de gym et psychomotricité)» pour un montant total en plus de € 24.737,90 hors TVA ou € 26.222,17, 6% TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 5 du marché «2019-T-009 - Rénovation de toitures à l'école 11A (lot 1) et à l'école 9 (lot 2) - Lot 2 (Ecole 9 - Rénovation de la toiture de la salle de gym et psychomotricité)» pour un montant total en plus de € 24.737,90 hors TVA ou € 26.222,17, 6% TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 5 van de opdracht "2019-T-009 - Renovatie van daken van school 11A (perceel 1) en school 9 (perceel 2) - Perceel 2 (School 9 - Renovatie van het dak van de turn- en psychomotoriekzaal)" - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/2 (onvoorzienbare omstandigheden in hoofde van de aanbesteder);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

H meer

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

BTW

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat de firma tijdens de renovatie van het dak verschillende onverwachte elementen ontdekte;*

*Overwegende dat deze elementen vanwege hun aard niet konden worden voorzien bij de opstelling van het bestek van de opdracht;*

*Overwegende dat de firma tijdens de renovatie van het dak ontdekte dat bepaalde dakbedekkingscomplexen niet uitvoerbaar waren zoals voorzien in het basisdossier, met name:*

- te voorzien in een aansluiting ter hoogte van het schuine dak in kwartszink,
- te voorzien in een goot in EPDM ingebed tussen brisis en gevel,
- te voorzien in aansluitingen in kwartszink, slabben en loketten in zink,
- en te voorzien in de zinken bekleding van een kroonlijst, inclusief de aansluiting van de bestaande balustrade;

*Overwegende dat de prijsherziening een drempel van meer dan 12% heeft bereikt;*

*Overwegende dat de prijsherziening van de reeds gefactureerde vorderingsstaten 4.642,20 € bedraagt;*

*Overwegende dat de prijsherziening bij de eindvorderingsstaat eveneens moet worden gefactureerd en die 570,57 € zal bedragen;*

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 63,88% overschrijdt (9,90% voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 417.027,23 € excl. btw of 442.048,85 €, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat de minister van Plaatselijke Besturen op 27 juli 2022 de uitvoering van artikel 7201/724-60/64 betreffende de dakwerken van school 9 heeft goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 5 van de opdracht “2019-T-009 - Renovatie van daken van school 11A (perceel 1) en school 9 (perceel 2) - Perceel 2 (School 9 - Renovatie van het dak van de turn- en psychomotoriekzaal)” voor een bijkomend bedrag van 24.737,90 € excl. btw of 26.222,17 €, 6% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 5 van de opdracht “2019-T-009 - Renovatie van daken van school 11A (perceel 1) en school 9 (perceel 2) - Perceel 2 (School 9 - Renovatie van het dak van de turn- en psychomotoriekzaal)” voor een bijkomend bedrag van 24.737,90 € excl. btw of 26.222,17 €, 6% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

36 **Marchés publics - 2019-T-081 - HALL VAN VOLXEM : Création d'un nouveau mur d'escalade - Clause de réexamen des prix - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/9 (clause de réexamen – circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 19 décembre 2019 relative à l'attribution du marché “HALL VAN VOLXEM : Création d'un nouveau mur d'escalade ” à ADEC SPORT S.A., Chaussée de Nivelles 81 à 1420 Braine-l'Alleud pour le montant négocié de € 66.090,00 hors TVA ou € 79.968,90, 21% TVA comprise ;

Considérant que le marché ne prévoit pas de révision des prix ;

Vu le courriel des 23 mai et 06 juin 2022 de l'entreprise ADEC SPORT S.A., Chaussée de Nivelles 81 à 1420 Braine-l'Alleud demandant une modification des prix suite à la hausse importante des prix



des matières premières et précisant qu'elle n'est en mesure d'effectuer les travaux aux prix non indexé de 2019 ;

Considérant la conjoncture mondiale actuelle dû à la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ;

Considérant la hausse actuelle globale des prix des matériaux ;

Considérant que cette hausse touche de manière particulièrement disproportionnée le prix du bois et du métal ; que cette augmentation dépasse 30% ;

Considérant qu'une grande partie de la structure est en bois et en métal ;

Considérant les frais de déplacement du matériel et des ouvriers depuis l'Isère ;

Considérant que les indices de prix pour justifier les suppléments considérés sont ceux d'avril 2022 ;

Considérant que lors de l'élaboration du budget 2022, un montant de € 34.000,00 a été demandé à l'article 764/724-60/64 du service extraordinaire sous l'intitulé « Hall Van Volxem : supplément travaux (événements macro-économiques) ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt à charge de la commune ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'augmentation des prix pour le marché « 2019-T-081 - HALL VAN VOLXEM : Création d'un nouveau mur d'escalade », augmentation due à la hausse des prix des matières premières, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine, d'inscrire la dépense, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 764/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'augmentation des prix pour le marché « 2019-T-081 - HALL VAN VOLXEM : Création d'un nouveau mur d'escalade », augmentation due à la hausse des prix des matières premières, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine, d'inscrire la dépense, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 764/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - 2019-T-081 - HALL VAN VOLXEM: Creatie van een nieuwe klimmuur - Prijsherzieningsclausule - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen

inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/9 (herzieningsclausule - onvoorzienbare omstandigheden in hoofde van de opdrachtnemer);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2019 betreffende de gunning van de opdracht “HALL VAN VOLXEM: Creatie van een nieuwe klimmuur” aan ADEC SPORT NV, Chaussée de Nivelles 81 te 1420 Braine-l’Alleud voor het onderhandelde bedrag van € 66.090,00 excl. btw of € 79.968,90, incl. 21% btw;

Overwegende dat de opdracht niet in een prijsherziening voorziet;

Gelet op de e-mail van 23 mei en 6 juni 2022 van de firma ADEC SPORT NV, Chaussée de Nivelles 81 te 1420 Braine-l’Alleud waarin wordt verzocht om een wijziging van de prijzen als gevolg van de aanzienlijke stijging van de grondstofprijzen en waarin wordt aangegeven dat zij de werken niet kan uitvoeren tegen de niet-geïndexeerde prijzen van 2019;

Overwegende de huidige wereldconjunctuur vanwege de COVID-19-pandemie en de oorlog in Oekraïne;

Overwegende de huidige globale stijging van de materiaalprijzen;

Overwegende dat deze stijging op bijzonder onevenredige wijze geldt voor de prijs van hout en metaal; dat deze stijging meer dan 30% bedraagt;

Overwegende dat een groot deel van de structuur uit hout en metaal bestaat;

Overwegende de kosten voor de verplaatsing van het materiaal en werknemers uit Isère;

Overwegende dat de prijsindexcijfers ter rechtvaardiging van de in aanmerking genomen toeslagen die van april 2022 zijn;

Overwegende dat bij de opmaak van de begroting 2022 een bedrag van € 34.000,00 is gevraagd op artikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst onder de rubriek “Hall Van Volxem: bijkomende werken (macro-economische gebeurtenissen);

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van de prijsverhoging voor de opdracht “2019-T-081 - HALL VAN VOLXEM: Creatie van een nieuwe klimmuur”, een verhoging te wijten aan de stijging van de grondstofprijzen, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van de prijsverhoging voor de opdracht “2019-T-081 - HALL VAN VOLXEM: Creatie van een nieuwe klimmuur”, een verhoging te wijten aan de stijging van de grondstofprijzen, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

37 **Marchés publics – 2020-F-010 - Hôtel communal de Forest : fourniture et placement des armoires d’archivage de type "Compactus" (2020-2021) – Clause de réexamen des prix - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/4 (Règle « de minimis » (modification < 10% valeur marché initial et modification < seuils EU)) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Commandes supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant que lors de l'exécution du marché, il a été constaté que la configuration des lieux a changé dû aux travaux réalisés dans le bâtiment ;*

*Considérant qu'il y a lieu d'adapter une armoire d'archivage à cette modification ;*

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 1,90% (1,90% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 101.340,90 hors TVA ou € 122.622,49, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2020-F-010 - Hôtel communal de Forest : fourniture et placement des armoires d'archivage de type "Compactus" (2020-2021)» pour un montant total en plus de € 1.885,22 hors TVA ou € 2.281,12, 21% TVA comprise et inscrit, sous réserve de l'approbation du budget, à l'article 104/741-51/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2020-F-010 - Hôtel communal de Forest : fourniture et placement des armoires d'archivage de type "Compactus" (2020-2021)» pour un montant total en plus de € 1.885,22 hors TVA ou € 2.281,12, 21% TVA comprise et inscrit, sous réserve de l'approbation du budget, à l'article 104/741-51/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2020-F-010 – Gemeentehuis van Vorst: levering en plaatsing van archiefkasten type 'Compactus' (2020-2021)” – Prijsherzieningsclausule – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/4 (“de minimis”-regel (wijziging < 10% waarde aanvankelijke opdracht en wijziging < drempels EU));

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Bijkomende bestellingen

Totaal excl. btw

BTW  
**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat er tijdens de uitvoering van de opdracht werd vastgesteld dat de configuratie van de plaats gewijzigd is als gevolg van de werkzaamheden in het gebouw;*

*Overwegende dat een archiefkast aan deze wijziging moet worden aangepast;*

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 1,90% overschrijdt (1,90% voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 101.340,90 € excl. btw of 122.622,49 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2020-F-010 - Gemeentehuis van Vorst: levering en plaatsing van de archiefkasten type 'Compactus' (2020-2021)" voor een bijkomend bedrag van 1.885,22 € excl. btw of 2.281,12 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 104/741-51/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2020-F-010 - Gemeentehuis van Vorst: levering en plaatsing van de archiefkasten type 'Compactus' (2020-2021)" voor een bijkomend bedrag van 1.885,22 € excl. btw of 2.281,12 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 104/741-51/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

38 **Marchés publics – 2020-F-010 – Hôtel communal de Forest : fourniture et placement des armoires d’archivage de type "Compactus" (2020-2021) – Clause de réexamen des prix – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/9 (clause de réexamen – circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 23 juillet 2020 relative à l'attribution du marché "Hôtel communal de Forest : fourniture et placement des armoires d'archivage de type "Compactus" (2020-2021) " à Bruynzeel Storage Systems, Bureau & Design Center B 50 - Esplanade du Heysel à 1020 Bruxelles pour le montant négocié de € 99.455,68 hors TVA ou € 120.341,37, 21% TVA comprise ;

Considérant que le marché ne prévoit pas de révision des prix ;

Vu les courriels des mois d'avril et mai 2022 de l'entreprise Bruynzeel Storage Systems, Bureau & Design Center B 50 - Esplanade du Heysel à 1020 Bruxelles demandant une modification des prix suite à la hausse importante des prix des matières premières et précisant qu'elle n'est en mesure d'effectuer les travaux aux prix non indexés de 2020 ;

Considérant la conjoncture mondiale actuelle due à la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ;

Considérant la hausse actuelle globale des prix des matériaux ; que cette flambée des montants des prix n'était pas prévisible ;

Considérant que cette hausse touche de manière particulièrement disproportionnée le prix de l'acier et qu'une grande partie du prix des armoires d'archivage est liée au prix de l'acier ;

Considérant que les indices de prix pour justifier le supplément sont ceux de février 2022 par rapport à avril 2020 – période de référence liée à la remise de l'offre ;

Considérant que l'augmentation de prix d'acier est de 43,3% sur la période concernée ;

Considérant qu'après négociations, l'entreprise a donné son accord sur un supplément de € **33.660,47 TVAC** ;

Considérant que lors de l'élaboration du budget 2022, un montant de € 35.942,00 a été demandé à l'article 104/741-51/64 du service extraordinaire sous l'intitulé « HCF : supplément fourniture et placement archivage (événements macro-économiques) » ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt à charge de la commune ;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'augmentation des prix pour le marché « 2020-F-010 - Hôtel communal de Forest : fourniture et placement des armoires d'archivage de type "Compactus" (2020-2021) », augmentation due à la hausse des prix des matières premières, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine, d'inscrire la dépense, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 104/741-51/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'augmentation des prix pour le marché « 2020-F-010 - Hôtel communal de Forest : fourniture et placement des armoires d'archivage de type "Compactus" (2020-2021) », augmentation due à la hausse des prix des matières premières, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine, d'inscrire la dépense, sous

réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 104/741-51/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2020-F-010 – Gemeentehuis Vorst: levering en plaatsing van archiefkasten type 'Compactus' (2020-2021) – Prijsherzieningsclausule – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/9 (herzieningsclausule - onvoorzienbare omstandigheden in hoofde van de opdrachtnemer);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 juli 2020 betreffende de gunning van de opdracht "Gemeentehuis Vorst: levering en plaatsing van archiefkasten type 'Compactus' (2020-2021)" aan Bruynzeel Storage Systems, Buro & Design Center - Heizel Esplanade B50 te 1020 Brussel, voor het onderhandelde bedrag van 99.455,68 € excl. btw of 120.341,37 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de opdracht niet in een prijsherziening voorziet;

Gelet op de e-mails van april en mei 2022 van de firma Bruynzeel Storage Systems, Buro & Design Center - Heizel Esplanade B50 te 1020 Brussel, waarin wordt verzocht om een wijziging van de prijzen als gevolg van de aanzienlijke stijging van de grondstofprijzen en waarin wordt aangegeven dat ze de werken niet kunnen uitvoeren tegen de niet-geïndexeerde prijzen van 2020;

Overwegende de huidige wereldconjunctuur vanwege de COVID-19-pandemie en de oorlog in Oekraïne;

Overwegende de huidige globale stijging van de materiaalprijzen; dat deze sterke stijging van de prijzen niet voorspelbaar was;

Overwegende dat deze stijging de staalprijs buiten proportie treft en dat een groot deel van de prijs van de archiefkasten gekoppeld is aan de staalprijs;

Overwegende dat de prijsindexen die de toeslag rechtvaardigen, die zijn van februari 2022 ten opzichte van april 2020 - de referentieperiode voor de indiening van de offerte;

Overwegende dat de staalprijs in de betrokken periode met 43,3% is gestegen;

Overwegende dat de firma na onderhandelingen heeft ingestemd met een toeslag van € 33.660,47 btw inbegrepen;

Overwegende dat bij de opmaak van de begroting 2022 een bedrag van € 35.942,00 is gevraagd op artikel 104/741-51/64 van de buitengewone dienst onder de rubriek “Gemeentehuis Vorst: bijkomende levering en plaatsing van archiveringssysteem (macro-economische gebeurtenissen)”;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van de prijsverhoging voor de opdracht “2020-F-010 - Gemeentehuis Vorst: levering en plaatsing van archiefkasten type ‘Compactus’ (2020-2021)”, een verhoging te wijten aan de stijging van de grondstofprijzen, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 104/741-51/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van de prijsverhoging voor de opdracht “2020-F-010 - Gemeentehuis Vorst: levering en plaatsing van archiefkasten type ‘Compactus’ (2020-2021)”, een verhoging te wijten aan de stijging van de grondstofprijzen, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 104/741-51/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

39 **Marchés publics - Approbation de l’avenant 3 du marché «2020-T-022 - Ecole 9 : Rénovation de la toiture Conciergerie - Informatique et Toiture Maternelle» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services



complémentaires) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant que les travaux réalisés dans le cadre du présent marché ont donné accès à des nouveaux espaces sous toiture ;*

*Considérant que ceux-ci ne sont actuellement pas équipés de détection incendie ;*

*Considérant que l'équipement supplémentaire en détection incendie de ces espaces est nécessaire pour la sécurité des occupants de l'école ;*

*Considérant que ces installations doivent faire l'objet de réception par organisme agréé,*

*Considérant que lors des travaux de démontage, l'entreprise a découvert une zone non isolée ;*

*Considérant qu'il y a lieu isoler cette paroi pour éviter un pont thermique ;*

*Considérant que l'accès actuel aux combles existants n'est pas suffisamment sécurisé ; que la fenêtre de toit doit être remplacée afin de garantir plus de sécurité ;*

*Considérant que le nouveau local grenier va finalement après rénovation servir de local bibliothèque et qu'il y a dès lors nécessité d'y installer des prises,*

*Considérant que ces installations doivent faire l'objet de réception par organisme agréé ;*

Considérant que ces commandes supplémentaires s'inscrivent dans la perspective de continuité de la rénovation de la toiture Conciergerie - Informatique et Toiture Maternelle et respectent la nature et l'objet du marché initial ;

Considérant que le changement de contractant:

1°est impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité des services complémentaires avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial; et

2°présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 22,76% (12,08% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 230.985,29 hors TVA ou € 244.844,41, 6% TVA comprise ;

Considérant que le Ministre des Pouvoirs Locaux a approuvé en date du 27 juillet 2022 l'exécution de l'article 7201/724-60/64 ayant pour objet la rénovation des toitures ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 3 du marché «2020-T-022 - Ecole 9 : Rénovation de la toiture Conciergerie - Informatique et Toiture Maternelle» pour un montant total en plus de € 20.083,05 hors TVA ou € 21.288,03, 6% TVA comprise à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et de financer la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 30 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 3 du marché «2020-T-022 - Ecole 9 : Rénovation de la toiture Conciergerie - Informatique et Toiture Maternelle» pour un montant total en plus de € 20.083,05 hors TVA ou € 21.288,03, 6% TVA comprise à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht “2020-T-022 - School 9: Renovatie dak conciërgebouw - informaticalokaal en dak kleuterschool” - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

Btw

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat de in het kader van deze opdracht uitgevoerde werkzaamheden toegang hebben gegeven tot nieuwe ruimten onder het dak;*

*Overwegende dat deze ruimten momenteel niet zijn uitgerust met branddetectie;*

*Overwegende dat aanvullende branddetectie-uitrusting van deze ruimten noodzakelijk is voor de veiligheid van de gebruikers van de school;*

*Overwegende dat deze installaties door een erkende instantie moeten worden goedgekeurd;*

*Overwegende dat de onderneming tijdens het afbraakwerk een niet-geïsoleerde zone ontdekte;*

*Overwegende dat deze wand moet worden geïsoleerd om een koudebrug te voorkomen;*

*Overwegende dat de huidige toegang tot de zolderverdieping onvoldoende beveiligd is; dat het dakraam moet worden vervangen om meer veiligheid te garanderen;*

*Overwegende dat het nieuwe zolderlokaal na de renovatie uiteindelijk als bibliotheekruimte zal worden gebruikt en dat het dus noodzakelijk is er stopcontacten aan te brengen;*

*Overwegende dat deze installaties door een erkende instantie moeten worden goedgekeurd;*

Overwegende dat deze bijkomende bestellingen binnen het perspectief van continuïteit van de

renovatie van het dak van de conciërgewoning - informaticalookaal en dak kleuterschool kaderen, en de aard en het voorwerp van de oorspronkelijke opdracht volgen;

Overwegende dat de verandering van contractant:

1° niet mogelijk is om economische of technische redenen, zoals de verplichte uitwisselbaarheid of interoperabiliteit van de aanvullende diensten met bestaande uitrustingen, diensten of installaties die in het kader van de oorspronkelijke opdracht werden aangeschaft; en

2° groot ongemak of een aanzienlijke kostenstijging zou teweegbrengen voor de aanbesteder;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 22,76% overschrijdt (12,08% voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 230.985,29 € excl. btw of 244.844,41 €, 6% btw inbegrepen;

Overwegende dat de minister van Plaatselijke Besturen op 27 juli 2022 de uitvoering van artikel 7201/724-60/64 met als voorwerp de renovatie van daken heeft goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht "2020-T-022 - School 9: Renovatie dak conciërgebouw - informaticalookaal en dak kleuterschool" voor een bijkomend totaalbedrag van 20.083,05 € excl. btw of 21.288,03 €, 6% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht "2020-T-022 - School 9: Renovatie dak conciërgewoning - informaticalookaal en dak kleuterschool" voor een bijkomend totaalbedrag van 20.083,05 € excl. btw of 21.288,03 €, 6% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

40 **Marchés publics - Approbation de l'avenant 3 du marché «2020-T-023 - Ecole 11A : rénovation de la toiture (y compris le réaménagement du réfectoire) - Lot 2 (Ecole 11A: Rénovation du réfectoire)» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236 §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant

estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +

Q en -

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Suite au un changement de sous-traitant, un constat des importants défauts supplémentaires de l'installation électrique ont été relevés, qu'il est nécessaire de remédier à ces défauts pour pouvoir réceptionner l'installation électrique, ces défauts doivent être impérativement enlevés ;*

*Suite à la demande de l'instruction publique et de la direction de l'école d'enlever un cloison afin de créer une grande classe au lieu 2 petites classes au 1er étage, plusieurs travaux étaient nécessaires ;*

*Considérant que suite à la décision de la direction de maintenir les meubles fixes existants, il était nécessaire de les peindre afin de répondre aux exigences de l'AFSCA;*

*Considérant qu'il est nécessaire de créer un local de compteurs afin de répondre aux exigences du Siamu ; par conséquent l'installation d'alarme de détection d'incendie et l'installation de détection de gaz ont dû être adaptées afin de respecter la conformité des installations;*

Considérant que ces commandes supplémentaires s'inscrivent dans la perspective de continuité des travaux de rénovation du réfectoire de l'école 11A et respectent la nature et l'objet du marché initial ;

Considérant que le changement de contractant:

1°est impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité des services complémentaires avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial; et

2°présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;

Considérant que le montant de cet avenant dépasse de 38,06% (14,90% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 142.037,00 hors TVA ou € 150.559,22, 6% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 3 du marché «2020-T-023 - Ecole 11A : rénovation de la toiture (y compris le réaménagement du réfectoire) - Lot 2 (Ecole 11A: Rénovation du réfectoire)» pour un montant total en plus de € 27.118,00 hors TVA ou € 28.745,08, 6% TVA comprise inscrit, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financer la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 30 décembre

2022 faisant choix d'approuver l'avenant 3 du marché «2020-T-023 - Ecole 11A : rénovation de la toiture (y compris le réaménagement du réfectoire) - Lot 2 (Ecole 11A: Rénovation du réfectoire)» pour un montant total en plus de € 27.118,00 hors TVA ou € 28.745,08, 6% TVA comprise inscrit, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht “2020-T-023 - School 11A: Renovatie van het dak (incl. herinrichting van de refter) - Perceel 2 (School 11A: Renovatie van de refter)” - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

H meer

H minder

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

Btw

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Na een verandering van onderaannemer werd er melding gemaakt van aanzienlijke bijkomende gebreken aan de elektrische installatie, die moeten worden verholpen om de elektrische installatie te kunnen opleveren; deze gebreken moeten worden weggewerkt;*

*Naar aanleiding van het verzoek van de dienst openbaar onderwijs en de schooldirectie om een wand te verwijderen om op de eerste verdieping één groot klaslokaal te creëren in plaats van twee kleine lokalen, waren verschillende werkzaamheden noodzakelijk;*

*Overwegende dat ingevolge de beslissing van de directie om het bestaande vaste meubilair te behouden, dit diende te worden geschilderd om te voldoen aan de eisen van het FAVV;*

*Overwegende dat het noodzakelijk is een meterlokaal te creëren om aan de eisen van de DBDMH te voldoen; bijgevolg moesten de brand- en de gasdetectie-installatie worden aangepast om de installaties conform te maken;*

Overwegende dat deze bijkomende bestellingen kaderen in het perspectief van continuïteit van de renovatiewerken van de refter van school 11A en de aard en het doel van de oorspronkelijke opdracht respecteren;

Overwegende dat de verandering van contractant:

1° niet mogelijk is om economische of technische redenen, zoals de verplichte uitwisselbaarheid of interoperabiliteit van de aanvullende diensten met bestaande uitrustingen, diensten of installaties die in het kader van de oorspronkelijke opdracht zijn verworven; en

2° groot ongemak of een aanzienlijke kostenstijging zou teweegbrengen voor de aanbesteder;

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 38,06% overschrijdt (14,90% voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 142.037,00 € excl. btw of 150.559,22 €, 6% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht "2020-T-023 - School 11A: Renovatie van het dak (incl. herinrichting van de refter) - Perceel 2 (School 11A: Renovatie van de refter)" voor een bijkomend bedrag van 27.118,00 € excl. btw of 28.745,08 €, 6% btw inbegrepen, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht "2020-T-023 - School 11A: Renovatie van het dak (incl. herinrichting van de refter) - Perceel 2 (School 11A: Renovatie van de refter)" voor een bijkomend bedrag van 27.118,00 € excl. btw of 28.745,08 €, 6% btw inbegrepen, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

41 **Marchés publics - Approbation de l'avenant 4 du marché «2020-T-023 - Ecole 11A : rénovation de la toiture (y compris le réaménagement du réfectoire) - Lot 2 (Ecole 11A: Rénovation du réfectoire)» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/4 (Règle « de minimis » (modification < 15% valeur marché initial et modification < seuils EU)) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant qu'il est nécessaire de remplacer le carrelage au 1er étage suite à des tassements ;*

Considérant que le montant de cet avenant dépasse de 14,90% (14,90% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 152.654,85 hors TVA ou € 161.814,14, 6% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 4 du marché «2020-T-023 - Ecole 11A : rénovation de la toiture (y compris le réaménagement du réfectoire) - Lot 2 (Ecole 11A: Rénovation du réfectoire)» pour un montant total en plus de € 10.617,85 hors TVA ou € 11.254,92, 6% TVA comprise inscrit, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et de financer la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 30 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 4 du marché «2020-T-023 - Ecole 11A : rénovation de la toiture (y compris le réaménagement du réfectoire) - Lot 2 (Ecole 11A: Rénovation du réfectoire)» pour un montant total en plus de € 10.617,85 hors TVA ou € 11.254,92, 6% TVA comprise inscrit, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 4 van de opdracht “2020-T-023 - School 11A: Renovatie van het dak (incl. herinrichting van de refter) - Perceel 2 (School 11A: Renovatie van de refter)” - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/4 (“de minimis”-regel (wijziging < 15% waarde aanvankelijke opdracht en wijziging < drempels EU));

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

Btw

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat het tegelwerk op de 1e verdieping wegens verzakkingen moet worden vervangen;*

Overwegende dat het bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 14,90% overschrijdt (14,90 % voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 152.654,85 € excl. btw of 161.814,14 €, 6% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 4 van de opdracht “2020-T-023 - School 11A: Renovatie van het dak (incl. herinrichting van de refter) - Perceel 2 (School 11A: Renovatie van de refter)” voor een bijkomend bedrag van 10.617,85 € excl. btw of 11.254,92 €, 6% btw inbegrepen, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 4 van de opdracht “2020-T-023 - School 11A: Renovatie van het dak (incl. herinrichting van de refter) - Perceel 2 (School 11A: Renovatie van de refter)” voor een bijkomend bedrag van 10.617,85 € excl. btw of 11.254,92 €, 6% btw inbegrepen, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

42 **Marchés publics – 2020-T-025 – Hall Van Volxem: travaux de remise en état – Révision des prix – Engagement supplémentaire – Information.**

LE CONSEIL,



Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 24 décembre 2020 relative à l'attribution du marché "Hall Van Volxem: travaux de remise en état" à JG Construction srl, Rue Saules Bastin, 28 à 4920 Aywaille pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de € 82.210,40 hors TVA ou € 99.474,58, 21% TVA comprise soit **€ 100.000,00, TVA et révision des prix comprises** ;

Considérant les suppléments importants liés à la hausse du coefficient de révision des prix, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine ;

Considérant que lors de l'attribution du marché un montant de € 525,42 a été prévu pour la révision des prix ;

Considérant que la révision des prix a atteint un seuil de plus de 30% et demeure à 20% ;

Considérant que la révision des prix des états d'avancement déjà facturés s'élève à € 14.345,08 ;

Considérant que l'exécution du marché n'est pas encore terminée, que de futurs états d'avancement devront être facturés d'ici la fin de chantier ;

Considérant que la révision des prix sur ces futurs états d'avancement devra également être facturée et qu'il n'est pas possible de l'estimer aujourd'hui ;

Considérant que lors de l'élaboration du budget 2022, un montant de € 35.000,00 a été demandé à l'article 764/724-60/64 du service extraordinaire sous l'intitulé « Hall Van Volxem : Révision des prix (événements macro-économiques) » ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt à charge de la commune ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'engager, pour le marché « 2020-T-025 - Hall Van Volxem: travaux de remise en état », un montant de € 35.000,00 pour la prise en charge des suppléments de la révision des prix liés à la hausse du coefficient de cette dernière, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine, d'inscrire la dépense, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 764/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre

2022 faisant choix d'engager, pour le marché « 2020-T-025 - Hall Van Volxem: travaux de remise en état », un montant de € 35.000,00 pour la prise en charge des suppléments de la révision des prix liés à la hausse du coefficient de cette dernière, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine, d'inscrire la dépense, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 764/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2020-T-025 – Hall Van Volxem: herstellingswerkzaamheden – Prijsherziening – Bijkomende vaststelling – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 december 2022 betreffende de gunning van de opdracht "Hall Van Volxem: herstellingswerkzaamheden" aan JG Construction srl, Rue Saules Bastin 28 te 4920 Aywaille voor het gecontroleerde en verbeterde offertebedrag van € 82.210,40 excl. btw, of € 99.474,58 incl. 21% btw, zijnde **€ 100.000,00 btw en prijsherziening inbegrepen**;

Overwegende de aanzienlijke toeslagen in verband met de stijging van de prijsherzieningscoëfficiënt, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne;

Overwegende dat bij de gunning van de opdracht een bedrag van € 525,42 voorzien werd voor de prijsherziening;

Overwegende dat de prijsherziening een drempel van meer dan 30% heeft bereikt en op 20% blijft;

Overwegende dat de prijsherziening van de reeds gefactureerde vorderingsstaten € 14.345,08 bedraagt;

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht nog niet is voltooid; dat toekomstige vorderingsstaten tegen het einde van de werken moeten worden gefactureerd;

Overwegende dat de prijsherziening op deze toekomstige vorderingsstaten ook zal moeten worden gefactureerd en dat het onmogelijk is die thans te ramen;

Overwegende dat bij de opmaak van de begroting 2022 een bedrag van € 35.000,00 is gevraagd op artikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst onder de rubriek “Hall Van Volxem: Prijsherziening (macro-economische gebeurtenissen)”;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om ervoor te kiezen voor de opdracht “2020-T-025 - Hall Van Volxem: herstellingswerkzaamheden” een bedrag van € 35.000.00,00 vast te leggen voor de betaling van de toeslagen op de prijsherziening in verband met de stijging van de coëfficiënt van deze laatste, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om ervoor te kiezen voor de opdracht “2020-T-025 - Hall Van Volxem - Herstellingswerkzaamheden” een bedrag van € 35.000.00,00 vast te leggen voor de betaling van de toeslagen op de prijsherziening in verband met de stijging van de coëfficiënt van deze laatste, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

43 **Marchés publics – 2020-T-032 – Ecole Arc-en-Ciel : Travaux d’étanchéité de la façade arrière – Révision des prix – Engagement supplémentaire – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 24 décembre 2020 relative à l'attribution du marché "Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière" à Smet-F & C NV, Kastelsedijk 64 à 2480 Dessel pour le montant d'offre contrôlé de € 101.830,24 hors TVA ou € 107.940,05, 6% TVA comprise, soit **118.734,10 € TTC** ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2020-T-032 ;

Considérant les suppléments importants liés à la hausse du coefficient de révision des prix, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine ;

Considérant que lors de l'attribution du marché, un budget équivalent à 10% du montant de ce dernier a été prévu pour la révision des prix, que cette révision des prix a atteint un seuil de plus de 30% et demeure à 20% ;

Considérant que le solde négatif actuel est de € 3.227,86 HTVA ou de € 3.421,54 6% TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché est terminée et que l'état d'avancement final pour lequel certains postes sont révisables doit être facturé ;

Considérant que pour couvrir l'ensemble de la révision de prix, il est nécessaire de prévoir un montant de € 3.450,00 HTVA ou € 3.657,00 6% TVA comprise ;

Considérant que lors de l'élaboration du budget 2022, un montant de € 34.600,00 a été demandé à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'engager, pour le marché « 2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière », un montant de € 3.657,00 pour la prise en charge des suppléments de la révision des prix liés à la hausse du coefficient de cette dernière, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine, d'inscrire, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, la dépense à l'article budgétaire 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'engager, pour le marché « 2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière », un montant de € 3.657,00 pour la prise en charge des suppléments de la révision des prix liés à la hausse du coefficient de cette dernière, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine, d'inscrire, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, la dépense à l'article budgétaire 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2020-T-032 – School Arc-en-Ciel: waterdicht maken van de achtergevel – Prijsherziening – Bijkomende vaststelling – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 december 2020 betreffende de gunning van de opdracht “School Arc-en-Ciel: waterdicht maken van de achtergevel” aan Smet-F & C NV, Kastelsedijk 24 te 2480 Dessel voor het gecontroleerde offertebedrag van € 101.830,24 excl. btw of € 107.940,05, incl. 6% btw, zijnde **€ 118.734,10 alle heffingen inbegrepen** ;

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht moet beantwoorden aan de voorwaarden vastgelegd in het bestek met nr. 2020-T-032;

Overwegende de aanzienlijke toeslagen in verband met de stijging van de prijsherzieningscoëfficiënt, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne;

Overwegende dat bij de gunning van de opdracht een budget van 10% van het bedrag van deze laatste was voorzien voor de prijsherziening; dat deze prijsherziening een drempel van meer dan 30% heeft bereikt en op 20% blijft;

Overwegende dat het huidig negatief saldo € 3.227,86 excl. btw of € 3.421,54, incl. 6% btw, bedraagt;

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht is voltooid en dat de eindvorderingsstaat waarvoor bepaalde posten kunnen worden herzien, moet worden gefactureerd;

Overwegende dat om de hele prijsherziening te dekken een bedrag van € 3.450,00 excl. btw of € 3.657,00 incl. 6% btw moet worden voorzien;

Overwegende dat bij de opmaak van de begroting 2022 een bedrag van € 34.600,00 is gevraagd op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om ervoor te kiezen voor de opdracht “2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: waterdicht maken van de achtergevel” een bedrag van € 3.657,00 vast te leggen voor de betaling van de toeslagen op de prijsherziening in verband met de stijging van de coëfficiënt van deze laatste, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichhoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om voor de opdracht “2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: waterdicht maken van de achtergevel” een bedrag van € 3.657,00 vast te leggen voor de betaling van de toeslagen op de prijsherziening in verband met de stijging van de coëfficiënt van deze laatste, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

44 **Marchés publics - Approbation de l'avenant 3 du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant que lors de la réalisation de l'excavation de terres, l'entreprise a fait plusieurs découvertes des éléments inattendus ; que ces éléments ne pouvaient pas être anticipés au moment de l'établissement des documents du marché vu leur caractère (enterrés) ;*

*Considérant que lors de la réalisation de l'excavation de terres, l'entreprise a découvert que l'évacuation des 2 avaloirs au bord du talus sont reliés sur le caniveau de l'école qui a été évacué dans le cadre du présent marché ; que dès lors en absence d'autres solutions techniques de reprise de ces eaux, ces évacuations doivent être reprises dans le présent marché; qu'afin de garantir l'étanchéité entre les avaloirs et leurs évacuations renouvelées il est nécessaire également de remplacer les avaloirs ;*

*Considérant qu'une partie du montant nécessaire au renouvellement des avaloirs a été accordé dans l'avenant 2 ; que le présent avenant correspond au solde de ses travaux ;*

*Considérant que le remplacement indispensable des caniveaux implique remplacement de la clôture qui a été implanté dans le passé en partie sur les caniveaux en question ; que l'implantation de la clôture a été modifiée afin de ne plus empiéter sur les caniveau et permettre leur entretien ;*

*Considérant que lors de la réalisation des travaux l'entreprise a découvert que la chambre de visite existante partiellement enterrée présente des défauts d'étanchéité ;*

*Considérant qu'en plus des eaux des toitures, cette chambre défectueuse reçoit également l'eau de drainage et l'eau provenant des avaloirs renouvelés ;*

*Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la réparation de la chambre de visite afin d'éviter que les eaux s'échappant de la chambre de visite affectent la stabilité du talus ;*

*Considérant que lors de la réalisation de l'excavation de terres, l'entreprise a découvert l'alimentation d'eau de l'école Arc-en-Ciel ; que cette alimentation, vu la configuration des lieux, est considérée comme privée et n'est donc pas renseignée sur les plans des impétrants ; que dès lors l'entreprise n'était pas au courant de l'emplacement de l'alimentation d'eau ;*

*Considérant que l'entreprise a accidentellement abimé cette alimentation ; que dès lors il faut la renouveler afin de pouvoir alimenter l'école en eau potable ;*

*Considérant que les différentes découvertes réalisées lors de l'excavation de terres (3 chambres de visites enterrées, alimentation d'eau, avaloirs reliés sur le caniveau de l'école, etc) impliquent une légère augmentation des quantités présumées de l'étanchéité du mur, de l'isolation thermique, de la membrane à excroissance et du profil de finition ; que dès lors ces quantités présumées doivent être augmentées ;*

*Considérant que ces commandes supplémentaires s'inscrivent dans la perspective de continuité des travaux d'étanchéité à réaliser sur la façade arrière de l'école Arc-en-ciel et respectent la nature et l'objet du marché initial ;*

*Considérant que le changement de contractant est impossible pour des raisons techniques et entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;*

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 28,67 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 181.962,86 hors TVA ou € 192.880,62, 6% TVA comprise;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 3 du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière» pour un montant total en plus de € 29.191,22 hors TVA ou € 30.942,69, 6% TVA comprise et inscrit, sous réserve de l'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un

emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 3 du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière» pour un montant total en plus de € 29.191,22 hors TVA ou € 30.942,69, 6% TVA comprise et inscrit, sous réserve de l'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht “2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel” - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

H meer

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

BTW

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat de onderneming bij het uitgraven van de grond verschillende onverwachte elementen heeft ontdekt; dat deze elementen op het moment van de opstelling van de opdrachtdocumenten niet konden worden voorzien, gelet op hun aard (begraven);*

*Overwegende dat de onderneming bij het uitgraven van de grond heeft ontdekt dat de afvoer van de 2 kolken aan de rand van het talud verbonden is met de goot van de school die in het kader van deze opdracht verwijderd is; dat bijgevolg, bij gebrek aan andere technische oplossingen voor het opvangen van dit water, deze afvoeren in deze opdracht moeten worden opgenomen; dat om de*



*waterdichtheid tussen de kolken en hun vernieuwde afvoeren te garanderen, het eveneens noodzakelijk is de kolken te vervangen;*

*Overwegende dat een deel van het benodigde bedrag voor de vernieuwing van de kolken werd toegekend in aanhangsel 2; dat dit aanhangsel overeenkomt met het saldo van de werkzaamheden;*

*Overwegende dat de noodzakelijke vervanging van de goten de vervanging impliceert van de omheining die in het verleden gedeeltelijk in de desbetreffende goten was geplaatst; dat de locatie van de omheining werd gewijzigd zodat deze geen ruimte van de goten meer inneemt en deze onderhouden kunnen worden;*

*Overwegende dat bij de uitvoering van de werken de onderneming heeft ontdekt dat de bestaande gedeeltelijk begraven inspectieput problemen met de waterdichtheid vertoont;*

*Overwegende dat deze defecte put naast het water van de daken ook afvoerwater en water afkomstig van de vernieuwde kolken opvangt;*

*Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de herstelling van de inspectieput om te voorkomen dat het uit de inspectieput ontsnappende water de stabiliteit van het talud aantast;*

*Overwegende dat de onderneming bij het uitgraven van de grond de watertoevoer van de school Arc-en-Ciel heeft ontdekt; dat deze toevoer, gelet op de configuratie van de plaats, als particulier beschouwd wordt en dus niet op de plannen van de nutsleidingen is aangegeven; dat de onderneming bijgevolg niet op de hoogte was van de locatie van de watertoevoer;*

*Overwegende dat de onderneming deze toevoer per ongeluk heeft beschadigd; dat deze bijgevolg moet worden vernieuwd om de school van drinkwater te voorzien;*

*Overwegende dat de verschillende ontdekkingen die bij het uitgraven van de grond zijn gedaan (3 begraven inspectieputten, watertoevoer, kolken verbonden met de goot van de school, ...) een lichte verhoging van de vermoedelijke hoeveelheden voor de waterdichting van de muur, de thermische isolatie, het noppenmembraan en het afwerkingsprofiel impliceren; dat bijgevolg deze vermoedelijke hoeveelheden moeten worden verhoogd;*

*Overwegende dat deze aanvullende bestellingen kaderen in de continuïteit van de werkzaamheden voor het waterdicht maken van de achtergevel van de school Arc-en-Ciel en de aard en het voorwerp van de oorspronkelijke opdracht volgen;*

*Overwegende dat de verandering van contractant om technische redenen onmogelijk is en zou leiden tot een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder;*

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 28,67% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 181.962,86 € excl. btw of 192.880,62 €, 6% btw inbegrepen.

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht "2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel" voor een bijkomend bedrag van 29.191,22 € excl. btw of 30.942,69 €, 6% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 3 van de opdracht "2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel" voor een bijkomend bedrag van 29.191,22 € excl. btw of 30.942,69 €, 6% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

45 **Marchés publics – 2020-T-038 – Travaux de rénovation partielle à l'école 13 "Les Marronniers" – Révision des prix – Engagement supplémentaire – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 octobre 2022 relative à l'attribution du marché « Travaux de rénovation partielle à l'école 13 » à NV BOUWWERKEN DE RAEDT IVAN, Textielstraat 5 à 9240 Zele, pour le montant d'offre contrôlé de € 1.071.496,00 hors TVA ou € 1.135.785,76, 6% TVA comprise soit **€ 1.249.364,34, TVA et révision des prix comprises** ;

Considérant les suppléments importants liés à la hausse du coefficient de révision des prix, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine ;

Considérant que lors de l'attribution du marché, un budget équivalent à 10% du montant de ce dernier a été prévu pour la révision des prix, que cette révision des prix a atteint un seuil de plus de 30% et demeure à 20% ;

Considérant que l'exécution du marché n'en est qu'à son tiers, que de futurs états d'avancement devront être facturés d'ici la fin de chantier ;

Considérant que la révision des prix sur ces futurs états d'avancement devra également être facturée et qu'il n'est pas possible de l'estimer aujourd'hui ;

Considérant que lors de l'élaboration du budget 2022, un montant de € 250.000,00 a été demandé à l'article 7201/723-60/03 du service extraordinaire pour le marché « Travaux de rénovation partielle à

l'école 13 "Les Marronniers »;

Considérant que sur les € 250.000,00, et sous réserve de l'approbation du budget par l'autorité de tutelle, un montant de € 189.700,00 sera disponible ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt à charge de la commune ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 01 décembre 2022 faisant choix d'engager, pour le marché « Travaux de rénovation partielle à l'école 13 "Les Marronniers" », un montant € de 189.700,00 pour la prise en charge des suppléments de la révision des prix liés à la hausse du coefficient de cette dernière, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine , d'inscrire la dépense, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 7201/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 01 décembre 2022 faisant choix d'engager, pour le marché « Travaux de rénovation partielle à l'école 13 "Les Marronniers" », un montant € de 189.700,00 pour la prise en charge des suppléments de la révision des prix liés à la hausse du coefficient de cette dernière, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine d'inscrire la dépense, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 7201/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2020-T-038 – Gedeeltelijke renovatiewerken in school 13 “Les Marronniers” – Prijsherziening – Bijkomende vastlegging – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2022 betreffende de gunning van de opdracht “Gedeeltelijke renovatiewerken in school 13” aan NV BOUWWERKEN DE RAEDT IVAN, Textielstraat 5 te 9240 Zele, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 1.071.496,00 excl. btw of € 1.135.785,76 incl. 6% btw, zijnde **€ 1.249.364,34 btw en prijsherziening inbegrepen;**

Overwegende de aanzienlijke toeslagen in verband met de stijging van de prijssherzieningscoëfficiënt, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne;

Overwegende dat bij de gunning van de opdracht een budget van 10% van het bedrag van deze laatste was voorzien voor de prijsherziening; dat deze prijsherziening een drempel van meer dan 30% heeft bereikt en op 20% blijft;

Overwegende dat de opdracht pas voor een derde is uitgevoerd; dat toekomstige vorderingsstaten tegen het einde van de werken moeten worden gefactureerd; Overwegende dat de prijsherziening op deze toekomstige vorderingsstaten ook zal moeten worden gefactureerd en dat het onmogelijk is die thans te ramen;

Overwegende dat bij de opmaak van de begroting 2022 een bedrag van € 250.000,00 is gevraagd op artikel 7201/723-60/03 van de buitengewone dienst voor de opdracht “Gedeeltelijke renovatiewerken in school 13 ‘Les Marronniers’”;

Overwegende dat van de € 250.000,00 en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, een bedrag van € 189.700,00 beschikbaar zal zijn;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2022 om ervoor te kiezen voor de opdracht “Gedeeltelijke renovatiewerken in school 13 ‘Les Marronniers’” een bedrag van € 189.700,00 vast te leggen voor de betaling van de toeslagen op de prijsherziening in verband met de stijging van de coëfficiënt van deze laatste, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 7201/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2022 om ervoor te kiezen voor de opdracht “Gedeeltelijke renovatiewerken in school 13 ‘Les Marronniers’” een bedrag van € 189.700,00 vast te leggen voor de betaling van de toeslagen op de prijsherziening in verband met de stijging van de coëfficiënt van deze laatste, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 7201/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

46 **Marchés publics - 2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière -  
Affermissement de la tranche conditionnelle - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 2 avril 2020 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable) de ce marché;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 36.363,64 HTVA ou € 44.000,00, 21% TVA comprise;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

\* Tranche ferme (étude et essais de mise en lumière) estimée à : € 29.752,07 hors TVA ou € 36.000,00, 21% TVA comprise)

\* Tranche conditionnelle (suivi du chantier) estimée à : € 6.611,57 hors TVA ou € 8.000,00, 21% TVA comprise)

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 28 mai 2020 attribuant le marché "Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière" à l'entreprise avec la seule offre (sur base du meilleur rapport qualité-prix), à savoir Radiance 35, Quai Godefroid Kurth 22 à 4020 Liège, pour le montant d'offre contrôlé de € 33.370,00 hors TVA ou € 40.377,70, 21% TVA comprise. Le montant d'attribution est réparti comme suit :

\* 1 : Tranche ferme (€ 28.090,00 hors TVA ou € 33.988,90, 21% TVA comprise)

\* 2 : Tranche conditionnelle (€ 5.280,00 hors TVA ou € 6.388,80, 21% TVA comprise) ;

Considérant que les documents de la demande du Permis d'Urbanisme sont finalisés et seront prochainement déposés ;

Considérant que la tranche ferme a été achevée ;

Considérant qu'il y a lieu d'affermir la tranche conditionnelle de ce marché ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 23 septembre 2021 relative à l'affermissement de la tranche conditionnelle du marché « 2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière », à l'inscription de la dépense à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et au financement par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 23 septembre 2021 relative à l'affermissement de la tranche conditionnelle du marché « 2020-S-009

- Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière», à l'inscription de la dépense à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et au financement par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - 2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen voor de plaatsing van verlichting - Bevestiging van de voorwaardelijke schijf - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 139.000,00 €) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 april 2020 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de raming en de gunningsprocedure (onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking) van deze opdracht;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 36.363,64 € excl. btw of 44.000,00 € incl. 21% btw;

Overwegende dat deze opdracht in schijven opgesplitst is:

\* Vaste schijf (studie en testen voor de plaatsing van verlichting) geraamd op: 29.752,07 € excl. btw of 36.000,00 €, 21% btw inbegrepen)

\* Voorwaardelijke schijf (follow-up van de werkzaamheden) geraamd op: 6.611,57 € excl. btw of 8.000,00 €, 21% btw inbegrepen)

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 mei 2020 om de opdracht "Sint-Denijskerk: studie en testen voor de plaatsing van verlichting" te gunnen aan de onderneming die als enige een offerte heeft ingediend (op basis van de beste prijs-kwaliteitverhouding), namelijk Radiance 35, Quai Godefroid Kurth 22 te 4020 Luik, voor het gecontroleerde offertebedrag van 33.370,00 € excl. btw of 40.377,70 €, 21% btw inbegrepen. Het gunningsbedrag wordt als volgt verdeeld:

\* 1: Vaste schijf (28.090,00 € excl. btw of 33.988,90 €, 21% btw inbegrepen)

\* 2: Voorwaardelijke schijf (5.280,00 € excl. btw of 6.388,80 €, 21% btw inbegrepen);

Overwegende dat de documenten voor de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning klaar zijn en binnenkort zullen worden ingediend;

Overwegende dat de vaste schijf voltooid is;

Overwegende dat de voorwaardelijke schijf van deze opdracht moet worden bevestigd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 september 2021 met betrekking tot de bevestiging van de voorwaardelijke schijf van de opdracht “2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen voor de plaatsing van verlichting”, de inschrijving van de uitgave op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en de financiering door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 september 2021 met betrekking tot de bevestiging van de voorwaardelijke schijf van de opdracht “2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen voor de plaatsing van verlichting”, de inschrijving van de uitgave op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en de financiering door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

47 **Marchés publics - Approbation de l’avenant 2.1 du marché «2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière - Tranche conditionnelle : suivi du chantier » - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Commandes supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant qu'il a été pressenti que dans le cadre du Permis d'Urbanisme Unique pour la mise en lumière de l'église St Denis, les Monuments et Sites demanderaient un complément d'étude pour le Monument aux Morts ;*

*Vue la décision du collège des Bourgmestre et échevins du 3 décembre 2020 approuvant l'avenant 1 relatif à la réalisation de l'avant-projet de mise en lumière du Monument aux Morts ;*

*Vue la décision du collège des Bourgmestre et échevins du 9 novembre 2021 approuvant l'avenant 2 relatif aux essais et au dossier de projet de mise en lumière du Monument aux Morts ;*

*Considérant que les essais de mise en lumière ont été réalisés ;*

*Considérant que le dossier de demande de Permis Unique a été déposé ;*

*Considérant que dans le cadre de l'instruction du Permis d'Urbanisme Unique pour la mise en lumière de l'église St Denis, les Monuments et Sites ont demandé un complément d'étude pour l'ensemble du site de l'Abbaye y compris pour le Monument aux Morts ;*

*Considérant qu'il est nécessaire de confier la suite de la mission (analyse des offres, suivi du chantier, réglages finaux) au même bureau d'étude ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 2.1 du marché «2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière - Tranche conditionnelle : suivi du chantier » pour un montant total en plus de € 1.120,00 hors TVA ou € 1.355,20, 21% TVA comprise, sous réserve de l'approbation du budget, à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 2.1 du marché «2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière - Tranche conditionnelle : suivi du chantier » pour un montant total en plus de € 1.120,00 hors TVA ou € 1.355,20, 21% TVA comprise, sous réserve de l'approbation du budget, à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Goedkeuring van aanhangsel 2.1 van de opdracht “2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen van de belichting – Voorwaardelijk gedeelte: follow-up van de werkzaamheden” – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 139.000,00 €) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);



Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Bijkomende bestellingen

Totaal excl. btw

BTW

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat vermoed werd dat Monumenten en Landschappen in het kader van de unieke stedenbouwkundige vergunning voor de verlichting van de Sint-Denijskerk een aanvullende studie voor het Monument van de Doden zou vragen;*

*Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 tot goedkeuring van aanhangsel 1 betreffende de uitvoering van het voorproject voor de verlichting van het Monument der Doden;*

*Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2021 tot goedkeuring van aanhangsel 2 betreffende de tests en het projectdossier betreffende de verlichting van het Monument der Doden;*

*Overwegende dat de verlichtingstests uitgevoerd zijn;*

*Overwegende dat het dossier voor de aanvraag van een unieke vergunning is ingediend;*

*Overwegende dat Monumenten en Landschappen in het kader van de unieke stedenbouwkundige vergunning voor de verlichting van de Sint-Denijskerk een aanvullende studie voor de hele abdijsite, met inbegrip van het Monument van de Doden, heeft gevraagd;*

*Overwegende dat de voortzetting van de opdracht (analyse van de offertes, follow-up van de werkzaamheden, definitieve afstellingen) aan hetzelfde studie bureau moet worden toevertrouwd;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2.1 van de opdracht "2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen van de belichting - Voorwaardelijk gedeelte: follow-up van de werkzaamheden" voor een totaal bijkomend bedrag van 1.120,00 € excl. btw of 1.355,20 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2.1 van de opdracht "2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen van de belichting - Voorwaardelijk gedeelte: follow-up van de werkzaamheden" voor een totaal bijkomend bedrag van 1.120,00 € excl. btw of 1.355,20 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 3 juin 2021 relative à l'attribution du marché "336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA" à JG Construction srl, Rue Saules Bastin, 28 à 4920 Aywaille pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de € 133.999,76 HTVA , € 162.139,70 TVAC, 178.354,00 € TVA et révision comprises :

-Tranche ferme : € 75.804,76 HTVA, € 91.723,75 TVAC, € 100.000,00 TVA et révision comprises ;

-Tranche conditionnelle : € 58.195,00 HTVA, € 70.415,95 TVAC, € 78.354,00 TVA et révision comprises ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 02 septembre 2021 relative à l'affermissement de la tranche conditionnelle pour un montant de € 58.195,00 HTVA, € 70.415,95 TVAC, € 78.354,00 TVA et révision comprises ;

Considérant les suppléments importants liés à la hausse du coefficient de révision des prix, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine ;

Considérant que lors de l'attribution du marché un montant de € 8.276,25 a été prévu pour la tranche ferme et un autre de € 7.938,05 pour la tranche conditionnelle soit, au total, un montant de € 16.214,30 pour l'ensemble du marché ;

Considérant que la révision des prix a atteint un seuil de plus de 30% et demeure à 20% ;

Considérant que la révision des prix des états d'avancement déjà facturés s'élève à € 13.969,97 ;

Considérant que l'exécution du marché n'est pas encore terminée, que de futurs états d'avancement devront être facturés d'ici la fin de chantier ;

Considérant que la révision des prix sur ces futurs états d'avancement devra également être facturée et qu'il n'est pas possible de l'estimer aujourd'hui ;

Considérant que lors de l'élaboration du budget 2022, un montant de € 15.000,00 a été demandé à l'article 300/723-60/64 du service extraordinaire sous l'intitulé « Antenne Lisa : Révision des prix (événements macro-économiques) » ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt à charge de la commune ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 08 décembre 2022 faisant choix d'engager, pour le marché « 2021-T-013 - 336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA », un montant de € 15.000,00 pour la prise en charge des suppléments de la révision des prix liés à la hausse du coefficient de cette dernière, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine, d'inscrire la dépense, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 300/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 08 décembre 2022 faisant choix d'engager, pour le marché « 2021-T-013 - 336 Alseberg - AMENAGEMENT ANTENNE LISA », un montant de € 15.000,00 pour la prise en charge des suppléments de la révision des prix liés à la hausse du coefficient de cette dernière, conséquence de la crise économique actuelle due notamment à la crise énergétique et la guerre en Ukraine, d'inscrire la dépense, sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle, à l'article budgétaire 300/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et la financer par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2021-T-013 – Alsebergsesteenweg 336 – Inrichting Antenne Lisa – Prijsherziening – Bijkomende vastlegging – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 juni 2021 betreffende de gunning van de opdracht "Alsebergsesteenweg 336 - Inrichting Antenne Lisa" aan JG Construction srl, Rue Saules Bastin 28 te 4920 Aywaille voor het gecontroleerde en verbeterde offertebedrag van € 133.999,76 excl. btw, € 162.139,70 incl. btw, €178.354,00 btw en herziening inbegrepen;

- Vaste schijf: € 75.804,76 excl. btw, € 91.723,75 incl. btw, € 100.000,00 btw en herziening inbegrepen;

- Voorwaardelijke schijf: € 58.195,00 excl. btw, € 70.415,95 incl. btw, € 78.354,00 btw en herziening inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 september 2021 met

betrekking tot de bevestiging van de voorwaardelijke schijf voor een bedrag van € 58.195,00 excl. btw, € 70.415,95 incl. btw, € 78.354,00 btw en herziening inbegrepen;

Overwegende de aanzienlijke toeslagen in verband met de stijging van de prijsherzieningscoëfficiënt, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne;

Overwegende dat bij de gunning van de opdracht een bedrag van € 8.276,25 was voorzien voor de vaste schijf en een ander van € 7.938,05 voor de voorwaardelijke schijf, d.w.z. een totaalbedrag van € 16.214,30 voor de hele opdracht;

Overwegende dat de prijsherziening een drempel van meer dan 30% heeft bereikt en op 20% blijft;

Overwegende dat de prijsherziening van de reeds gefactureerde vorderingsstaten € 13.969,97 bedraagt;

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht nog niet is voltooid; dat toekomstige vorderingsstaten tegen het einde van de werken moeten worden gefactureerd;

Overwegende dat de prijsherziening op deze toekomstige vorderingsstaten ook zal moeten worden gefactureerd en dat het onmogelijk is die thans te ramen;

Overwegende dat bij de opmaak van de begroting 2022 een bedrag van € 15.000,00 is gevraagd op artikel 300/723-60/64 van de buitengewone dienst onder de rubriek “Antenne Lisa: Prijsherziening (macro-economische gebeurtenissen)”;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om ervoor te kiezen voor de opdracht “2021-T-013 - Alsebergsesteenweg 336 - Inrichting Antenne Lisa” een bedrag van € 15.000,00 vast te leggen voor de betaling van de toeslagen op de prijsherziening in verband met de stijging van de coëfficiënt van deze laatste, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 300/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om ervoor te kiezen voor de opdracht “2021-T-013 - Alsebergsesteenweg 336 - Inrichting Antenne Lisa” een bedrag van € 15.000,00 vast te leggen voor de betaling van de toeslagen op de prijsherziening in verband met de stijging van de coëfficiënt van deze laatste, als gevolg van de huidige economische crisis, die met name toe te schrijven is aan de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne; de uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid, in te schrijven op begrotingsartikel 300/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2022 en deze te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

49 **Marchés publics – Approbation de l’avenant 2.3 (TC) du marché « 2021-T-013 – 336 Alseberg – AMENAGEMENT ANTENNE LISA – Tranche conditionnelle » – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 236 §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/4 (Règle « de minimis » (modification < 15% valeur marché initial et modification < seuils EU)) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant qu'il est nécessaire d'augmenter certains quantités prévus suite à une adaptation demandé par les futurs utilisateurs;*

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 6,49% (6,49% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 72.113,40 hors TVA ou € 87.257,21, 21% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense a été inscrit à l’article 300/723-60/64 du service extraordinaire de l’exercice 2022;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30 décembre 2022 faisant choix d’approuver l’avenant 2.3 (TC) du marché « 2021-T-013 – 336 Alseberg – AMENAGEMENT ANTENNE LISA – Tranche conditionnelle » pour un montant total en plus € 1.186,00 hors TVA ou € 1.435,06, 21% TVA comprise, sous réserve de l’approbation du budget, à l’article 300/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2022 et de financer la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 30 décembre 2022 faisant choix d’approuver l’avenant 2.3 (TC) du marché « 2021-T-013 – 336 Alseberg – AMENAGEMENT ANTENNE LISA – Tranche conditionnelle » pour un montant total en plus € 1.186,00 hors TVA ou € 1.435,06, 21% TVA comprise, sous réserve de l’approbation du budget, à l’article 300/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2022 et de financer la

dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Goedkeuring van aanhangsel 2.3 (VoS) van de opdracht “2021-T-013 – Alsebergsesteenweg 336 – Inrichting Antenne LISA – Voorwaardelijke schijf” – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 139.000,00 €) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/4 (“de minimis”-regel (wijziging < 15% waarde aanvankelijke opdracht en wijziging < drempels EU));

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

H meer

Totaal excl. btw

BTW

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat het noodzakelijk is sommige van de voorziene hoeveelheden te verhogen als gevolg van een door de toekomstige gebruikers gevraagde aanpassing;*

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 6,49% overschrijdt (6,49% voor de wijzigingen met de minimalis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 72.113,40 € excl. btw of 87.257,21 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 300/723-60/64 van de buitengewone dienst van dienstjaar 2022;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2.3 (VoS) van de opdracht “2021-T-013 – Alsebergsesteenweg 336 – Inrichting Antenne LISA – Voorwaardelijke schijf” voor een bijkomend bedrag van 1.186,00 € excl. btw of 1.435,06 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 300/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2.3 (VoS) van de opdracht “2021-T-013 – Alsebergsesteenweg 336 – Inrichting Antenne LISA – Voorwaardelijke schijf” voor een bijkomend bedrag van 1.186,00 € excl. btw of 1.435,06 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 300/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

50 **Marchés publics - Approbation de l'avenant 1 du marché «2021-T-028 - Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase III: aménagement des combles» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/4 (Règle « de minimis » (modification < 15% valeur marché initial et modification < seuils EU)) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant que l'éclairage ne fait pas partie de la commande actuelle de l'adjudicataire à l'exception de l'éclairage de sécurité directionnel ;*

*Considérant qu'afin de rendre l'occupation des combles possible, il faut les équiper en éclairage ;*

*Considérant qu'afin de répondre à l'exigence de la commune de Forest de rendre les espaces les plus flexibles possibles ;*

*Considérant que pour répondre à cette exigence, il faut prévoir une gestion d'éclairage de type DALI ;*

*Considérant que le placement de ce système doit se faire au même temps que le placement des câblages électriques ;*

*Considérant que le placement des câblages est actuellement en cours ;*

*Considérant que cette commande supplémentaire s'inscrit dans la perspective de continuité des travaux à réaliser dans les combles de l'Hôtel communal de Forest et respectent la nature et l'objet du marché initial ;*

*Considérant que le changement de contractant est impossible pour des raisons techniques et entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur ;*

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 0,50% (0,50% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 3.144.640,92 hors TVA ou € 3.805.015,52, 21% TVA comprise ;

Considérant que le Ministre des Pouvoirs Locaux a approuvé en date du 27 juillet 2022 l'exécution de l'article 104/723-60/64 ayant pour objet les nouveaux luminaires de l'Hôtel communal;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2021-T-028 - Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase III: aménagement des combles» pour un montant total en plus de € 15.583,60 hors TVA ou € 18.856,16, 21% TVA comprise à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2021-T-028 - Restauration et rénovation de l'Hôtel communal de Forest, Phase III: aménagement des combles» pour un montant total en plus de € 15.583,60 hors TVA ou € 18.856,16, 21% TVA comprise à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht “2021-T-028 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase III: inrichting van de zolderverdieping” - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/4 (“de minimis”-regel (wijziging < 15% waarde aanvankelijke opdracht en wijziging < drempels EU));

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;



Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

Btw

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat de verlichting geen deel uitmaakt van de huidige bestelling van de opdrachtnemer, met uitzondering van de directionele veiligheidsverlichting;*

*Overwegende dat om het gebruik van de zolderverdieping mogelijk te maken, het noodzakelijk is in verlichting te voorzien;*

*Overwegende te voldoen aan de eis van de gemeente Vorst om de ruimten zo flexibel mogelijk te maken;*

*Overwegende dat om aan deze eis te voldoen een verlichtingsbeheersysteem van het type DALI moet worden voorzien;*

*Overwegende dat de plaatsing van dit systeem tegelijk met de plaatsing van de elektrische bekabeling moet plaatsvinden;*

*Overwegende dat de plaatsing van de bekabeling momenteel aan de gang is;*

*Overwegende dat deze bijkomende bestelling kadert in het perspectief van de continuïteit van de uit te voeren werken op de zolderverdieping van het gemeentehuis van Vorst en de aard en het voorwerp van de oorspronkelijke opdracht volgen;*

*Overwegende dat de verandering van contractant om technische redenen onmogelijk is en zou leiden tot een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder;*

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 0,50% overschrijdt (0,50% voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 3.144.640,92 € excl. btw of 3.805.015,52 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de minister van Plaatselijke Besturen op 27 juli 2022 de uitvoering van artikel 104/723-60/64 met als voorwerp de nieuwe armaturen van het gemeentehuis heeft goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2021-T-028 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase III: inrichting van de zolderverdieping" voor een totaal bijkomend bedrag van 15.583,60 € excl. btw of 18.856,16 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt met een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2021-T-028 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase III: inrichting van de zolderverdieping" voor een totaal bijkomend bedrag van 15.583,60 € excl. btw of 18.856,16 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt met een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

51 **Marchés publics – Approbation de l’avenant 1 du marché «2021-S-073 – HCF : réalisation des coussins pour la salle de Conseil» – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu’il est apparu nécessaire, lors de l’exécution du marché, d’apporter les modifications suivantes :

Commandes supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant que suite à la réalisation du prototype, il a été décidé de modifier légèrement la forme de la tapisserie des bancs ;*

*Considérant que ces adaptations nécessitent des matériaux et le main d’œuvre supplémentaires ;*

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 15,67% le montant d’attribution, le montant total de la commande après avenants s’élevant à présent à € 5.572,48 hors TVA ou € 6.742,70, 21% TVA comprise;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d’approuver l’avenant 1 du marché «2021-S-073 - HCF : réalisation des coussins pour la salle de Conseil» pour un montant total en plus de € 755,00 hors TVA ou € 913,55, 21% TVA comprise, sous réserve de l’approbation du budget, à l’article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2022 et financer la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d’approuver l’avenant 1 du marché «2021-S-073 - HCF : réalisation des coussins pour la salle de Conseil» pour un montant total en plus de € 755,00 hors TVA ou € 913,55, 21% TVA comprise, sous réserve de l’approbation du budget, à l’article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht “2021-S-073 – Gemeentehuis Vorst: vervaardiging van de kussens voor de Raadszaal” – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Bijkomende bestellingen

Totaal excl. btw

BTW

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat er na de vervaardiging van het prototype is beslist de vorm van de bekleding van de banken enigszins te wijzigen;*

*Overwegende dat deze aanpassingen bijkomend materiaal en werk vergen;*

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 15,67% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 5.572,48 € excl. btw of 6.742,70 €, incl. 21% btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht “2021-S-073 - Gemeentehuis Vorst: vervaardiging van de kussens voor de Raadszaal” voor een totaal bijkomend bedrag van 755,00 € excl. btw of 913,55 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht “2021-S-073 - Gemeentehuis Vorst: vervaardiging van de kussens voor de Raadszaal” voor een bijkomend bedrag van 755,00 € excl. btw of 913,55 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van

de begroting ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Vanslambrouck demande si une date d'inauguration de l'hôtel communal est programmée.**

**Madame Père répond qu'elle ne s'aventurerait pas à communiquer une date.**

**Monsieur Loewenstein souligne qu'on aborde ici la question du déménagement avec le sourire en parlant des coussins de la salle du Conseil, mais insiste sur le fait qu'il s'agit d'un enjeu essentiel pour l'administration, en terme d'organisation, mais aussi au vu de la charge importante que représentent les loyers des différents bâtiments actuellement loués pour héberger les services.**

**Monsieur Hacken réitère la demande d'organiser une commission réunie sur la Maison Dewin, afin d'aborder tant les travaux eux-mêmes que le projet Maison Dewin plus largement.**

**Madame Père rappelle qu'il s'agit un chantier gigantesque au sein d'un bâtiment intégralement classé, ce qui amène son lot de contraintes. Elle ajoute qu'on se doit d'être scrupuleux quant aux aspects sécuritaires et de responsabilité de l'entrepreneur dans le cadre de la réception provisoire. Elle se dit pleinement consciente de la situation financière de la commune.**

**Monsieur Loewenstein ne remet pas en cause les indispensables garanties en matière de bien-être du personnel et de sécurité, mais insiste sur la nécessité que toutes les forces vives convergent pour faire avancer ce dossier.**

**De heer Vanslambrouck vraagt of er een datum voor de inhuldiging van het gemeentehuis gepland is.**

**Mevrouw Père antwoordt dat zij zich niet aan een datum durft te wagen.**

**De heer Loewenstein wijst erop dat de verhuiskwestie hier met een glimlach aan de orde wordt gesteld wanneer men het heeft over de kussens in de raadszaal, maar benadrukt dat het een essentiële uitdaging is voor de administratie, niet alleen wat de organisatie betreft, maar ook gezien de hoge huurkosten van de verschillende gebouwen die momenteel worden gehuurd om de diensten te huisvesten.**

**De heer Hacken herhaalt het verzoek om een verenigde commissie te organiseren over Huis Dewin om zowel de werkzaamheden zelf als het project Huis Dewin in het algemeen te bespreken.**

**Mevrouw Père herinnert eraan dat het gaat om een gigantisch project in een volledig beschermd gebouw, wat de nodige beperkingen met zich meebrengt. Zij voegt daaraan toe dat de veiligheidsaspecten en de verantwoordelijkheid van de aannemer in het kader van de voorlopige oplevering nauwlettend in het oog moeten worden gehouden. Zij zegt zich volledig bewust te zijn van de financiële situatie van de gemeente.**

**De heer Loewenstein trekt de noodzakelijke garanties met betrekking tot het welzijn van het personeel en de veiligheid niet in twijfel, maar benadrukt dat alle stuwende krachten moeten samenkomen om dit dossier te doen vooruitgaan.**

---

52 **Marchés publics – 2022-T-023 – Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques – Approbation des conditions, de la procédure de passation et de l’attribution – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

*Considérant la nécessité de procéder à des interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2022-T-023 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques», pour un montant estimé à 29.752,07 € hors TVA ou 36.000,00 €, TVA comprise inscrit, sous réserve d’approbation du budget, à l’article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2022 et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 8 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2022-T-023 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques », pour un montant estimé à 29.752,07 € hors TVA ou 36.000,00 €, TVA comprise inscrit, sous réserve d’approbation du budget, à l’article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2022 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2022-T-023 – Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en gunning – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 en 236 betreffende

de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

*Overwegende dat het noodzakelijk is om zware interventies uit te voeren aan de kunstgrasvelden op de Bempt;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2022-T-023 – Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden", voor een geraamd bedrag van 29.752,07 € excl. btw of 36.000,00 €, btw inbegrepen, ingeschreven, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting, op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2022-T-023 – Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden", voor een geraamd bedrag van 29.752,07 € excl. btw of 36.000,00 €, btw inbegrepen, ingeschreven, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting, op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

53 **Marchés publics - Approbation de l'avenant 2 du marché «2022-T-024 - Interventions lourdes sur les terrains sportifs naturel et synthétiques (éclairage)» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 236§3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à

approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant la conjoncture mondiale actuelle dû à la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ;*

*Considérant la hausse globale des prix des matériaux et particulièrement le prix de l'énergie ;*

*Considérant que la Commune de Forest doit faire preuve d'une rigueur budgétaire ;*

*Considérant que 2 mats d'éclairage sur 4 mats ne s'allument plus sur le terrain de rugby n°7 ;*

*Considérant que ce terrain n'est de ce fait plus éclairé correctement, et que cet éclairage est primordial pour le bon déroulement des matchs et entraînement ;*

*Considérant qu'il est nécessaire de remplacer des appareils d'éclairage existants par des nouveaux à LED qui sauront mieux répondre aux besoins particuliers des terrains de rugby, tout en allongeant leurs durée de vie et en réduisant considérablement la facture d'énergie ;*

*Considérant que cette commande supplémentaire s'inscrit dans la perspective de continuité des travaux d'éclairage réalisés sur les autres terrains et respect la nature et l'objet du marché initial ;*

*Considérant que pour des raisons économiques, il est souhaitable que ce travail soit fait par la même firme déjà en intervention pour ce site ; qu'afin d'économiser d'autres frais d'installation de chantier, nouvelle équipe et nouvelle location de nacelle ;*

*Considérant que dès lors le changement de contractant entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur;*

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 41,20% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 82.250,00 hors TVA ou € 99.522,50, 21% TVA comprise;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2022-T-024 - Interventions lourdes sur les terrains sportifs naturel et synthétiques (éclairage)» pour un montant total en plus de € 20.320,00 hors TVA ou € 24.587,20, 21% TVA comprise et inscrit , sous réserve de l'approbation du budget, à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2022-T-024 - Interventions lourdes sur les terrains sportifs naturel et synthétiques (éclairage)» pour un montant total en plus de € 20.320,00 hors TVA ou € 24.587,20, 21% TVA comprise et inscrit, sous réserve de l'approbation du budget, à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht “2022-T-024 – Zware interventies op de natuurlijke en de kunstgrassportvelden (verlichting)” – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

Btw

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende de huidige wereldconjunctuur vanwege de COVID-19-pandemie en de oorlog in Oekraïne;*

*Overwegende de algemene stijging van de prijzen van materialen en in het bijzonder van de prijs van energie;*

*Overwegende dat de gemeente Vorst nauwgezet moet omgaan met de begroting;*

*Overwegende dat 2 van de 4 lichtmasten op rugbyveld nr. 7 niet meer werken;*

*Overwegende dat dit veld niet meer correct verlicht is, en dat deze verlichting essentieel is voor het goede verloop van wedstrijden en trainingen;*

*Overwegende dat de bestaande verlichtingsarmaturen moeten worden vervangen door nieuwe led-armaturen die beter voldoen aan de specifieke behoeften van rugbyvelden, terwijl de levensduur ervan wordt verlengd en de energierekening aanzienlijk wordt verlaagd;*

*Overwegende dat deze bijkomende bestelling kadert in het perspectief van continuïteit van de verlichtingswerken op andere terreinen, en in overeenstemming is met de aard en het doel van de oorspronkelijke opdracht;*

*Overwegende dat het om economische redenen wenselijk is dat deze werkzaamheden worden uitgevoerd door dezelfde firma die reeds op deze site werkzaam is; dat om installatiekosten, een nieuw team en een nieuwe huur van een hoogwerker uit te sparen;*

*Overwegende dat de verandering van contractant derhalve een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder zou teweegbrengen;*

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde



aanhangsels het gunningsbedrag met 41,20% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 82.250,00 € excl. btw of 99.522,50 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht "2022-T-024 - Zware interventies op de natuurlijke en de kunstgrassportvelden (verlichting)" voor een bijkomend bedrag van 20.320,00 € excl. btw of 24.587,20 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht "2022-T-024 - Zware interventies op de natuurlijke en de kunstgrassportvelden (verlichting)" voor een bijkomend bedrag van 20.320,00 € excl. btw of 24.587,20 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

54 **Marchés publics - Approbation de l'avenant 1 du marché «2022-T-024 - Interventions lourdes sur les terrains sportifs naturel et synthétiques (éclairage)» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 236§3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/4 (Règle « de minimis » (modification < 15% valeur marché initial et modification < seuils EU)) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant qu'il y a des coupures de courant à répétition ainsi que des anomalies au niveau du disjoncteur sont suspectées ;*

*Considérant que les câbles d'éclairage souterrains présentent un défaut à un endroit indéterminé ;*

*Considérant que les câbles traversent un chemin en asphalte et klinkers ;*

*Considérant qu'il est nécessaire de faire une localisation précise de l'endroit du défaut ainsi que la réparation de ce dernier ;*

*Cette option est économiquement plus intéressante que l'ouverture total du chemin en asphalte et klinkers ainsi que le changement de l'ensemble des câbles. ;*

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 6,32% (6,32% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 61.930,00 hors TVA ou € 74.935,30, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2022-T-024 - Interventions lourdes sur les terrains sportifs naturel et synthétiques (éclairage)» pour un montant total en plus de € 3.680,00 hors TVA ou € 4.452,80, 21% TVA comprise et inscrit , sous réserve de l'approbation du budget, à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 15 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2022-T-024 - Interventions lourdes sur les terrains sportifs naturel et synthétiques (éclairage)» pour un montant total en plus de € 3.680,00 hors TVA ou € 4.452,80, 21% TVA comprise et inscrit , sous réserve de l'approbation du budget, à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht “2022-T-024 – Zware interventies op de natuurlijke en de kunstgrassportvelden (verlichting)” – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/4 (“de minimis”-regel (wijziging < 15% waarde aanvankelijke opdracht en wijziging < drempels EU));

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in

de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

BTW

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat er herhaaldelijk stroomonderbrekingen zijn en anomalieën aan de stroomverbreker worden vermoed;*

*Overwegende dat de ondergrondse verlichtingskabels op een onbepaalde plaats een defect vertonen;*

*Overwegende dat de kabels een asfalt- en klinkerweg kruisen;*

*Overwegende dat het noodzakelijk is de plaats van het defect en de herstelling nauwkeurig te lokaliseren;*

*Deze optie is economisch interessanter dan de volledige openlegging van de asfalt- en klinkerweg en de vervanging van alle kabels;*

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 6,32% overschrijdt (6,32% voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 61.930,00 € excl. btw of 74.935,30 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2022-T-024 - Zware interventies op de natuurlijke en de kunstgrassportvelden (verlichting)" voor een bijkomend bedrag van 3.680,00 € excl. btw of 4.452,80 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2022-T-024 - Zware interventies op de natuurlijke en de kunstgrassportvelden (verlichting)" voor een bijkomend bedrag van 3.680,00 € excl. btw of 4.452,80 €, 21% btw inbegrepen en onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

55 **Marchés publics - Approbation de l'avenant 1 du marché «2022-T-025 - Bempt et toots Thielemans : réaménagement de deux aires de jeux (2 LOTS) - Lot 2 (Toot Thielemans : Réaménagement et extension de l'aire de jeux)» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 236 §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +

Travaux supplémentaires

Total HTVA

TVA

**TOTAL**

Considérant la motivation de cet avenant :

*Considérant qu'en phase préparatoire du chantier, l'entreprise a ré-analysé le projet ; qu'il a constaté que plusieurs adaptations étaient nécessaires ;*

*Considérant que compte tenu de la situation existante, les bacs d'orangerie doivent être placés sur le trottoir, dès lors, il est nécessaire d'enlever l'escalier existant et de couler sur place une séparation en béton, pour éviter de mettre à nu une fondation et des pavés ;*

*Considérant que suite à l'adaptation de l'escalier, il est nécessaire de compenser la surface de sol de chute ; que dès lors il faut augmenter un peu la quantité présumée du sol de chute ;*

*Considérant que le gazon synthétique prévu sur l'aire de jeux doit être posé sur des pavés non drainants ; que pour éviter la stagnation d'eau, il est nécessaire de forer ce sol tous les 2 m<sup>2</sup> et du remplir avec du matériau drainant ;*

*Considérant que pour une meilleure tenue dans le temps et afin d'éviter notamment tout risques de moisissure, il est nécessaire de remplacer des contres lattes d'assises en métal à la place du bois;*

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 22,27% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à € 75.775,00 hors TVA ou € 91.687,75, 21% TVA comprise ;

Considérant que le Ministre des Pouvoirs Locaux a approuvé en date du 27 juillet 2022 l'exécution de l'article 761/721-60/64 ayant pour objet « Aires de jeux Toots Thieleman et Aires de jeux Bempt » ;

Considérant que le mode de financement prévu est :

- un subside de € 156.000,00 (Bempt : € 92.500,00 et Toots Thielemans: € 63.500,00) octroyé par Bruxelles Pouvoirs Locaux et est inscrit à l'article de recette 761/665-52/ 64 ;
- le solde étant un emprunt à charge de la commune ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2022-T-025 - BEMPT et TOOTS THIELEMANS : réaménagement de deux aires de jeux (2 LOTS) - Lot 2 (TOOTS THIELEMANS :

RÉAMÉNAGEMENT ET EXTENSION DE L'AIRE DE JEUX)» pour un montant total en plus de € 13.800,00 hors TVA ou € 16.698,00, 21% TVA comprise à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et de financer la dépense par un subside de € 156.000,00 (Bempt : € 92.500,00 et Toots Thielemans: € 63.500,00) octroyé par Bruxelles Pouvoirs Locaux et inscrit à l'article de recette 761/665-52/ 64, le solde étant un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2022-T-025 - BEMPT et TOOTS THIELEMANS : réaménagement de deux aires de jeux (2 LOTS) - Lot 2 (TOOTS THIELEMANS : RÉAMÉNAGEMENT ET EXTENSION DE L'AIRE DE JEUX)» pour un montant total en plus de € 13.800,00 hors TVA ou € 16.698,00, 21% TVA comprise à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et de financer la dépense par un subside de € 156.000,00 (Bempt : € 92.500,00 et Toots Thielemans: € 63.500,00) octroyé par Bruxelles Pouvoirs Locaux et inscrit à l'article de recette 761/665-52/ 64, le solde étant un emprunt à charge de la commune inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht “2022-T-025 - Bempt en Toots Thielemans: herinrichting van twee spelterreinen (2 percelen) - Perceel 2 (Toots Thielemans: herinrichting en uitbreiding van het spelterrein)” - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

H meer

Aanvullende werken

Totaal excl. btw

Btw

**TOTAAL**

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

*Overwegende dat de onderneming tijdens de voorbereidende fase van de werkzaamheden het project opnieuw heeft geanalyseerd; dat zij heeft vastgesteld dat verschillende aanpassingen noodzakelijk waren;*

*Overwegende dat de oranjeriebakken, gelet op de bestaande situatie, op het trottoir moeten worden geplaatst, is het derhalve noodzakelijk de bestaande trap te verwijderen en ter plaatse een betonnen afscheiding te storten, om te voorkomen dat een fundering en straatstenen bloot komen te liggen.*

*Overwegende dat het na de aanpassing van de trap noodzakelijk is het oppervlak van de valvloer te compenseren; dat derhalve de vermoedelijke hoeveelheid van de valvoer een beetje moet worden verhoogd;*

*Overwegende dat het geplande kunstgras op het speelterrein moet worden gelegd op niet drainerende straatstenen; dat het, om stagnatie van water te voorkomen, noodzakelijk is deze grond om de 2 m<sup>2</sup> te doorboren en te vullen met drainerend materiaal;*

*Overwegende dat het voor een betere duurzaamheid en om elk risico op schimmelvorming te voorkomen, noodzakelijk is de houten tegenlatten van de zittingen te vervangen door metalen;*

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 22,27% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 75.775,00 € excl. btw of 91.687,75 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de minister van Plaatselijke Besturen op 27 juli 2022 de uitvoering van artikel 761/721-60/64 met als voorwerp “Speelterreinen Toots Thielemans en speelterreinen Bempt” heeft goedgekeurd;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze de volgende is:

- een subsidie van 156.000,00 € (Bempt: 92.500,00 € en Toots Thielemans: 63.500,00 €) toegekend door Brussel Plaatselijke Besturen en ingeschreven op artikel van ontvangst 761/665-52/ 64;
- waarbij het saldo een lening is ten laste van de gemeente;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2022-T-025 - Bempt en Toots Thielemans: herinrichting van twee speelterreinen (2 percelen) - Perceel 2 (Toots Thielemans: herinrichting en uitbreiding van het speelterrein)” voor een bijkomend bedrag van 13.800,00 € excl. btw of 16.698,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een subsidie van 156.000,00 € (Bempt: 92.500,00 € en Toots Thielemans: 63.500,00 €) toegekend door Brussel Plaatselijke Besturen en ingeschreven op artikel van ontvangst 761/665-52/ 64, waarbij het saldo een lening is ten laste van de gemeente ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor aanhangsel 1 van de opdracht “2022-T-025 - Bempt en Toots Thielemans: herinrichting van twee speelterreinen (2 percelen) - Perceel 2 (Toots Thielemans: herinrichting en uitbreiding van het speelterrein)” voor een bijkomend bedrag van 13.800,00 € excl. btw of 16.698,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een subsidie van 156.000,00 € (Bempt: 92.500,00 € en Toots Thielemans: 63.500,00 €) toegekend door Brussel Plaatselijke Besturen en ingeschreven op artikel van ontvangst 761/665-52/ 64, waarbij het saldo een lening is ten laste van de gemeente ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst

van de begroting van het dienstjaar 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

56 **Marchés publics - 2022-S-028 - Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos: Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d’ouvrage - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

*Considérant qu'en vue de la transformation et de la rénovation globale de la Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos, il est nécessaire de faire appel aux services d'études, d'analyses, d'assistance et de suivi à la maîtrise d'ouvrage de certains postes ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 décembre 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2022-S-028 - Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos: Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d’ouvrage», pour un montant global estimé à € 136.000,00 hors TVA ou € 150.000,00, 21% TVA comprise, inscrit, sous réserve d’approbation du Budget 2022, à l’article 844/723-60 /03 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2022 et financée par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 décembre 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2022-S-028 - Crèche Les Lutins – 47 Rue Jef Devos: Etudes, analyses, assistance et suivi à la maîtrise d’ouvrage», pour un montant global estimé à € 136.000,00 hors TVA ou € 150.000,00, 21% TVA comprise, inscrit, sous réserve d’approbation du Budget 2022, à l’article 844/723-60 /03 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2022 et financée par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - 2022-S-028 - Kinderdagverblijf Les Lutins - Jef Devosstraat 47: Studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

*Overwegende dat met het oog op de verbouwing en globale renovatie van het kinderdagverblijf Les Lutins - Jef Devosstraat 47, het noodzakelijk is een beroep te doen op de dienstverlening inzake studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap voor bepaalde posten;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2022-S-028 - Kinderdagverblijf Les Lutins - Jef Devosstraat 47: Studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap", voor een totaal geraamd bedrag van 136.000,00 € excl. btw of 150.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2022, op artikel 844/723-60 /03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2022-S-028 - Kinderdagverblijf Les Lutins - Jef Devosstraat 47: Studies, analyses, bijstand en opvolging van het bouwheerschap", voor een totaal geraamd bedrag van 136.000,00 € excl. btw of 150.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2022, op artikel 844/723-60 /03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

57 **Marchés publics - 2022-S-046 - Etude et suivi des dispositifs de gestion de eaux pluviales - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**



LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 140.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

*Considérant la mise en œuvre récente de dispositifs de gestion des eaux pluviales dans le quartier du Bempt;*

*Considérant qu'un suivi de ces dispositifs est indispensable pour évaluer leurs performances et leurs impacts sur les inondations locales, la biodiversité et les sols;*

*Considérant que ce suivi doit être assuré durant un an et demi de manière à pouvoir objectiver l'ensemble des données sur une période minimale;*

*Considérant que ces évaluations ont pour objectifs:*

- d'optimiser les dispositifs de gestion des eaux pluviales (GIEP) installés et mettre en place des protocoles de suivi et de gestion adaptés et durables ;*
- de renforcer le potentiel de biodiversité de ces ouvrages et adapter, au besoin, la palette végétale qui pourra être proposée par le Végétalab, la pépinière communale de vivaces ;*
- de limiter les impacts sur les sols;*

Considérant que ce marché est divisé en lots :

\* Lot 1 (EVALUATION ET SUIVI HYDRAULIQUE DES DISPOSITIFS), estimé à 16.350,00 € hors TVA ou 19.783,50 €, 21% TVA comprise ;

\* Lot 2 (EVALUATION ET SUIVI BIODIVERSITE ET SOL), estimé à 15.550,00 € hors TVA ou 18.815,50 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 décembre 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2022-S-046 - Etude et suivi des dispositifs de gestion de eaux pluviales», pour un montant global estimé à 31.900,00 € hors TVA ou 38.599,00 €, 21% TVA comprise, inscrit, sous réserve d'approbation du Budget 2022, à l'article 8754/747-60/91 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financée par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 décembre 2022 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2022-S-046 - Etude et suivi des dispositifs de gestion de eaux pluviales», pour un montant global estimé à 31.900,00 € hors TVA ou 38.599,00 €, 21% TVA comprise (16.350,00 € hors TVA ou 19.783,50 €, 21% TVA comprise pour le Lot 1 ; 15.550,00 € hors TVA ou 18.815,50 €, 21% TVA comprise pour le Lot 2) inscrit, sous réserve d'approbation du Budget 2022, à l'article

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2022-S-046 – Studie en opvolging van de voorzieningen voor regenwaterbeheer – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningsprocedure – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 140.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

*Overwegende de recente ingebruikname van voorzieningen voor regenwaterbeheer in de Bemptwijk;*

*Overwegende dat een follow-up van deze systemen essentieel is om de resultaten en de impact op de lokale overstromingen, de biodiversiteit en de bodem te evalueren;*

*Overwegende dat deze opvolging anderhalf jaar moet duren om alle gegevens over een minimumperiode te kunnen objectiveren;*

*Overwegende de doelstellingen van deze evaluaties:*

- de voorzieningen voor regenwaterbeheer optimaliseren en aangepaste en duurzame controle- en beheerprotocollen opstellen;*
- het biodiversiteitspotentieel van deze realisaties versterken en indien nodig de vegetatie aanpassen die door het Vegetalab, de gemeentelijke plantenkwekerij, kan worden voorgesteld;*
- de impact op de bodem beperken;*

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

\* Perceel 1 (EVALUATIE EN FOLLOW-UP VAN DE VOORZIENINGEN OP HET VLAK VAN WATER), geraamd op 16.350,00 € excl. btw of 19.783,50 €, 21% btw inbegrepen;

\* Perceel 2 (EVALUATIE EN FOLLOW-UP VAN DE BIODIVERSITEIT EN DE BODEM), geraamd op 15.550,00 € excl. btw of 18.815,50 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2022-S-046 - Studie en follow-up van de voorzieningen voor regenwaterbeheer”, voor een geraamd bedrag van 31.900,00 € excl. btw of 38.599,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2022, op artikel 8754/747-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2022-S-046 - Studie en follow-up van de voorzieningen voor regenwaterbeheer”, voor een geraamd bedrag van 31.900,00 € excl. btw of 38.599,00 €, 21% btw inbegrepen (16.350,00 € excl. btw of 19.783,50 €, 21% btw inbegrepen voor Perceel 1; 15.550,00 € excl. btw of 18.815,50 €, 21% btw inbegrepen voor Perceel 2), ingeschreven, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2022, op artikel 8754/747-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

58 **Marchés publics - 2022-S-048 - Entretien lourd des toitures en chaume - Approbation des conditions, du mode de passation et de l'attribution - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ; En application de l'article 6 §5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché :

13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 156, 160 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 6, 7 et 124 ;

*Considérant que les travaux de rénovation de la toiture en chaume de deux pavillons d'entrée du cimetière ont été effectués en 2017 ;*

*Considérant qu'il est nécessaire de procéder à un nouveau entretien triennuel lourd de la toiture en chaume de deux pavillons d'entrée du cimetière afin de garantir leur longévité ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2022-S-048 - Entretien lourd des toitures en chaume - Approbation des conditions, du mode de passation et de l'attribution», pour un montant estimé à € 12.400,00 hors TVA ou € 15.000,00, 21% TVA comprise inscrit, sous réserve d'approbation du budget, à l'article 878/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financer par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 22 décembre 2022 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2022-S-048 - Entretien lourd des toitures en chaume - Approbation des conditions, du mode de passation et de l'attribution», pour un montant estimé à € 12.400,00 hors TVA ou € 15.000,00, 21% TVA comprise inscrit, sous réserve d'approbation du budget, à l'article 878/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2022 et financer par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - 2022-S-048 - Zwaar onderhoud van de rieten daken - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en gunning - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen; In toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, zijn de volgende artikelen van toepassing op deze opdracht:

13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 156, 160;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 6, 7 en 124;

*Overwegende dat de renovatiewerken van het rieten dak van twee toegangspaviljoenen van de begraafplaats in 2017 werden uitgevoerd;*

*Overwegende dat het rieten dak van twee toegangspaviljoenen van de begraafplaats opnieuw driejaarlijks zwaar moet worden onderhouden om de levensduur ervan te garanderen;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2022-S-048 - Zwaar onderhoud van de rieten daken - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en gunning", voor een geraamd bedrag van 12.400,00 € excl. btw of 15.000,00 €, 21% btw inbegrepen, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 878/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2022 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de

opdracht "2022-S-048 - Zwaar onderhoud van de rieten daken - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en gunning", voor een geraamd bedrag van 12.400,00 € excl. btw of 15.000,00 €, 21% btw inbegrepen, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting ingeschreven op artikel 878/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2022 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

### Instruction publique - Openbaar onderwijs

#### 59 **Instruction publique – Plan de pilotage de l'école communale forestoise du Bempt issu de la vague 3 – Approbation des modifications.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 120 ;

Vu l'article 67 du Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre tel que modifié par le Décret du 13 septembre 2018 ;

Considérant que chaque établissement est tenu d'élaborer un Plan de pilotage, en cohérence avec son projet d'établissement, qui constituera, au terme du processus de contractualisation (...), son contrat d'objectifs pour une période de 6 ans ;

Considérant que le Plan de pilotage est établi par le directeur, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du CPMS et les représentants des parents de l'école, en tenant compte du contexte spécifique de l'établissement, du projet d'établissement, des lignes directrices fixées par le PO et des moyens disponibles ;

Considérant qu'il s'agit d'une avancée dans le mode de gouvernance des établissements scolaires, s'inscrivant dans la lignée du Pacte pour un enseignement d'excellence, visant e. a. à renforcer l'autonomie des établissements ;

Considérant qu'il y a trois vagues d'entrée dans le processus des Plans de pilotage ;

Considérant que l'école communale forestoise du Bempt fait partie de la « vague 3 » et que le Délégué au contrat d'objectifs a émis une recommandation concernant son plan de pilotage :

- Ecole communale du Bempt, Chaussée de Neerstalle 273 à 1190 Forest ;

Considérant que les modifications du plan de pilotage ont été apportées par l'équipe éducative de l'école concernée ;

Considérant que le plan de pilotage doit être transmis, après approbation du Conseil communal, au Délégué au contrats d'objectifs pour le 08 février 2023 par l'intermédiaire de l'application

« Pilotage » développée par l'ETNIC ;

Considérant qu'une fois approuvé par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le Plan de pilotage constitue un contrat d'objectifs conclu entre l'établissement et le Gouvernement pour une durée de 6 ans ;

Considérant le tableau de synthèse suivant :

<b>Ecole</b>	<b>Direction</b>	<b>Date d'entrée dans la vague 3</b>	<b>Date du Conseil de participation et avis</b>	<b>Date de la COPALOC et avis</b>
Ecole communale fondamentale du Bempt Chaussée de Neerstalle 273, 1190 Forest Bassin de Bruxelles N°FASE 95566	Mme S.Charlez	04 juin 2020	08 décembre 2022  Avis favorable	En attente de validation

DECIDE,

D'approuver le Plan de pilotage modifié joint en annexe de l'école suivante :

- Ecole communale fondamentale du Bempt, Chaussée de Neerstalle 273 à 1190 Forest ;

De transmettre ce Plan de pilotage au Délégué au contrats d'objectifs pour le 08 février 2023 par l'intermédiaire de l'application « Pilotage » développée par l'ETNIC .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Openbaar onderwijs – Sturingsplan van de Vorstse gemeenteschool van de Bempt uit golf 3 – Goedkeuring van de wijzigingen.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 120;

Gelet op artikel 67 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs bepaalt en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 september 2018;

Overwegende dat elke instelling verplicht is een sturingsplan op te stellen in overeenstemming met haar inrichtingsproject dat, na afloop van een proces van contractualisering (...), haar doelstellingenovereenkomst voor een periode van 6 jaar zal vormen;

Overwegende dat het sturingsplan wordt opgesteld door de directeur, in samenwerking met het pedagogische en educatieve team en in overleg, in voorkomend geval, met de teams van het PMS en de vertegenwoordigers van de ouders van de leerlingen, rekening houdend met de specifieke context van de inrichting, het inrichtingsproject, de richtlijnen vastgelegd door de inrichtende macht en de beschikbare middelen;

Overwegende dat dit een stap voorwaarts is in de bestuurswijze van de scholen, die kadert in de lijn

van het Pact voor excellentieonderwijs, o.a. met het oog op het versterken van de autonomie van deze inrichtingen;

Overwegende dat er drie golven zijn voor toetreding tot het proces van de sturingsplannen;

Overwegende dat de Vorstse gemeenteschool van de Bempt deel uitmaakt van ‘golf 3’ en dat de afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomst een aanbeveling heeft uitgebracht over het sturingsplan:

- Gemeentelijke basisschool van de Bempt - Neerstalsesteenweg 273 - 1190 Vorst;

Overwegende dat de wijzigingen aan het sturingsplan werden aangebracht door de educatieve teams van de betrokken school;

Overwegende dat het sturingsplan, na goedkeuring door de Gemeenteraad, tegen 8 februari 2023 moet worden overgemaakt aan de afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomst via de applicatie “Pilotage” ontwikkeld door ETNIC;

Overwegende dat het sturingsplan na goedkeuring door de Regering van de Federatie Wallonië-Brussel een doelstellingenovereenkomst vormt, afgesloten tussen de inrichting en de Regering, voor een duur van 6 jaar;

Overwegende onderstaand overzicht:

<b>School</b>	<b>Directie</b>	<b>Datum toetreding tot golf 3</b>	<b>Datum participatieraad en advies</b>	<b>Datum lokaal paritair comité (CoPaLoc) en advies</b>
Gemeentelijke basisschool van de Bempt Neerstalsesteenweg 273 - 1190 Vorst Bassin de Bruxelles NR. FASE 95566	Mevr. S. Charlez	4 juni 2020	8 december 2022 Gunstig advies	In afwachting van validatie

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde gewijzigde sturingsplan van de volgende school:

- Gemeentelijke basisschool van de Bempt - Neerstalsesteenweg 273 - 1190 Vorst;

Dit sturingsplan tegen 8 februari 2023 over te maken aan de afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomsten via de applicatie “Pilotage” ontwikkeld door ETNIC.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

**Propreté publique - Openbare netheid**

**60 Propreté Publique - Approbation de la Convention relative au projet « Tous ensemble pour la Propreté » introduit dans le cadre de l'appel à projet 2022 de Bruxelles-Propreté.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu le lancement de l'Appel à projets 2022 dans le cadre de la politique régionale de Propreté Urbaine à destination des communes par l'Agence de Bruxelles-Propreté (ARP) et l'opportunité offerte aux communes de solliciter un subside pour la mise en œuvre de projets contribuant à atteindre les mesures de la future Stratégie de Propreté Urbaine bruxelloise ;

Vu la décision du collège du 20 juillet 2022, d'approuver la première proposition de projet du service propreté, à savoir : "Tous ensemble pour la propreté" ;

Vu la Stratégie régionale de Propreté Urbaine approuvée par le Gouvernement de La Région de Bruxelles-Capitale en date du 10 novembre 2022 ;

Vu la notification de l'approbation des deux projets proposés par la Commune de Forest dans le cadre de l'Appel à projet 2022 en date du 1er décembre 2022 ;

Considérant que la convention ci-annexée est destinée à formaliser la subvention accordée à la Commune de Forest dans le cadre de l'appel à projets 2022 relatif à la Stratégie de Propreté Urbaine « Clean.Brussels », développée par la Région de Bruxelles-Capitale et porté par Bruxelles Propreté;

DECIDE :

D'approuver la convention ci-annexée relative à la subvention accordée par l'ABP de le cadre de l'appel à projet 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Openbare Netheid - Goedkeuring van de overeenkomst met betrekking tot het project 'Samen voor meer netheid' ingediend in het kader van de projectoproep 2022 van Net Brussel."**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de lancering van de projectoproep 2022 in het kader van het gewestelijk beleid voor stedelijke netheid gericht op gemeenten door het Agentschap Net Brussel (GAN) en de aan de gemeenten geboden mogelijkheid om een subsidie aan te vragen voor de uitvoering van projecten die bijdragen tot de verwezenlijking van de maatregelen van de toekomstige Brusselse strategie voor stedelijke netheid;

Gelet op de beslissing van het college van 20 juli 2022 tot goedkeuring van het eerste projectvoorstel van de dienst Netheid, namelijk: 'Samen voor meer netheid';

Gelet op de gewestelijke strategie voor stedelijke netheid die de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 10 november 2022 heeft goedgekeurd;

Gelet op de kennisgeving van de goedkeuring van de twee door de gemeente Vorst voorgestelde projecten in het kader van de projectoproep 2022 op 1 december 2022;



Overwegende dat de bijgevoegde overeenkomst strekt tot formalisering van de subsidie die aan de gemeente Vorst wordt toegekend in het kader van de projectoproep 2022 met betrekking tot de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opgezette en door Net Brussel gedragen strategie voor stedelijke netheid "Clean.Brussels".

**BESLIST:**

De bijgevoegde overeenkomst met betrekking tot de door het ANB toegekende subsidie in het kader van de projectoproep 2022 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Loewenstein demande des précisions et pose deux questions :**

**- Le subside de 300.000€ sur 2 ans se partage-t-il entre les 3 communes participantes (1190-1050-1060)? Est-ce que ce subside vient en plus du subside annuel de l'ABP ?**

**- La convention annexée précise que « *Le projet vise à remplir les objectifs développés par la commune dans le formulaire de candidature repris en annexe* ». Ne disposant pas de cette annexe, l'échevin peut-il expliquer quels sont les projets de la commune de Forest dans le projet « *Tous ensemble pour la propreté* » ?**

**Monsieur Tahri répond qu'il s'agit bien d'un montant total alloué globalement au projet qui concerne les 3 communes citées ; ajoutant qu'il est prévu d'engager un chargé de projet qui sera chargé dans un premier temps d'analyser les besoins des communes et, ensuite, de proposer un planning d'action. Il confirme qu'il s'agit bien d'un montant supplémentaire au subside régulier de l'ABP et ajoute que les annexes manquantes seront transmises.**

**Il évoque ensuite un aspect du projet concernant des conteneurs destinés à la collecte des déchets.**

**Monsieur Loewenstein demande des précisions quant aux nombres de conteneurs, leur emplacement, les modalités pratiques ; estime l'idée intéressante en ce qu'elle permettrait d'éviter d'avoir des sacs poubelles en quasi-permanence sur les trottoirs ; vu l'absence de réponses concrètes sur ce que recouvrent cette convention, indique que son groupe s'abstiendra, non parce qu'il serait contre le projet, mais simplement faute d'informations.**

**De heer Loewenstein vraagt om verduidelijking en stelt twee vragen:**

**- Wordt de subsidie van 300.000 € over 2 jaar verdeeld tussen de 3 deelnemende gemeenten (1190-1050-1060)? Komt deze subsidie bovenop de jaarlijkse subsidie van het ANB?**

**- In de bijgevoegde overeenkomst staat dat *het project beoogt de door de gemeente in het bijgevoegde aanvraagformulier gestelde doelen te bereiken*. Kan de schepen, aangezien we niet over deze bijlage beschikken, uitleggen wat de plannen van de gemeente Vorst zijn in het project "*Samen voor meer netheid*"?**

**De heer Tahri antwoordt dat het wel degelijk gaat om een totaalbedrag uitgetrokken voor het project, dat betrekking heeft op de 3 genoemde gemeenten; hij voegt eraan toe dat het de bedoeling is een projectleider aan te werven die in de eerste plaats de behoeften van de gemeenten zal analyseren en vervolgens een actieplan zal voorstellen. Hij bevestigt dat dit een extra bedrag is naast de reguliere subsidie van het ANB en voegt eraan toe dat de ontbrekende bijlagen zullen worden overgemaakt.**

**Vervolgens vermeldt hij een aspect van het project betreffende containers voor afvalinzameling.**

**De heer Loewenstein vraagt om verduidelijking over het aantal containers, de plaats ervan en**

de praktische modaliteiten; hij vindt het een interessant idee omdat zo wordt voorkomen dat er bijna voortdurend vuilniszakken op de trottoirs staan; gezien het gebrek aan concrete antwoorden over wat deze overeenkomst behelst, zegt hij dat zijn fractie zich van stemming zal onthouden, niet omdat zij tegen het project is, maar gewoon bij gebrek aan informatie.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

61 **Propreté Publique - Approbation de la Convention relative au projet « Intensification de la surveillance des points noirs au moyen de caméras temporaires fixes et de leurres » introduit dans le cadre de l'appel à projet 2022 de Bruxelles-Propreté.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu le lancement de l'Appel à projets 2022 dans le cadre de la politique régionale de Propreté Urbaine à destination des communes par l'Agence de Bruxelles-Propreté (ARP) et l'opportunité offerte aux communes de solliciter un subside pour la mise en œuvre de projets contribuant à atteindre les mesures de la future Stratégie de Propreté Urbaine bruxelloise ;

Vu la décision du collège du 18 août 2022, d'approuver la deuxième proposition de projet du service propreté, à savoir : "L'Intensification de la surveillance des points noirs au moyen de caméras temporaires fixes et de leurres";

Vu la Stratégie régionale de Propreté Urbaine approuvée par le Gouvernement de La Région de Bruxelles-Capitale en date du 10 novembre 2022 ;

Vu la notification de l'approbation des deux projets proposés par la Commune de Forest dans le cadre de l'Appel à projet 2022 en date du 1er décembre 2022 ;

Considérant que la convention ci-annexée est destinée à formaliser la subvention accordée à la Commune de Forest dans le cadre de l'appel à projets 2022 relatif à la Stratégie de Propreté Urbaine « Clean.Brussels », développée par la Région de Bruxelles-Capitale et porté par Bruxelles Propreté ;

DECIDE :

D'approuver la convention ci-annexée relative à la subvention accordée par l'ABP de le cadre de l'appel à projet 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Openbare Netheid - Goedkeuring van de overeenkomst met betrekking tot het project 'Verscherpt toezicht op de zwarte punten via tijdelijke vaste camera's en nepameras' ingediend in het kader van de projectoproep 2022 van Net Brussel.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de lancering van de projectoproep 2022 in het kader van het gewestelijk beleid voor stedelijke netheid gericht op gemeenten door het Agentschap Net Brussel (GAN) en de aan de gemeenten geboden mogelijkheid om een subsidie aan te vragen voor de uitvoering van projecten die

bijdragen tot de verwezenlijking van de maatregelen van de toekomstige Brusselse strategie voor stedelijke netheid;

Gelet op de beslissing van het college van 18 augustus 2022 tot goedkeuring van het tweede projectvoorstel van de dienst Netheid, namelijk: "verscherpt toezicht op de zwarte punten via tijdelijke vaste camera's en nepcamera's";

Gelet op de gewestelijke strategie voor stedelijke netheid die de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 10 november 2022 heeft goedgekeurd;

Gelet op de kennisgeving van de goedkeuring van de twee door de gemeente Vorst voorgestelde projecten in het kader van de projectoproep 2022 op 1 december 2022;

Overwegende dat de bijgevoegde overeenkomst strekt tot formalisering van de subsidie die aan de gemeente Vorst wordt toegekend in het kader van de projectoproep 2022 met betrekking tot de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opgezette en door Net Brussel gedragen strategie voor stedelijke netheid "Clean.Brussels".

BESLIST:

De bijgevoegde overeenkomst met betrekking tot de door het ANB toegekende subsidie in het kader van de projectoproep 2022 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Loewenstein demande des précisions quant à l'implémentation du projet « intensification de la surveillance des points noirs via caméras et leurres », étant donné que là encore le formulaire de candidature n'est pas joint en annexe : nombre de caméras, quels types, combien de leurres,...**?

**Monsieur Pierre-De Permentier demande la manière dont ces « points noirs » sont définis.**

**Monsieur Tahri répond qu'il s'agit de 4 caméras et 2 leurres supplémentaires, qui seront gérés par le même prestataire externe, assurant que ces caméras ont fait leur preuve jusqu'ici. Concernant les points noirs, il affirme que ceux-ci sont basés sur les retours des habitants et les différentes plaintes reçues. S'agissant de caméras mobiles, la durée de placement de ces dispositifs varie en fonction de l'évolution de la situation (généralement 1 à 2 semaines). Il n'est pas possible à l'heure actuelle de couvrir tous les points noirs, d'où l'intérêt d'accroître le nombre de caméras.**

**Monsieur Pierre-De Permentier demande à quelle échéance le dispositif fera l'objet d'une évaluation.**

**Monsieur Tahri expose qu'une demande de bilan du service Propreté publique a été formulée par un membre du Conseil, assurant que les statistiques seront transmises à l'ensemble des membres. Il ajoute que ces données permettront d'objectiver les besoins et de proposer des pistes d'améliorations possibles.**

**De heer Loewenstein vraagt om verduidelijking over de uitvoering van het project "verscherpt toezicht op de zwarte punten via camera's en nepcamera's", aangezien ook hier het aanvraagformulier niet is bijgevoegd: aantal camera's, welk type, hoeveel nepcamera's, ... ?**

**De heer Pierre-De Permentier vraagt hoe deze “zwarte punten” worden gedefinieerd.**

**De heer Tahri antwoordt dat het om 4 camera's en 2 extra nepcamera's gaat, die door dezelfde externe dienstverlener zullen worden beheerd, en verzekert dat deze camera's tot dusver hun nut hebben bewezen.**

**Wat de zwarte punten betreft, bevestigt hij dat deze gebaseerd zijn op feedback van bewoners en de verschillende klachten die zijn binnengekomen. Aangezien het om mobiele camera's gaat, varieert de duur van de plaatsing ervan naargelang de evolutie van de situatie (over het algemeen 1 tot 2 weken). Het is momenteel niet mogelijk om alle zwarte punten te bestrijken, vandaar het belang om het aantal camera's uit te breiden.**

**De heer Pierre-De Permentier vraagt wanneer het systeem zal worden geëvalueerd.**

**De heer Tahri stelt dat een lid van de Raad om een evaluatie van de dienst Openbare Netheid heeft verzocht en verzekert dat de statistieken aan alle leden zullen worden overgemaakt. Hij voegt eraan toe dat deze gegevens het mogelijk zullen maken de behoeften te objectiveren en eventuele verbeteringen voor te stellen.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **PRÉVENTION - PREVENTIE**

### **Général - Algemeen**

#### **62 Prévention – Coordination générale – Plan stratégique de sécurité et de prévention pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2022 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté ministériel du 11 février 2022 portant modification de l'arrêté ministériel du 4 janvier 2021 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relatives aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2020 ;

Vu le courrier du Service public fédéral Intérieur (27/12/2022), Direction générale Sécurité et Prévention nous transmettant la convention du Plan stratégique de sécurité et de prévention pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2022 pour signature ;

Attendu la nécessité d'établir la convention entre l'Etat fédéral représenté par le Ministre de l'Intérieur et la Commune de Forest pour le Plan stratégique de sécurité et de prévention 2020 - 2022 ;

Considérant que nous joignons en annexe la copie de la convention envoyée par le Service public fédéral Intérieur, Direction générale Sécurité et Prévention ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention ci-jointe conclue pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2022 entre la Commune de Forest et l'Etat fédéral représenté par le Ministre de l'Intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Preventie – Algemene coördinatie – Strategisch veiligheids- en preventieplan voor de periode van 01/01/2020 tot 31/12/2022 – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het ministerieel besluit van 11 februari 2022 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 4 januari 2021 tot bepaling van de indienings-, opvolgings- en evaluatievoorwaarden en tot bepaling van de toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2020;

Gelet op de brief van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken (27/12/2022), Algemene Directie Veiligheid en Preventie waarin ons de overeenkomst van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan voor de periode van 01/01/2020 tot 31/12/2022 ter ondertekening werd overgemaakt;

Overwegende de noodzaak om de overeenkomst tussen de Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken, en de Gemeente Vorst voor het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2020-2022 op te stellen;

Overwegende dat wij in bijlage een kopie toevoegen van de overeenkomst verstuurd door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken - Algemene Directie Veiligheid en Preventie;

BESLIST,

De bepalingen van de hierbij gevoegde overeenkomst, afgesloten voor de periode van 01/01/2020 tot 31/12/2022 tussen de Gemeente Vorst en de Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Hacken s'étonne des dates du plan soumis à approbation.**

**Madame El Omari assure que le retard est imputable au SPF Intérieur et rappelle l'organisation d'une commission Prévention le 6 février prochain.**

**De heer Hacken is verbaasd over de datums van het ter goedkeuring voorgelegde plan.**

**Mevrouw El Omari verzekert dat de vertraging te wijten is aan de FOD Binnenlandse Zaken en herinnert aan de organisatie van een Preventiecommissie op 6 februari.**

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## **TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN**

### **Propreté publique - Openbare netheid**

63 **Bien-être animal - Convention - Avenant n°1 - Subvention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, visuel « animaux bienvenus », événement autour du bien-être animal, abris chats errants.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal en séance du 22 novembre 2022 d'approuver la convention relative à la subvention afin de financer l'intervention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, un événement autour du bien-être animal, des abris pour chats errants, un visuel « animaux bienvenus » dans les lieux publics ;

Considérant que cette convention couvre la période allant de 15 avril 2022 au 31 décembre 2022 ;

Considérant la possibilité de prolonger la convention et donc de ce fait le subsidie, jusqu'au 30 juin 2023 ;

Considérant que l'appel à projets 2023 de Bruxelles Environnement n'a pas encore été lancé ;

Vu l'avenant n°1 de la convention en annexe ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant n°1 à la convention, ci-annexé, relative à la subvention afin de financer l'intervention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, un événement autour du bien-être animal, des abris pour chats errants, un visuel « animaux bienvenus » dans les lieux publics ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la Commune de Forest, ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Dierenwelzijn - Overeenkomst - Aanhangsel nr 1 - Subsidie ter financiering van de tegemoetkoming in de kosten van de sterilisatie van huiskatten, een visuel “huisdieren welkom”, evenement rond dierenwelzijn, schuilplekken voor zwervkatten.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zijn zitting van 22 november 2022 tot goedkeuring van de overeenkomst met betrekking tot de subsidie ter financiering van de tegemoetkoming in de kosten van de sterilisatie van huiskatten, een evenement rond dierenwelzijn, schuilplekken voor zwervkatten, een visuel “huisdieren welkom” op openbare plaatsen;

Overwegende dat deze overeenkomst de periode van 15 april 2022 tot en met 31 december 2022 dekt;

Overwegende de mogelijkheid om de overeenkomst, en dus de subsidie, te verlengen tot en met 30 juni 2023;

Overwegende dat de projectoproep 2023 van Leefmilieu Brussel nog niet gelanceerd is;

Gelet op aanhangsel nr. 1 van de bijgevoegde overeenkomst;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 1 van de bijgevoegde overeenkomst met betrekking tot de subsidie ter financiering van de tegemoetkoming in de kosten van de sterilisatie van huiskatten, een evenement rond dierenwelzijn, schuilplekken voor zwervkatten, een visueel "huisdieren welkom" op openbare plaatsen;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar vervanger, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Van Vlasselaer demande si l'on dispose de statistiques des demandes reçues.**

**Monsieur Pierre-De Permentier demande combien de demandes ont été introduites et demande**

**Madame Van den Bosch répond que le service a reçu 22 demandes de prime pour stérilisation des chats domestiques en 2022.**

**De heer Van Vlasselaer vraagt of er statistieken beschikbaar zijn van de ontvangen aanvragen.**

**De heer Pierre-De Permentier vraagt hoeveel aanvragen er zijn ingediend.**

**Mevrouw Van den Bosch antwoordt dat in 2022 de dienst 22 aanvragen heeft ontvangen voor een premie voor de sterilisatie van huiskatten.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## **Mobilité - Mobiliteit**

### **64 Mobilité - Achat de dispositifs de stationnement vélo - Budget 2022 - Centrale d'achat de l'Agence de Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale - Revu - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal en séance du 20 septembre 2022 d'acquérir 14 box vélos pour un montant de 77.068,53 € TVAC inscrits à l'article 410/741-52/85 du service extraordinaire du budget 2022 et subsidié à 100% par Bruxelles Mobilité ;

Considérant que le dossier a été préparé début août 2022 et approuvé par le Collège en séance du 18 août 2022 pour être proposé au Conseil communal du 20 septembre 2022 ;

Considérant qu'en date du 25 août, parking.brussels a informé la Commune d'une révision des prix des dispositifs de stationnement vélo repris dans la centrale d'achat de parking.brussels à laquelle la Commune a adhéré ;

Considérant que le subside accordé par Bruxelles Mobilité est de 77.068,56€ et que ce montant ne

peut pas être dépassé ;

Considérant que la dépense est dès lors revue comme suit :

<b>Intitulé</b>	<b>Ancien prix</b>	<b>Révision de prix</b>
Coût unitaire pour 1 box vélos	4089,50€ HTVA/box	4805,16€ HTVA/box
Coût unitaire pour le placement d'1 box vélos	460,00€ HTVA/box	540,50€ HTVA/box
TOTAL ACHAT (HTVA)	63.693,00 € (pour 14 box)	58.802,26 € (pour 11 box)
TOTAL ACHAT (TVAC)	77.068,53 € (pour 14 box)	71.150,73 € (pour 11 box)

DECIDE :

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestres et échevins :

- Décision du Collège des bourgmestres et échevins du 8 décembre 2022 révisant la quantité de box vélos (à 11 unités au lieu de 14), pour un montant de 71.150,73 € TVAC et inscrit à 410/741-52/85 du service extraordinaire du budget 2022 et financé par un subside la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles-Mobilité).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Mobiliteit - Aankoop van fietsparkeervoorzieningen - Begroting 2022 - Aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Herziening - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zijn zitting van 20 september 2022 om 14 fietsboxen aan te kopen voor een bedrag van 77.068,53 € incl. btw ingeschreven op artikel 410/741-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2022 en voor 100% gesubsidieerd door Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat het dossier begin augustus 2022 is voorbereid en door het College in zijn zitting van 18 augustus 2022 is goedgekeurd om op 20 september 2022 aan de gemeenteraad te worden voorgesteld;

Overwegende dat parking.brussels de gemeente op 25 augustus in kennis heeft gesteld van een herziening van de prijzen van de fietsparkeervoorzieningen die zijn opgenomen in de aankoopcentrale van parking.brussels waarbij de gemeente is aangesloten;

Overwegende dat de door Brussel Mobiliteit toegekende subsidie 77.068,56 € bedraagt en dat dit bedrag niet mag worden overschreden;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt herzien:

<b>Titel</b>	<b>Oude prijs</b>	<b>Prijsherziening</b>
Eenheidskost voor 1 fietsbox	4089,50 € excl. btw/box	4805,16 € excl. btw/box
Eenheidskost voor de plaatsing van 1 fietsbox	460,00 € excl. btw/box	540,50 € excl. btw/box
TOTAAL AANKOOP (excl. btw)	63.693,00 € (voor 14 boxen)	58.802,26 € (voor 11 boxen)
TOTAAL AANKOOP (incl. btw)	77.068,53 € (voor 14 boxen)	71.150,73 € (voor 11 boxen)



## BESLIST

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

- Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2022 tot herziening van het aantal fietsboxen (11 stuks in plaats van 14), voor een bedrag van 71.150,73 € incl. btw en ingeschreven op 410/741-52/85 van de buitengewone dienst van de begroting 2022 en gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Loewenstein demande des précisions quant à la réduction du nombre de box vélos (qui passent de 14 à 11) qui seront installés et leur localisation.**

**Madame Van Den Bosch répond que s'agissant des boxes vélo, vu l'augmentation des prix, le budget de 2022 n'a pas permis d'installer tous les boxes prévus en 2022, mais assure que les emplacements seront repris dans la demande de subsides relative à l'exercice 2023, notamment à ces deux adresses : rue Toots Thielemans 52 et drève des Futailles 15.**

**Monsieur Van Vlasselaer demande si la dépense avait bien été engagée durant l'exercice 2022.**

**Madame de Laveleye répond que la dépense a bien été engagée en date du 8 décembre 2022.**

**De heer Loewenstein vraagt om verduidelijking over de vermindering van het aantal fietsboxen (van 14 naar 11) die zullen worden geplaatst en de locatie ervan.**

**Mevrouw Van den Bosch antwoordt dat, wat de fietsboxen betreft, gezien de prijsstijging de begroting van 2022 niet toeliet alle in 2022 geplande boxen te plaatsen, maar verzekert dat de locaties zullen worden opgenomen in de subsidieaanvraag voor het begrotingsjaar 2023, meer bepaald op deze twee adressen: Toots Thielemansstraat 52 en Fustendreef 15.**

**De heer van Vlasselaer vraagt of de uitgave wel degelijk in het begrotingsjaar 2022 werd gedaan.**

**Mevrouw de Laveleye antwoordt dat de uitgave inderdaad gedaan is op 8 december 2022.**

*Fatima Zohra El Omari quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### Secrétariat - Secretariaat

#### 65 **Interpellation concernant le fonctionnement des horodateurs à Forest (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal). (Complémentaire)**

Depuis plusieurs semaines, l'organisation et l'utilisation des horodateurs sont dans le flou le plus total pour les Forestoises et les Forestois, mais aussi les visiteurs.

Suite au dernier conseil communal, beaucoup de changements ont été actés. L'harmonisation des

prix des cartes visiteurs / sport, votée à l'unanimité (une première !) pour les différentes formules a été la plus importante.

Cependant, vous avez pris la décision de suspendre l'utilisation des horodateurs pour une certaine durée. Le temps que tous les nouveaux appareils soient mis en place et opérationnels. Cela permettait de mettre de l'ordre dans l'utilisation des cartes visiteurs et de ne pas faire une discrimination entre usagers. Or, la « mise en veille » des horodateurs n'a absolument pas été annoncée à la population... certains ont payé le prix plein alors que cela n'était pas nécessaire, alors que d'autres personnes averties/initiées, n'ont rien payé sans être sanctionnées puisque les contrôles étaient suspendus.

Je peux comprendre que cette mise à jour était nécessaire mais, d'une part, il fallait l'anticiper lors de l'installation et ne pas faire de chipotage lorsque tout devait déjà être opérationnel, et, d'autre part, il aurait été un minimum de prévenir les Forestoises et les Forestois, mais bien évidemment aussi les visiteurs correctement : annoncer clairement quand la reprise des horodateurs est effective et peut être organiser des séances d'information pour utiliser correctement les fameux SMS. Parce que cette utilisation est pour le moins très floue.

On me pose beaucoup de questions à propos de cela et je suis incapable d'y répondre correctement car je n'ai pas eu d'information ! Plusieurs habitants ont demandé aux services communaux ou à Parking.brussels sans succès . Chacun se revoit la balle !!!! On pourrait envisager une commission d'information, des tutoriels sur le site internet de la commune, sur sa page Facebook...

Parking.brussels est peut être responsable de beaucoup de chose mais je crois très sincèrement que la commune doit prendre ses responsabilités par rapport à ce nouveau système vis à vis de ses concitoyens. C'est quand même pour faire rentrer de l'argent dans ses caisses ! Et la commune reste quand même au service de ses habitants... C'est le rôle d'une commune d'accompagner ses citoyens dans le changement.

Pour conclure... voici mes questions :

Est ce que les horodateurs sont à nouveau opérationnels ... si non où en sommes-nous dans l'installation des nouveaux horodateurs ? Tout est installé et opérationnel ou joue-t-on sur les deux tableaux (anciens et nouveaux horodateurs) ?

Que pensez-vous de l'organisation de réunions d'information à propos du changement de l'utilisation des horodateurs ? De tutoriels sur le site et les réseaux sociaux ? Des actions en ce sens sont-elles prévues ?

Les tarifs ont été votés à l'unanimité mais il fallait demander des dérogations à Parking.brussels. Les demandes de dérogation ont-elles été faites ? Avez-vous reçu des réponses ? Si oui, lesquelles ?

Xavier Jans

Conseiller communal DéFI

---

### **Interpellatie over de werking van de parkeerautomaten in Vorst (op vraag van de heer Jans, gemeenteraadslid). (Aanvullend)**

Sinds enkele weken zijn de organisatie en het gebruik van de parkeerautomaten enorm vaag voor de inwoners van Vorst maar ook voor de bezoekers.

Op de laatste gemeenteraad zijn er veel wijzigingen overeengekomen. De harmonisatie van de prijzen van de bezoekers/sportkaarten, unaniem goedgekeurd (een primeur!) voor de verschillende formules, was de belangrijkste.

Er werd echter beslist om het gebruik van de parkeerautomaten voor een bepaalde duur op te schorten, om alle nieuwe toestellen tijdig geplaatst en operationeel te krijgen. Het was om orde te scheppen in het gebruik van de bezoekerskaarten en om discriminatie tussen gebruikers te voorkomen. De 'stand-by' van de parkeerautomaten was echter helemaal niet aangekondigd aan de bevolking ... Sommigen betaalden de volle prijs terwijl dat niet nodig was, en anderen waren geïnformeerd en betaalden niets

zonder te worden gesanctioneerd omdat er niet gecontroleerd werd.

Ik kan begrijpen dat deze aanpassing noodzakelijk was, maar enerzijds had men moeten anticiperen op het moment van de installatie, zonder gepruts toen alles al operationeel moest zijn, en anderzijds had men minstens de Vorstenaren en uiteraard ook de bezoekers correct kunnen informeren: duidelijk melden wanneer de automaten effectief weer in werking treden en infosessies organiseren om de befaamde sms'en correct te gebruiken, want dat systeem is op zijn minst erg onduidelijk.

Ik krijg daar veel vragen over en ik kan ze niet goed beantwoorden omdat ik zelf geen informatie heb gekregen! Verschillende bewoners hebben vragen gesteld aan de gemeentediensten of Parking.brussels ... zonder succes. De verschillende instanties kijken naar elkaar!! We zouden een informatiecommissie kunnen creëren, handleidingen aanbieden op de website van de gemeente, op de facebookpagina ...

Parking.brussels kan voor veel zaken verantwoordelijk zijn, maar ik geloof oprecht dat de gemeente haar verantwoordelijkheid moet nemen ten opzichte van haar burgers met betrekking tot dit nieuwe systeem. Het gaat er toch om geld te verdienen voor de gemeente! En de gemeente blijft ten dienste staan van de inwoners ... Het is de rol van een gemeente om haar burgers te begeleiden bij veranderingen.

Tot slot ... mijn vragen:

- Zijn de parkeerautomaten weer operationeel? Zo niet, hoe staat het met de plaatsing van de nieuwe toestellen?
- Is alles geïnstalleerd en operationeel of zitten we nog met twee systemen (oude en nieuwe toestellen)?
- Wat denkt u van de organisatie van infosessies over de wijziging van het gebruik van parkeerautomaten? Tutorials op de website en de sociale netwerken? Zijn er in dit verband acties gepland?
- De tarieven werden unaniem goedgekeurd, maar er moesten afwijkingen worden aangevraagd bij Parking.brussels: Zijn die aanvragen ingediend? Hebt u al antwoorden gekregen? Zo ja, welke?

Xavier JANS  
DéFI-gemeenteraadslid

#### **Réponse de Madame Van Den Bosch :**

**La rénovation du parc d'horodateurs ne s'est pas déroulée comme la commune l'aurait souhaité, ni comme Parking.brussels l'aurait souhaité. Ca a fait l'objet de plusieurs discussions entre la commune et l'agence de stationnement.**

**L'important était de mettre en place une coordination plus soutenue pour résoudre au plus vite les problèmes qui existaient à la mi-décembre dans l'intérêt des Forestois. Et nous sommes sur la bonne voie à cet égard.**

**Lors du conseil communal de décembre, une modification du règlement a été votée afin d'égaliser les tarifs pour les membres des clubs sportifs et les visiteurs de Forestois.**

**Dans la semaine du 19 décembre, tous les détenteurs de cartes visiteurs ont reçu une lettre contenant des codes SMS gratuits pour dédommager le crédit restant sur leur carte visiteur physique.**

**L'achat de codes 'visiteur' est opérationnel depuis ce lundi et la demande peut se faire via IRISbox, mail, courrier et sur place. Tous les horodateurs ont depuis été remplacés et sont**

opérationnels. Entre-temps, des autocollants supplémentaires ont également été installés pour assurer une bonne visibilité de la zone de l'événement. La dérogation demandée à la ministre en décembre demandait de revenir à un système de paiement à l'heure. A ce jour, nous n'avons pas reçu de nouvelles à ce sujet, mais compte tenu de la période des vacances et de l'état de santé de Madame Van den Brandt, je pense qu'il est normal qu'il faille un peu plus de temps pour obtenir une réponse. Je m'engage à tenir le conseil informé dès qu'il y aura des nouvelles concernant cette demande. Mais comme expliqué précédemment, le tarif pour la tranche 4h30 est revu à la baisse pour les visiteurs et les clubs sportifs.

L'utilisation de ces codes nécessite une adaptation, mais il ne s'agit pas d'un système propre à Forest, il est utilisé dans de nombreux endroits de la Région. L'antenne de Parking.brussels et les services communaux restent disponibles pour répondre aux questions, ce que nous avons également fait pendant les deux derniers mois.

Monsieur Jans insiste sur la nécessité de mieux communiquer envers les habitants.

Monsieur Loewenstein comprend que le Collège propose de revenir à la règle précédente, mais relève que l'arrêt régional fixe un tarif forfaitaire pour 4h30 et la dérogation sollicitée par la commune (visant à bénéficier d'un tarif horaire plus intéressant que le tarif repris dans l'arrêt).

Madame Van den Bosch rappelle que la commune disposait déjà d'une dérogation concernant le tarif « visiteurs » et ajoute que la ministre est appelée à statuer sur la demande de retour au tarif horaire.

**Antwoord van mevrouw Van den Bosch:**

De renovatie van het parkeermeterpark is niet verlopen zoals de gemeente of Parking.brussels het had gewild. Daarover zijn verschillende gesprekken gevoerd tussen de gemeente en het Parkeeragentschap.

Het ging erom een duurzame coördinatie op te zetten om de problemen van midden december zo snel mogelijk op te lossen in het belang van de Vorstenaren. En wat dat betreft zijn we op de goede weg.

Tijdens de gemeenteraad van december werd een wijziging van het reglement goedgekeurd om de tarieven voor leden van sportclubs en bezoekers van inwoners van Vorst gelijk te trekken.

In de week van 19 december ontvingen alle houders van een bezoekerskaart een brief met gratis sms-codes ter compensatie van het resterende tegoed op hun fysieke bezoekerskaart.

De aankoop van "bezoekerscodes" is sinds maandag operationeel en de aanvraag kan gebeuren via IRISbox, e-mail, post en ter plaatse. Alle parkeermeters zijn intussen vervangen en operationeel. Inmiddels zijn er ook extra stickers geplaatst om te zorgen voor een goede zichtbaarheid van de evenementenzone. In de in december aan de minister gevraagde afwijking werd verzocht om terug te keren naar een systeem van betaling per uur. Tot op heden hebben we hierover nog geen nieuws ontvangen, maar gezien de vakantieperiode en de gezondheidstoestand van mevrouw Van den Brandt lijkt het me normaal dat het wat langer duurt voordat we een antwoord krijgen. Ik beloof de Raad op de hoogte te houden zodra er nieuws is over dit verzoek. Maar zoals eerder uitgelegd, wordt het tarief voor de schijf van 4u30 uur verlaagd voor bezoekers en sportclubs.

Het gebruik van deze codes moet worden aangepast, maar het is geen systeem dat uniek is voor Vorst, het wordt op veel plaatsen in het Gewest gebruikt. De antenne van Parking.brussels en de gemeentediensten blijven beschikbaar om vragen te beantwoorden, wat we de afgelopen twee maanden ook gedaan hebben.

De heer Jans dringt aan op een betere communicatie met de inwoners.

De heer Loewenstein begrijpt dat het College voorstelt terug te keren naar de vorige regeling, maar wijst erop dat in het gewestelijk besluit een forfaitair tarief voor 4u30 is vastgesteld en op

**de door de gemeente gevraagde afwijking (bedoeld om te profiteren van een aantrekkelijker uurtarief dan het in het besluit vastgestelde tarief).**

**Mevrouw Van den Bosch herinnert eraan dat de gemeente reeds over een afwijking betreffende het “bezoekerstarief” beschikte en voegt eraan toe dat de minister wordt verzocht zich uit te spreken over het verzoek om terug te keren naar het uurtarief.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**66 Interpellation concernant le respect de l'interdiction des feux d'artifice à Forest (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal). (Complémentaire)**

Bonjour à toutes et tous,

Je vous souhaite une excellente année 2023 !!!! J'espère que cela s'est passé dans les meilleures conditions pour vous. Joie, bonheur et santé ont été souhaités à tous.

Malheureusement, cela s'est fait très souvent de manière très bruyante chez certains ! De nombreux feux d'artifice ont en effet éclaté dans le ciel forestois... alors qu'un règlement communal l'interdit et que plusieurs avis communaux ont rappelé cette interdiction décidée pour de bonnes raisons.

Suite à ces nombreux feux d'artifice, plusieurs habitants et amis des animaux m'ont interpellé sur le respect de cette interdiction par les autorités communales.

J'aimerais donc vous interpellier sur le sujet et demander au Collège, et en particulier à la Bourgmestre :

- Comment la commune de Forest a-t-elle veillé à faire respecter le règlement interdisant les feux d'artifice à Forest ?
- Quelles mesures la commune a-t-elle prises sur le terrain pour faire respecter cette interdiction ?
- La commune/police a-t-elle verbalisé les contrevenants ?
- Combien de PV ont-ils été dressés pour usage de feux d'artifice à Forest ?

Merci pour vos réponses .

Xavier JANS  
Conseiller communal DÉFI

---

**Interpellatie over de naleving van het verbod op vuurwerk in Vorst (op vraag van de heer Jans, gemeenteraadslid). (Aanvullend)**

Dag allemaal,

Ik wens jullie een gelukkig 2023!! Ik hoop dat jullie een fijn eindejaar hadden. Vreugde, geluk en gezondheid voor iedereen!

Helaas verliep het voor sommigen vaak op een zeer luidruchtige manier! Er was veel vuurwerk zichtbaar in de Vorstse hemel ... hoewel een gemeentereglement dat verbiedt en verschillende berichten van de gemeente ons herinnerden aan dit verbod, waartoe om goede redenen is besloten.

Naar aanleiding van deze talrijke vuurwerkpijlen hebben verschillende Vorstenaren en dierenliefhebbers mij vragen gesteld over de naleving van dit verbod door het gemeentebestuur.

Daarom wil ik enkele vragen stellen aan het College en in het bijzonder aan de burgemeester:

- Hoe heeft de gemeente Vorst gewaakt over de naleving van het reglement dat vuurwerk in Vorst verbiedt?
- Welke maatregelen heeft de gemeente op het terrein genomen om dit verbod te handhaven?
- Heeft de gemeente/politie boetes uitgeschreven bij overtredingen?
- Hoeveel processen-verbaal zijn er uitgeschreven voor het gebruik van vuurwerk in Vorst?

Dank voor uw antwoorden.

Xavier JANS  
Gemeenteraadslid DéFI

**Réponse de Madame El Hamidine :**

**Un arrêté de la Bourgmestre a été pris en complément à l'interdiction existante au niveau régional. Constatant certaines infractions, la police locale a dressé 9 procès-verbaux, sachant qu'il n'est pas évident de prendre les auteurs sur le fait. Elle rappelle que la sensibilisation a eu lieu en amont quant aux dangers tant pour les humains que pour les animaux, notamment par le biais des gardiens de la paix.**

**Monsieur Jans se dit satisfait d'apprendre que des procès-verbaux ont pu être dressés et appelle chacun à persévérer dans la sensibilisation et la répression**

**Antwoord van mevrouw El Hamidine:**

**Naast het bestaande gewestelijke verbod werd een besluit van de Burgemeester uitgevaardigd. De lokale politie stelde een aantal overtredingen vast en maakte 9 processen-verbaal op, wetende dat het niet gemakkelijk is de daders op heterdaad te betrappen. Zij herinnert eraan dat een bewustmaking is gebeurd over de gevaren voor mens en dier, meer bepaald via de gemeenschapswachten.**

**De heer Jans is verheugd dat er processen-verbaal konden worden opgesteld en roept iedereen op door te gaan met bewustmaking en repressie.**

---

67 **Question orale relative à l'implantation de drop zone à Forest (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Présidente,

Chers collègues,

Le projet d'arrêté régional sur les trottinettes en libre-service suscite des craintes dans plusieurs communes bruxelloises. Après la commune d'Uccle, c'est désormais la commune de Woluwé St Lambert qui s'interroge sur l'impact des drop zones sur la politique du stationnement et de la mobilité en général.

Le MR est déjà intervenu à plusieurs reprises sur la gestion difficile du stationnement sauvage des trottinettes en free floating. De nombreux Forestois sont exaspérés de devoir zigzaguer entre les trottinettes sur les trottoirs, rendant parfois le passage impossible aux poussettes, et personnes à mobilité réduite. Jusqu'à présent, vous nous répondiez attendre une solution au niveau régional.

Le Gouvernement bruxellois a décidé de renvoyer aux communes la responsabilité de développer à leurs frais des drop zones. Celles-ci pouvant être subsidiées uniquement lorsqu'elles remplacent une place de stationnement. Le Gouvernement bruxellois considère qu'il faut une zone tous les 200 m sur les voiries régionales et tous les 300 m sur les voiries communales.

Afin de lutter contre le stationnement sauvage, le Bourgmestre d'Uccle applique strictement l'arrêté de police et retire les vélos et trottinettes partagées qui sont obstruent le passage des piétons sur les trottoirs, et adresse une sanction administrative communale de 200 euros aux opérateurs. Cette solution a porté ses fruits puisque les trottinettes en free-floating sont désormais limitées à Uccle et les piétons retrouvent une certaine accessibilité sur les trottoirs.

Vous connaissez également le coût environnemental de ces trottinettes dont la durée de vie est limitée à quelques heures d'utilisation. Les services de secours et médecins alertent régulièrement sur les accidents graves qu'occasionne une mauvaise utilisation de ces véhicules.

Alors que la Ville de Paris s'interroge sur l'avenir des trottinettes en free-floating et que les drop zones n'y sont pas respectées, un avis du Collège était attendu pour le début du mois de janvier. J'en déduis que vous avez minutieusement examiné l'impact de l'implantation massive de drop zones sur le territoire communal.

1° Pourriez-vous nous indiquer le nombre de drop zones que la commune a décidé d'implanter à Forest ?

2° Combien de places de stationnement seront supprimées ?

3° A combien s'élève le manque-à-gagner (non-recette) estimé par la suppression de ces places de stationnement ? Comment ces montants seront-ils compensés ?

4° Combien de sanctions administratives ont-elles été dressées en 2021 en raison du mauvais stationnement de véhicule en free-floating ?

D'avance merci pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

---

**Mondelinge vraag over de situering van dropzones voor steps in Vorst (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Mevrouw de voorzitter,

Beste collega's,

Het ontwerp van gewestelijk besluit over de deelsteps wekt bezorgdheid in verschillende Brusselse gemeenten. Na de gemeente Ukkel is het nu de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe die vraagtekens zet bij de impact van dropzones op het parkeer- en mobiliteitsbeleid in het algemeen.

De MR heeft al meermaals geïnterpelleerd over de moeilijke aanpak van het wildparkeren van strooisteps. Veel Vorstenaren ergeren zich eraan dat ze tussen de steps op de trottoirs moeten zigzaggen, waardoor het voor kinderwagens en mensen met beperkte mobiliteit soms onmogelijk is om te passeren. Tot nu toe vertelde u ons dat u wachtte op een oplossing op gewestelijk niveau.

De Brusselse regering heeft besloten de gemeenten de verantwoordelijkheid te geven om op eigen kosten dropzones in te richten. Die kunnen alleen gesubsidieerd worden als ze een parkeerplaats vervangen. De Brusselse regering vindt dat er op gewestwegen om de 200 m en op gemeentewegen om de 300 m een zone moet komen.

Om wildparkeren tegen te gaan, past de burgemeester van Ukkel strikt het politiebepsluit toe en verwijdert hij de deelfietsen en -steps die voetgangers op de trottoirs hinderen, en legt hij de operatoren een gemeentelijke administratieve boete van 200 euro op. Deze oplossing heeft vruchten afgeworpen, want de deelsteps zijn nu ingeperkt in Ukkel en voetgangers hebben weer toegankelijke trottoirs.

U kent ook de milieukosten van deze steps, waarvan de levensduur beperkt is tot enkele gebruiksuren. Hulpdiensten en artsen waarschuwen regelmatig voor de ernstige ongelukken die verkeerd gebruik van deze voertuigen veroorzaken.

Terwijl de stad Parijs de toekomst van strooisteps ter discussie stelt en de dropzones er niet worden gerespecteerd, werd begin januari een advies van het College verwacht. Ik leid eruit af dat u de impact van de massale creatie van dropzones op het gemeentelijk grondgebied zorgvuldig hebt onderzocht.

1° Kunt u ons zeggen hoeveel dropzones de gemeente besloten heeft in te richten in Vorst?

2° Hoeveel parkeerplaatsen worden er geschrapt?

3° Hoeveel bedraagt het geraamde verlies aan inkomsten (geen ontvangsten) door de schrapping van deze parkeerplaatsen? Hoe worden die bedragen gecompenseerd?

4° Hoeveel administratieve sancties werden er in 2021 opgelegd wegens het fout parkeren van deelvoertuigen?

Bij voorbaat dank voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

#### **Réponse de Madame Van Den Bosch :**

**Selon les recommandations régionales, le territoire forestois devrait accueillir un maillage de 141 drop zones de tailles non définies, variant entre 3 et 8m ; à raison (environ) d'un 1/3 sur voirie régionale et 2/3 sur voiries communales.**

**Cette année, la commune compte envoyer une demande de soutien financier pour la création de 21 dropzones, couplées avec du stationnement vélo non-sécurisé avec des arceaux vélos (de différents types, dont pour certaines, des emplacements cargo et/ou vélo partagé). A cela s'ajouter les dropzones en voiries régionales.**

**Nous allons commencer par sécuriser les traversées piétonnes non-conformes au code de la route ; très concrètement, ce sont les emplacements de stationnement pour voiture situés dans la zone de 5 m en deçà d'une traversée piétonne dans le sens circulant qui seront supprimés en priorité.**

**Une place de stationnement automobile équivaut à ± 5 m, donc chaque drop zone supprime au**



moins une place de stationnement.

Pour le manque à gagner, il est difficile de répondre de manière précise et certaine car l'emplacement peut être occupé :

- soit par une personne tierce qui paie une redevance ;
- soit par une personne détentrice d'une dérogation, comme par exemple la carte riverain pour laquelle une personne paie une fois 15 € / an pour son stationnement. Il existe d'autres dérogations, comme la carte visiteur, club sportif, ...

Dans le cadre de la remise de son avis, la Commune va pointer ce manque à gagner et demander compensation via les redevances émises sur les opérateurs d'engins partagés.

Le projet d'arrêté prévoit des redevances pour engins de cyclo-partage en faveur de la Région. A l'instar du stationnement payant, une juste rétribution des montants perçus devrait avoir lieu. Les Communes seront en charge de créer les drop-zones sur leur territoire (une centaine pour Forest), les financer (éventuellement par un subside de la Région, mais aucune garantie). Bien que les frais de création des drop-zones soient subsidiés, il en restera toujours leur agrandissement potentiel, leur entretien, leur remplacement en cas de matériel dégradé, et le plus important cela représente une perte de revenus considérables pour la Région.

Le service Mobilité a fait un calcul très sommaire à prendre avec précautions, sur base du nombre de redevances qui ne pourraient être mises, mais la place pourrait très bien être occupée par un habitant qui paie 15 € / an. Il n'était pas possible pour le service de rendre une estimation plus précise.

Voici un calcul sommaire pour la Commune de Forest :

- Création de 100 drop zones (1 drop zone = 1 place de stationnement)

- Redevance « stationnement payant » de 25 € par demi-jour, soit 50 € par jour

- Manque à gagner journalier :

Vision minimaliste (1 redevance / j) : 2.500€ ; vision maximaliste (2 redevances / j) : 5.000€

- Manque à gagner annuel (220 jours d'exploitation) :

Vision minimal. (1 redevance / j) : 550.000€ ; vision maximal. (2 redevances / j) : 1.100.000€

La Commune de Forest demande dès lors à intégrer une rétribution annuel des montants perçus par la Région. Une répartition telle que celle existante pour le stationnement payant, soit 85% des bénéfices nets à la Commune et 15% à la Région peut tout à fait convenir et être cohérente avec l'arrêté portant sur le stationnement payant.

Durant le second semestre de 2022, il y a eu 24 constats d'infraction à charge de 5 sociétés différentes d'engins en free-floating pour des infractions aux articles 56 (entrave à la progression) et 105 (stationnement espaces verts) : 13 dossiers "clôturés" / 11 en cours, 1.350€ d'amendes infligées. En pratique, les constats ont été établis entre juillet et décembre.

Monsieur Pierre-De Permentier dit son inquiétude du nombre potentiellement très élevé de « drop zones » (jusqu'à 140) ; maintient qu'il est important d'estimer l'impact financier de ces « drop zones » ; quant au choix de donner priorité aux emplacements adjacents aux passages piétons entraîne un risque de débordement et donc de gêne pour les piétons ; estime opportun d'envisager de créer ces zones en dehors de la voirie.

**Antwoord van mevrouw Van den Bosch:**

Volgens de gewestelijke aanbevelingen zou Vorst moeten beschikken over een netwerk van 141 dropzones van niet nader bepaalde grootte, variërend van 3 tot 8 m; naar rato van (ongeveer) 1/3 op gewestwegen en 2/3 op gemeentewegen.

Dit jaar wil de gemeente een verzoek om financiële steun indienen voor de aanleg van 21 dropzones, in combinatie met niet-beveiligde fietsparkings met fietsbogen (van verschillende types, waaronder het plaatsen voor bakfietsen en/of deelfietsen). Daarnaast zijn er dropzones op gewestwegen.

We beginnen met het veilig maken van voetgangersoversteekplaatsen die niet voldoen aan de wegcode; heel concreet worden parkeerplaatsen voor auto's die zich binnen 5 m van een voetgangersoversteekplaats in de rijrichting bevinden, als eerste verwijderd.

Eén parkeerplaats voor auto's komt overeen met ± 5 m, dus bij elke dropzone wordt ten minste

één parkeerplaats geschrapt.

Voor het verlies aan inkomsten is het moeilijk exact en met zekerheid een antwoord te geven omdat de plaats kan worden gebruikt:

- hetzij door een derde die een retributie betaalt;
- ofwel door iemand met een uitzondering, zoals de bewonerskaart waarvoor iemand 15 euro per jaar betaalt om te parkeren. Er zijn nog andere uitzonderingen, zoals de bezoekerskaart, de sportclubkaart, ...

De gemeente zal in haar advies wijzen op dit verlies aan inkomsten en vragen om compensatie via de retributies die aan exploitanten van deelvoertuigen worden opgelegd.

Het ontwerp van besluit voorziet in retributies voor fietsdeelvoertuigen ten gunste van het Gewest. Net als bij betaald parkeren moet er een billijke vergoeding zijn voor de geïnde bedragen. De gemeenten zullen verantwoordelijk zijn voor de aanleg van de dropzones op hun grondgebied (een honderdtal voor Vorst) en de financiering ervan (eventueel via een subsidie van het Gewest, maar geen garantie). Hoewel de kosten voor de aanleg van de dropzones worden gesubsidieerd, is er nog de mogelijke uitbreiding, het onderhoud en de vervanging in geval van schade aan het materiaal, en vooral een aanzienlijk inkomstenverlies voor het Gewest. De Mobiliteitsdienst heeft een zeer ruwe berekening waarmee omzichtig moet worden omgesprongen, gemaakt op basis van het aantal retributies dat niet kon worden geïnd, maar de plaats zou net zo goed kunnen worden gebruikt door een bewoner die 15 euro per jaar betaalt. De dienst kon geen nauwkeurigere raming geven.

Hier is een korte berekening voor de gemeente Vorst:

- Aanleg van 100 dropzones (1 dropzone = 1 parkeerplaats)
- Retributie “betaald parkeren” van 25 € per halve dag, zijnde 50 € per dag
- Dagelijks verlies aan inkomsten:  
Minimalistische visie (1 retributie/dag): 2.500 €; maximalistische visie (2 retributies/dag): 5.000 €

- Jaarlijks verlies aan inkomsten (220 exploitatiedagen):

Minimalistische visie (1 retributie/dag): 550.000 €; maximalistische visie (2 retributies/dag) : 1.100.000 €

De gemeente Vorst vraagt daarom een jaarlijkse vergoeding van de door het Gewest geïnde bedragen op te nemen. Een verdeling zoals die voor het betaald parkeren bestaat, namelijk 85% van de nettowinst aan de gemeente en 15% aan het Gewest, is wellicht passend en in overeenstemming met het besluit betreffende het betaald parkeren.

In de tweede helft van 2022 waren er 24 vaststellingen van overtredingen ten laste van 5 verschillende firma's van free-floating voertuigen wegens inbreuken op artikel 56 (belemmering van de doorgang) en 105 (parkeren in groene ruimten): 13 “afgesloten” dossiers / 11 lopende dossiers, 1.350 € aan opgelegde geldboetes. In de praktijk werden de vaststellingen gedaan tussen juli en december.

De heer Pierre-De Permentier uit zijn bezorgdheid over het mogelijk zeer grote aantal “dropzones” (tot 140); hij blijft erbij dat het belangrijk is de financiële impact van deze “dropzones” te ramen; wat betreft de keuze om voorrang te geven aan plekken die grenzen aan voetgangersoversteekplaatsen, bestaat het risico op overlast en dus op hinder voor voetgangers; hij acht het opportuun te overwegen deze zones buiten de weg aan te leggen.

*1 annexe / 1 bijlage*

Le promoteur Koramic envisage de construire 114 logements au-dessus du supermarché Match (place Albert).

Un projet qui inquiète les riverains, comme nous avons pu le lire dans la presse ce 23 janvier. On parle de 320 habitants supplémentaires dans un quartier déjà densément peuplé. Un projet très imposant. Le promoteur ne prévoit que 19 appartements trois chambres. Aucun ne sera accessible à un tarif social. Les riverains résumant très bien les choses : “Un projet de gentrification décomplexé totalement hors de propos”.

Une commission de concertation a eu lieu cet après-midi. Qu'en est-il ressorti ? Le collège va-t-il oui ou non soutenir ce projet et délivrer un permis ?

---

**Actualiteitsvraag over het vastgoedproject boven de Match in Vorst (op vraag van de heer De Beer, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)**

Ontwikkelaar Koramic wil 114 woningen bouwen boven de supermarkt Match (Albertplein). Een project dat omwonenden zorgen baart, zoals we op 23 januari in de pers konden lezen. Het gaat om 320 extra inwoners in een reeds dichtbevolkte wijk.

Een zeer groot project. De ontwikkelaar plant slechts 19 appartementen met drie slaapkamers. Geen ervan zal beschikbaar zijn aan een sociaal tarief. De omwonenden vatten het zeer goed samen: “Een totaal irrelevant ongebreideld gentrificatieproject”.

Deze namiddag heeft een overlegcommissie vergaderd. Met welk resultaat? Zal het College dit project steunen en een vergunning afleveren of niet?

**Monsieur Mugabo rappelle que l'autorité délivrante du permis est la Région ; ajoute que l'administration a remis un avis (consultatif) défavorable sur ce projet, à l'instar du SIAMU.**

**De heer Mugabo herinnert eraan dat de vergunnende overheid het Gewest is; hij voegt eraan toe dat de administratie een ongunstig advies over dit project heeft uitgebracht, net zoals de DBDMH.**

---

**69 Question d'actualité relative : Primes de fin d'année ( la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Ajouté en séance)**

Madame la secrétaire communale,

Vous trouverez ci-dessous une question d'actualité pour le conseil de ce soir :

Le personnel communal s'est inquiété de la possible suppression de la prime de fin d'année du personnel afin de cadrer avec les économies que la commune budgétaire doit réaliser.

Les articles de presse sont discordants puisque certains affirment que la prime est maintenue, d'autres plus récents qu'elle n'est pas encore totalement assurée.

Pourriez-vous nous indiquer ce qu'il en est ? Et ce afin de rassurer le personnel communal.

D'avance je vous remercie pour votre réponse.

Bien à vous

---

**Actualiteitsvraag over eindejaarspremies (op verzoek van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)**

Het gemeentepersoneel maakte zich zorgen over de mogelijke afschaffing van de eindejaarspremie voor het personeel in het kader van de besparingen die de gemeente op budgettair vlak moet doorvoeren.

De berichten in de pers zijn tegenstrijdig, want sommige zeggen dat de premie behouden blijft, terwijl dit volgens recentere andere berichten nog niet volledig gegarandeerd is.

Kunt u ons zeggen hoe het zit? Dit om het gemeentepersoneel gerust te stellen.

Alvast bedankt voor uw antwoord.

**Monsieur Mugabo expose que la question de la prime de fin d'année fait partie de l'ensemble des pistes mises sur la table dans le cadre des mesures visant à rétablir la situation financière de la commune ; précise que la suppression de tout ou partie de la prime de fin d'année du personnel communal ne fait pas partie des pistes privilégiées à ce stade par le Collège, ce qui a été communiqué aux délégations syndicales ; ajoute enfin que le Collège a décidé de renoncer à la prime de fin d'année**

**Monsieur Quartassi fournit des compléments quant aux différents montants (fixe et variable) composant la prime de fin d'année.**

**Monsieur Pierre-De Permentier enjoint le Collège à faire la clarté afin d'apaiser les légitimes inquiétudes des représentants du personnel.**

**De heer Mugabo stelt dat de kwestie van de eindejaarspremie een van de opties is die op tafel liggen in het kader van de maatregelen voor het herstel van de financiële situatie van de gemeente; hij preciseert dat de gehele of gedeeltelijke afschaffing van de eindejaarspremie voor het gemeentepersoneel in dit stadium niet tot de opties behoort waar het College de voorkeur aan geeft, wat aan de vakbondsdelegaties is meegedeeld; tot slot voegt hij eraan toe dat het College heeft besloten af te zien van de eindejaarspremie.**

**De heer Quartassi verstrekt aanvullende informatie over de verschillende (vaste en variabele) bedragen waaruit de eindejaarspremie bestaat.**

**De heer Pierre-De Permentier dringt er bij het College op aan duidelijkheid te verschaffen om de legitieme bezorgdheid van de personeelsvertegenwoordigers weg te nemen.**

*1 annexe / 1 bijlage*

Levée de la séance à 23:30  
Opheffing van de zitting om 23:30

Par le Collège :  
La Secrétaire,  
Vanwege het College :  
De Secretaris,

La Présidente,  
De Voorzitster,

Betty Moens

Séverine De Laveleye